

CONSEIL COMMUNAL DU 23 MARS 2023
GEMEENTERAAD VAN 23 MAART 2023

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster* ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Björn Becker, Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Michel Cohen, Cécile Egrix, Aurélie Czekalski, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Michel Bruylant, Patrick Zygas, Lise Batugowski, Jean-Pierre Collin, Mathias Junqué, Jacques Spelkens, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)* ;
Laurence Vainsel, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Perrine Ledan, *Echevin(s) /Schepen(en)* ;
Vanessa Issi, Blaise Godefroid, Nicolas Clumeck, Yannick Franchimont, Fathiya Alami, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)*.

Ouverture de la séance à 18:45
Opening van de zitting om 18:45

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

23.03.2023/A/0001 **Interpellation citoyenne : les bancs-potagers de la rue Vanderkindere.**

Mme Brion précise au préalable qu'elle expose cette interpellation citoyenne au nom de l'association « Fais une fleur à ton quartier », du comité Vanderkindere-Bascule et de nombreux riverains.

C'est en 2018 qu'est créé le premier comité Vanderkindere-Bascule, qui a pour objectif la revalorisation globale de ce quartier. La même année naît l'association « Fais une fleur à ton quartier », ayant pour objectif la végétalisation du quartier. Le Quartier des Artisans s'organise en ASBL en 2019. Les objectifs de ces trois comités ont pour point commun l'amélioration d'un quartier soumis à une forte pression.

Lorsque l'ASBL Quartier des Artisans dépose son projet auprès de Hub Brussels afin d'obtenir un subside, les objectifs mentionnés dans le document sont les suivants : « Faire de notre quartier un exemple en matière de mobilité douce, de rencontres intergénérationnelles, de végétalisation et de potagers urbains ».

Au départ, il était question d'installer des bancs afin que les clients des commerces, mais aussi les riverains et chaland, puissent se reposer sur le chemin de la rue Vanderkindere.

Par ailleurs, une première action de végétalisation du quartier a eu lieu en 2018 grâce à un projet de « Fais une fleur à ton quartier », financé par Bruxelles-Environnement et soutenu par l'échevinat de l'Environnement.

Cette action se poursuivra l'année suivante avec un projet « Coup de pouce », soutenu

et financé par la commune.

Au total, 17 grands bacs plantés d'arbustes fruitiers et de fleurs prennent place rue Vanderkindere, selon une répartition avec les rues avoisinantes (Hazard, Stanley, Bascule), une trentaine de plantes grimpantes sont plantées en façade, une vingtaine de contenants sont installés à l'entrée de certains commerces et en façade de riverains, 28 fenêtres sont agrémentées de jardinières, les 37 carrés d'arbres de la rue Stanley sont entourés de plantes mellifères. La végétalisation du quartier était bien une réalité à ce moment-là.

En 2022, l'échevinat de la Participation citoyenne a proposé un projet d'illustration des grands bacs gris afin d'éviter les incivilités. « Fais une fleur » a suggéré que cette illustration ait pour sujet les oiseaux, insectes et papillons, et le choix a été effectué par les enfants du quartier.

Grâce à cette belle collaboration avec l'échevinat de la Participation citoyenne, la rue prend alors une note plus joyeuse.

La demande, sans cesse renouvelée, de plantation d'arbres était au cœur de l'action de « Fais une fleur » depuis 2018.

L'arborisation vient d'être concrétisée par la commune à la grande satisfaction des habitants.

Dès lors, était-il nécessaire d'ajouter un nouvel élément, en l'occurrence des jardinières, aux bancs envisagés ?

Les deux comités ont organisé un premier sondage auprès des riverains, sans être en possession d'une image des bancs envisagés.

Les résultats reflètent un sentiment mitigé : 55,3 % des riverains acceptent l'idée de bancs, moyennant quelques aménagements et sans jardinières attenantes.

Les craintes portaient sur le risque de bruits engendrés par la présence tardive de jeunes, principalement les soirs d'été, et par l'occupation prolongée de ces bancs, tant de jour que de nuit, par des marginaux, ce qui explique la demande de bancs d'une longueur modeste (limitée à deux personnes assises au maximum). Cette demande a été prise en compte par le Quartier des Artisans.

La présentation du banc évolue, comme l'atteste ce document remis à Hub Brussels : « (...) dans une zone apaisée et verdurisée (avec un arbre et un parterre fleuri) un banc en bois durable placé sur un revêtement d'écorces de bois et sur lequel sera placée une jardinière mettant à disposition des usagers du quartier des plantes aromatiques et durables ».

Mme Brion attire l'attention de l'assemblée sur le fait que les jardinières sont bien séparées des bancs.

Lors de la réunion d'information organisée par la commune, plusieurs demandes ont été exprimées quant aux dimensions, au nombre et à l'emplacement des bancs, à la possibilité de voir un prototype, à l'installation d'un banc modèle avant le placement éventuel du nombre prévu et à la physionomie de ces bancs.

Une photo a alors été projetée, en l'occurrence celle d'un banc rustique au bois plus noble, de belle allure, présenté dans un cadre de nature où il s'intègre de façon harmonieuse.

À l'exception d'un articulet dans le magazine Wolvendael, aucune information n'a été transmise aux riverains ni aux responsables des deux comités de quartier.

Suite aux nombreuses réactions, les comités que Mme Brion représente ont organisé un 2^{ème} sondage.

Quoiqu'une minorité de riverains accepte ces bancs, une majorité émet les remarques suivantes :

- ces bancs ne sont pas esthétiques, ils n'apportent aucune note d'élégance à la rue, ils sont massifs;
- ils ne s'harmonisent pas avec les maisons de style bruxellois des années

1920;

- ils ne sont pas en accord avec le mobilier urbain déjà présent;
- l'association bois verni et planches de récupération est maladroite et donne une impression de fragilité;
- ils devraient être adaptés au vécu des riverains et aux impératifs de résistance aux intempéries, tags et tentatives de déplacement;
- ils ne sont pas confortables (assise trop peu profonde);
- les bancs ont un dossier fixé à l'assise : il n'y a donc aucune évacuation des eaux de pluie et il y en a encore moins lorsque les jardinières encadrent le banc;
- l'ajout de jardinières-potagers attenantes est inutile.

Les riverains ont le sentiment que ces bancs leur ont été imposés et que leur avis n'a pas été entendu.

Vu l'importance accordée à la cellule de pilotage – importance disproportionnée par rapport à celle accordée aux comités de quartier - et le grand écart observé entre les objectifs de départ et la réalisation finale, les comités demandent que l'attente des riverains soit prise en compte et que les actuels bancs-potagers soient enlevés et remplacés par des bancs sobres, apportant un certain cachet à cette section de la rue Vanderkindere et s'intégrant harmonieusement au mobilier déjà présent.

Dans un premier temps, les comités avaient envisagé de demander la transformation des bancs, y compris la séparation entre banc et jardinière-potager, mais suite à l'avis de plusieurs professionnels, ils sont arrivés à la conclusion qu'une transformation satisfaisante aurait un coût trop élevé pour un résultat plus qu'aléatoire.

Les citoyens représentés par Mme Brion ont aussi essayé de trouver une solution qui permettrait de sauvegarder les bancs, en les déplaçant dans un endroit proche et approprié.

Les comités ont pensé à la place Guy d'Arezzo, espace arboré et non fleuri, pour différentes raisons :

- le lieu est déjà organisé comme lieu de halte et de repos;
- une partie de ses riverains sont clients des commerces du Quartier des Artisans;
- la surface dispose d'un espace suffisant pour recevoir un ensemble de bancs formant un tout cohérent;
- cette place est aussi suffisamment éclairée pour offrir une sécurité satisfaisante en soirée;
- les bancs classiques qui s'y trouvent pourraient être déplacés vers des rues ou parcs qui bénéficient déjà de ce type de mobilier.

Il va de soi que cet aménagement éventuel est subordonné à l'acceptation du projet par les riverains de la place.

Mme Brion rappelle que les citoyens qu'elle représente ne sont pas opposés à l'installation de bancs répondant à la fois aux objectifs initiaux des responsables du projet et aux besoins actuels des riverains. Des bancs sobres, de taille modeste, sont présents dans le quartier : présents le jour pour se poser, retirés la nuit pour assurer la tranquillité des lieux. À cet égard, le Café Kanel, situé près de la chaussée de Waterloo, constitue un bel exemple.

M. Cools estime que la mobilisation des habitants du quartier Vanderkindere à travers leurs trois comités de quartier afin d'obtenir une meilleure végétalisation constitue un exemple d'engagement citoyen.

Il y a quelques années, la Région avait lancé un projet de plantation d'arbres dans le

cadre d'un itinéraire cyclable régional (ICR), mais ce projet n'a pas abouti, quoique les plans eussent été établis et les permis d'urbanisme délivrés.

La commune a pris le relais en plantant des arbres, parallèlement aux initiatives des habitants pour verduriser leur façade avec des plantes grimpantes, des bacs de fleurs, etc.

Dans ce contexte, les bancs évoqués par Mme Brion ne sont en effet guère très esthétiques et amènent M. Cools à s'interroger sur la manière dont on associe réellement les citoyens au processus de décision du choix du mobilier urbain.

Ceux qui ont installé ces bancs étaient sans aucun doute animés de très bonnes intentions mais il est pour le moins regrettable qu'une action entreprise pour rencontrer une demande aboutisse à un résultat qui ne donne pas satisfaction. M. Cools espère que le Collège en tirera des leçons pour l'avenir. De toute évidence, il conviendrait, pour éviter des malentendus, de ne pas se limiter dans la phase préparatoire à des photomontages, potentiellement trompeurs, mais d'installer un modèle test, afin de voir si la population apprécie réellement le dispositif envisagé.

Par ailleurs, M. Cools ne pense pas qu'une installation de ces bancs place Guy d'Arezzo serait un choix judicieux pour répondre à l'intention de développer des cultures potagères.

À cet égard, M. Cools avait suggéré, lors d'une séance antérieure du Conseil communal, de prendre contact avec la société propriétaire de l'immeuble occupé par l'Inno en vue d'aménager des potagers sur sa toiture.

M. Desmet remercie Mme Brion pour son engagement en faveur de la végétalisation de son lieu de vie, qui est aussi un lieu de passage pour de nombreuses personnes.

M. Desmet ne doute pas de la réelle volonté du Collège de répondre aux besoins des citoyens de ce quartier, et les bancs potagers sont une expérience novatrice, qui doit peut-être encore faire ses preuves.

Il semble que les bacs potagers citoyens, notamment à Saint-Job, aient davantage recueilli l'adhésion des habitants.

Quoi qu'il en soit, le groupe Ecolo sera attentif aux réponses du Collège à l'interpellation citoyenne de Mme Brion.

Mme Van Offelen intervient souvent dans cette enceinte sur la thématique des bancs publics, qui selon elle constituent un élément essentiel du mobilier urbain, en particulier pour les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite (PMR).

Il faut non seulement veiller à l'esthétique de ces bancs de manière à ce qu'ils s'intègrent au style du quartier mais aussi les doter d'accoudoirs pour assurer le confort des utilisateurs.

La consultation des riverains est évidemment nécessaire pour effectuer les choix les plus judicieux.

Mme Van Offelen est sûre que le Collège sera en mesure de répondre aux préoccupations de Mme Brion.

Mme Margaux reconnaît le caractère inesthétique et surtout inconfortable de ces bancs, qui ne sont pas utilisés parce qu'ils sont régulièrement pleins d'eau.

De même, la partie jardinière devra être repensée si elle n'est pas utilisée.

M. Hayette estime que les initiatives prises par les comités représentés par Mme Brion pour végétaliser ce quartier sont exemplaires.

On ne peut que déplorer ici un hiatus, dans la mesure où les bancs installés en toute bonne foi pour embellir le quartier ont finalement déçu les citoyens.

La participation citoyenne doit réellement faire participer les citoyens en mettant en place une méthode qui permette de dégager une majorité : certes, on peut comprendre qu'il y ait des différences de goût en matière d'esthétique mais si une majorité de

citoyens trouve ces bancs disgracieux, il faut trouver une solution alternative.

Mme l'échevin Delwart confirme que l'association des commerçants de la rue Vanderkindere, le Quartier des Artisans, est à l'initiative de ce projet.

Il s'agit d'un projet de longue haleine. Le Quartier des Artisans a introduit une demande de subside auprès de la Région, et a fini par l'obtenir. La réalisation de ces bancs ayant été opérée avec de l'argent public régional, la commune n'est pas habilitée à décider leur retrait. Mais le Collège est toujours prêt au dialogue en vue d'aménagements susceptibles de recueillir un consensus.

Le subside délivré visait initialement l'installation de 10 bancs. Les riverains se sont inquiétés du nombre de bancs et ils ont été entendus, étant donné que ce sont finalement 6 bancs qui ont été installés rue Vanderkindere sur le tronçon du Quartier des Artisans.

Ces bancs n'ont pas été placés sur le site privilégié au départ par les commerçants, mais sur les oreilles de trottoir (à l'exception de deux bancs), suite à un dialogue entre l'administration communale, les commerçants et les riverains. Le Collège a particulièrement veillé à ce que la localisation des bancs ne constitue en aucune manière une entrave à la circulation des piétons.

Mme l'Echevin Delwart a beaucoup de respect pour les considérations esthétiques qui ont été exprimées mais il est impossible d'aboutir à un consensus sur la définition du beau et du laid. Personnellement, Mme l'Echevin Delwart trouve ces bancs beaux mais ceux-ci n'ont pas été validés en raison de son propre choix esthétique mais en raison de leur correspondance avec le prototype montré.

À cet égard, M. Cools a raison de souligner la possibilité d'un contraste entre des photos et la réalité, mais si l'on compare les bancs proposés sur photos aux bancs effectivement réalisés, on constate que la différence principale réside dans le simple fait que les bancs proposés sur photo sont présentés sur une pelouse alors que les bancs réalisés sont installés sur des trottoirs minéralisés, ce qui leur donne un aspect différent.

Le projet porté par les commerçants a été confié à la ferme « Nos Pilijs », acteur bruxellois dans le domaine du recyclage et de l'économie circulaire. Il s'agit donc de bancs écologiques qui s'inscrivent dans une démarche de durabilité avec l'emploi de bois réutilisé (d'où la physionomie des bancs, qui ne plaît pas à tout le monde). Ce critère écologique était d'ailleurs une des conditions d'octroi du subside par la Région.

Les bancs potagers ont aussi été réfléchis par les commerçants dans la perspective d'un échange avec la population. Ils ont notamment servi de support à l'un des commerces de la rue pour l'organisation d'une formation sur les herbes aromatiques. Il serait opportun de rééditer de telles expériences pour favoriser le « vivre ensemble ».

Mme l'Echevin Delwart insiste sur le fait que le projet n'a pas été entrepris contre les riverains. La réunion publique qui a été organisée a donné lieu à des échanges ultérieurs, tant avec les riverains qu'avec la commune. Et ceci a débouché sur des résultats.

Si ces bancs sont peut-être peu confortables, c'est justement pour éviter que certaines catégories de personnes y demeurent trop longtemps, et ce afin de répondre à la crainte des riverains, évoquée par Mme Brion dans son interpellation, selon laquelle ces bancs pourraient donner lieu à des rassemblements susceptibles de générer des nuisances.

Les recommandations de Mme l'Echevine De Brouwer en matière de plantes ont été suivies, de même que celles de M. l'Echevin Lambert-Limbosch quant au choix pour ces bancs d'une hauteur permettant aux seniors de s'asseoir et de se relever.

La commune n'a pas le pouvoir de décider un retrait pur et simple de ces bancs mais Mme l'Echevin Delwart est tout à fait disposée à rencontrer l'association des

commerçants, qui a évidemment été informée de l'interpellation citoyenne, afin d'envisager les aménagements éventuels de ces bancs, notamment pour résoudre le problème d'humidité en cas de fortes pluies.

Mais pour qu'un dialogue aboutisse, il faut que chacun fasse un pas vers l'autre.

M. le Bourgmestre remarque qu'à chaque élection, tous les partis parlent désormais de la participation citoyenne, mais il s'agit bien souvent d'un slogan creux.

Le Collège ucclois s'efforce au contraire de la mettre réellement en pratique, tout en ayant l'humilité de reconnaître que ce n'est pas toujours parfait et que la tâche doit sans cesse être améliorée.

M. le Bourgmestre a été interpellé par de nombreux riverains de ce quartier (qui a longtemps été le sien et dont il fréquente assidûment les commerces) à propos de ces bancs, et leurs avis sont partagés.

Mais il demeure persuadé que sur un tel sujet, il est possible de mettre commerçants et habitants autour de la table pour aboutir à un consensus.

Mme Brion émet un certain doute quant à l'effectivité de la « participation citoyenne » et du « vivre ensemble ».

En effet, quoiqu'elle soit la responsable de l'association « Fais une fleur », elle n'a été informée de l'existence de ce projet que lorsque les problèmes sont apparus et que les relations se sont tendues.

Mme Brion signale qu'un tiers des commerçants de l'association « Le Quartier des Artisans » sont aussi membres de « Fais une fleur » et elle certifie que cette part des commerçants ignorait, non le projet lui-même, mais la manière dont il serait réalisé.

C'est en amont que la participation citoyenne doit être mise en œuvre, précisément afin d'éviter les problèmes, et non a posteriori pour corriger les problèmes induits par le manque de participation.

Dans le dossier de la mobilité douce, tous les habitants du quartier ont reçu un feuillet explicatif et dans celui de la plantation d'arbres, tous les membres de Fais une fleur et du comité de quartier Vanderkindere-Bascule ont été invités à formuler des doléances, et tout s'est merveilleusement passé.

Mme Brion regrette profondément qu'il n'en ait pas été de même dans ce dossier-ci.

Mme l'échevin Delwart tient à rappeler qu'il y a eu une réunion publique en amont, la distribution d'un toutes-boîtes dans l'ensemble du quartier ainsi qu'un exposé par l'association des commerçants auquel environ une centaine de personnes ont assisté, et c'est sur cette base que le projet a été modifié.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie : de moestuinbanken van de Vanderkinderestraat.

Mevr. Brion legt uit dat zij deze burgerinterpellatie doet namens de vereniging "Fais une fleur à ton quartier", het comité Vanderkindere-Bascule en vele buurtbewoners.

In 2018 werd het eerste comité Vanderkindere-Bascule opgericht om de algemene kwaliteit van de wijk te verbeteren. In hetzelfde jaar werd de vereniging "Fais une fleur à ton quartier" opgericht om de wijk te vergroenen. In 2019 wordt het Quartier des Artisans georganiseerd als een vzw. De doelstellingen van deze drie comités hebben gemeen dat ze de verbetering van een wijk onder zware druk tot doel hebben.

Toen vzw Quartier des Artisans haar project bij Hub Brussel indiende om een subsidie te krijgen, waren de doelstellingen die in het document werden vermeld: "Van onze wijk een voorbeeld maken van zachte mobiliteit, ontmoetingen tussen generaties, vergroening en stadsmoestuinen".

In eerste instantie was het idee om banken te plaatsen zodat klanten van winkels en

buurtbewoners in de Vanderkinderestraat kunnen rusten.

Daarnaast vond in 2018 een eerste actie plaats om de buurt te vergroenen dankzij het project "Fais une fleur à ton quartier", gefinancierd door Brussel Leefmilieu en ondersteund door het de Milieudienst.

Deze actie wordt het jaar daarop voortgezet met een project "Ondersteuning burgerproject", ondersteund en gefinancierd door de gemeente.

In totaal werden in de Vanderkinderestraat 17 grote bakken met fruit en bloeiende struiken geplaatst, volgens een verdeling met de aangrenzende straten (Hazard, Stanley, Bascule), een dertigtal klimplanten aan de gevel, een twintigtal bakken aan de ingang van bepaalde winkels en aan de gevels van bewoners, 28 ramen werden versierd met plantenbakken en de 37 boomspiegels in de Stanleystraat werden omringd door honingplanten. De vergroening van de wijk was toen een feit.

In 2022 stelde de dienst Burgerinspraak een project voor om de grote grijze vuilnisbakken te illustreren en zo ongeregelde heden te voorkomen. "Fais une fleur" stelde voor dat het onderwerp van deze illustratie vogels, insecten en vlinders moesten zijn en de keuze werd gemaakt door de kinderen van de wijk.

Dankzij deze mooie samenwerking met de dienst Burgerinspraak heeft de straat nu een vrolijker tintje.

Het continue verzoek om bomen te planten stond sinds 2018 centraal in de actie "Fais une fleur".

De aanplanting van bomen is zojuist door de gemeente afgerond tot grote tevredenheid van de bewoners.

Was het dan nodig om een nieuw element, in dit geval plantenbakken, toe te voegen aan de geplande banken ?

De twee comités organiseerden een eerste enquête bij de buurtbewoners, zonder een beeld te hebben van de geplande banken.

De resultaten geven een gemengd beeld : 55,3 % van de buurtbewoners gaat akkoord met het idee van banken, met enkele aanpassingen en zonder aangrenzende plantenbakken.

De vrees had betrekking op het risico van lawaai door de late aanwezigheid van jongeren, vooral op zomeravonden, en door de langdurige bezetting van deze banken, zowel overdag als 's nachts, door marginale personen, wat het verzoek om banken van bescheiden lengte (beperkt tot maximaal twee zittende personen) verklaart. Het Quartier des Artisans heeft met dit verzoek rekening gehouden.

De presentatie van de bank evolueert, zoals blijkt uit dit aan Hub Brussel voorgelegde document: "(...) in een rustige en groene zone (met een boom en een bloemenperk) een bank van duurzaam hout geplaatst op een bekleding van houten schors en waarop een plantenbak zal worden geplaatst die de gebruikers van de wijk aromatische en duurzame planten biedt".

Mevr. Brion vestigt de aandacht van de vergadering op het feit dat de plantenbakken goed gescheiden zijn van de banken.

Tijdens de door de gemeente georganiseerde infovergadering werden verschillende verzoeken gedaan over de afmetingen, het aantal en de plaats van de banken, de mogelijkheid om een prototype te zien, de plaatsing van een modelbank vóór de uiteindelijke plaatsing van het geplande aantal, en het uiterlijk van de banken.

Vervolgens werd een foto geprojecteerd, in dit geval van een rustieke bank met edeler hout, die er goed uitziet, gepresenteerd in een natuurlijke omgeving waar hij harmonieus past.

Met uitzondering van een artikel in de Wolvendael is geen informatie verstrekt aan de bewoners of aan de verantwoordelijken van de twee buurtcomités.

Naar aanleiding van de vele reacties hebben de comités, vertegenwoordigd door mevr. Brion, een tweede enquête georganiseerd.

Hoewel een minderheid van de bewoners deze banken accepteert, maakt een meerderheid de volgende opmerkingen:

- deze banken zijn niet esthetisch, ze voegen geen enkele elegantie toe aan de straat, ze zijn massief;
- ze harmoniëren niet met de huizen in Brusselse stijl uit de jaren 1920
- ze zijn niet in harmonie met het reeds aanwezige stadsmeubilair;
- de combinatie van gelakt hout en gerecycleerde planken is onhandig en geeft een indruk van broosheid;
- ze moeten worden aangepast aan de beleving van de buurtbewoners en aan de eisen inzake weerstand tegen slecht weer, tags en pogingen om ze te verplaatsen
- ze zijn niet comfortabel (te ondiepe zit);
- de banken hebben een rugleuning die aan de zitting vastzit: er is dus geen afvoer van regenwater en nog minder wanneer de plantenbakken de bank omlijsten;
- de toevoeging van aangrenzende plantenbakken is onnodig. De bewoners vinden dat deze banken hen zijn opgelegd en dat hun mening niet is gehoord.

Gezien het belang dat aan de stuurgroep wordt gehecht - een belang dat niet in verhouding staat tot dat van de buurtcomités - en de geconstateerde grote kloof tussen de oorspronkelijke doelstellingen en het eindresultaat, verzoeken de comités rekening te houden met de verwachtingen van de bewoners en de huidige moestuinbanken te verwijderen en te vervangen door sobere banken, die dit deel van de Vanderkinderestraat een zeker cachet geven en zich harmonieus integreren in het reeds aanwezige meubilair.

Aanvankelijk hadden de comités overwogen de transformatie van de banken te vragen, met inbegrip van de scheiding van de bank en de plantenbak, maar na advies van verschillende vakmensen kwamen zij tot de conclusie dat een bevredigende transformatie te duur zou zijn voor een meer dan onzeker resultaat.

De burgers, vertegenwoordigd door mevr. Brion, probeerden ook een oplossing te vinden om de banken te redden, door ze naar een nabijgelegen en geschikte plaats te verplaatsen.

De comités dachten aan het Guido van Arezzoplein, een plek met bomen en zonder bloemen, om verschillende redenen:

- de plek is al georganiseerd als een plek om te stoppen en te rusten;
- sommige bewoners ervan zijn klanten van de winkels van de Quartier des Artisans;
- de oppervlakte biedt voldoende ruimte voor een aantal banken die een samenhangend geheel vormen;
- het plein is ook voldoende verlicht om 's avonds voldoende veiligheid te bieden;
- de traditionele banken op het plein zouden kunnen worden verplaatst naar straten of parken die reeds over dit soort meubilair beschikken.

Het spreekt vanzelf dat deze mogelijke ontwikkeling afhankelijk is van de aanvaarding van het project door de bewoners van het plein.

Mevr. Brion herinnert eraan dat de burgers die zij vertegenwoordigt niet gekant zijn tegen de plaatsing van banken die zowel aan de oorspronkelijke doelstellingen van de projectverantwoordelijken als aan de huidige behoeften van de bewoners beantwoorden. Er zijn sobere banken, van bescheiden omvang, in de wijk aanwezig: overdag aanwezig om uit te rusten, 's nachts verwijderd om de rust in de wijk te waarborgen. Café Kanel, nabij de Waterlooesteenweg, is daar een goed voorbeeld van.

Volgens de **h. Cools** is de mobilisatie van de bewoners van de Vanderkinderewijk via hun drie wijkcomités om een betere begroeiing te verkrijgen, een voorbeeld van burgerlijke betrokkenheid.

Enkele jaren geleden heeft het Gewest in het kader van een gewestelijke fietsroute een project gelanceerd om bomen te planten, maar dit project is niet uitgevoerd, hoewel de plannen waren opgesteld en de bouwvergunning was verleend.

De gemeente heeft het project overgenomen door bomen te planten, parallel met de initiatieven van de bewoners om hun gevels te vergroenen met klimplanten,

bloembakken enz.

In dit verband zijn de door mevr. Brion genoemde banken niet erg esthetisch en doen de h. Cools zich afvragen hoe de burgers werkelijk bij de besluitvorming over de keuze van het straatmeubilair worden betrokken.

Degenen die de banken hebben geplaatst waren ongetwijfeld ingegeven door zeer goede bedoelingen maar het is op zijn minst betreurenswaardig dat een actie om aan een vraag te voldoen tot een onbevredigend resultaat leidt. Hij hoopt dat het college hieruit lering trekt voor de toekomst. Uiteraard zou het, om misverstanden te voorkomen, raadzaam zijn de voorbereidende fase niet te beperken tot mogelijk misleidende fotomontages, maar een proefmodel te installeren, om te zien of de bevolking het voorgestelde model werkelijk waardeert.

Bovendien denkt de h. Cools niet dat de installatie van deze banken op het Guido van Arezzoplein een goede keuze zou zijn om tegemoet te komen aan het voornemen om groentegewassen te ontwikkelen.

In dit verband heeft de h. Cools in een vorige vergadering van de gemeenteraad voorgesteld contact op te nemen met het bedrijf dat eigenaar is van het door Inno bezette gebouw met het oog op de aanleg van moestuinen op het dak ervan.

De h. Desmet bedankt mevr. Brion voor haar inzet voor de vergroening van haar omgeving, die ook een plaats is waar veel mensen langskomen.

De h. Desmet twijfelt niet aan de echte wil van het college om in te spelen op de behoeften van de burgers van deze wijk en de moestuinbanken zijn een vernieuwend experiment, dat zich misschien nog moet bewijzen.

Het lijkt erop dat de moestuinbakken van de burgers, met name in Sint-Job, meer in de smaak zijn gevallen bij de bewoners.

In ieder geval zal Ecolo aandachtig luisteren naar de antwoorden van het college op de burgerinterpellatie van mevr. Brion.

Mevr. Van Offelen spreekt in deze zaal vaak over openbare banken, die volgens haar een essentieel onderdeel zijn van het straatmeubilair, vooral voor ouderen en personen met beperkte mobiliteit.

We moeten er niet alleen voor zorgen dat deze banken esthetisch mooi zijn zodat ze in de stijl van de wijk passen maar we moeten ze ook voorzien van armleuningen om het comfort van de gebruikers te garanderen.

Overleg met de buurtbewoners is uiteraard noodzakelijk om de meest geschikte keuzes te maken.

Ze is ervan overtuigd dat het college aan de bezorgdheid van mevr. Brion tegemoet kan komen.

Mevr. Margaux erkent het lelijke en vooral oncomfortabele karakter van de banken, die niet worden gebruikt omdat ze regelmatig vol water staan.

Ook de plantenbak moet opnieuw worden bekeken als hij niet wordt gebruikt.

Volgens **de h. Hayette** zijn de initiatieven van de door mevr. Brion vertegenwoordigde comités om de wijk te vergroenen voorbeeldig.

Men kan hier alleen maar betreuren dat de te goeder trouw geplaatste banken ter verfraaiing van de wijk uiteindelijk de burgers hebben teleurgesteld.

Burgerinspraak moet de burgers echt betrekken door een methode in te voeren waarmee een meerderheid kan worden bereikt: natuurlijk is het begrijpelijk dat er smaakverschillen zijn op het gebied van esthetiek, maar als een meerderheid van de burgers deze banken lelijk vindt, moet er een alternatieve oplossing worden gevonden.

Schepen Delwart bevestigt dat de handelsvereniging in de Vanderkinderestraat, het Quartier des Artisans, dit project heeft geïnitieerd.

Het is een langetermijnproject. Het Quartier des Artisans vroeg bij het Gewest een subsidie aan, die uiteindelijk werd toegekend. Aangezien de banken zijn gebouwd met gewestelijk overheidsgeld, heeft de gemeente niet het recht om te besluiten ze te verwijderen. Het college is echter altijd bereid een dialoog aan te gaan om verbeteringen aan te brengen waarover een consensus kan worden bereikt.

De subsidie was aanvankelijk bedoeld voor de plaatsing van 10 banken. De bewoners waren bezorgd over het aantal banken en hun bezorgdheid werd gehoord, want uiteindelijk werden 6 banken geplaatst in de Vanderkinderestraat op het gedeelte Quartier des Artisans.

Deze banken werden niet geplaatst op de plaats die oorspronkelijk de voorkeur had van de handelaars, maar op de trottoiruitstulpingen (met uitzondering van twee banken), na een dialoog tussen het gemeentebestuur, de handelaars en de bewoners. Het college heeft er in het bijzonder op toegezien dat de plaatsing van de banken het voetgangersverkeer op geen enkele wijze belemmerde.

Schepen Delwart heeft veel respect voor de esthetische overwegingen die naar voren zijn gebracht, maar het is onmogelijk om een consensus te bereiken over de definitie van wat mooi en wat lelijk is. Persoonlijk vindt mevr. De schepen deze banken mooi, maar ze zijn niet gevalideerd vanwege haar eigen esthetische keuze maar vanwege hun overeenstemming met het getoonde prototype.

In dit verband wijst de h. Cools terecht op de mogelijkheid van een contrast tussen foto's en werkelijkheid maar als men de op de foto's voorgestelde banken vergelijkt met de werkelijk gebouwde banken, dan blijkt dat het belangrijkste verschil ligt in het simpele feit dat de op de foto's voorgestelde banken op een grasveld zijn afgebeeld, terwijl de gebouwde banken zijn geplaatst op gemineraliseerde trottoirs, waardoor ze er anders uitzien.

Het project van de handelaars werd toevertrouwd aan de boerderij "Nos Pilifs", een Brusselse speler op het gebied van recycling en de circulaire economie. De banken zijn dus ecologisch en duurzaam, met hergebruikt hout (vandaar het uiterlijk van de banken, dat niet bij iedereen in de smaak valt). Dit ecologische criterium was een van de voorwaarden voor de subsidie van het Gewest.

De moestuinbanken werden ook ontworpen door de handelaars met het oog op een uitwisseling met de bevolking. Zij werden met name gebruikt door een van de winkels in de straat om een cursus aromatische kruiden te organiseren. Het zou goed zijn om dergelijke ervaringen te herhalen om het "samenleven" aan te moedigen.

Schepen Delwart benadrukte dat het project niet tegen de bewoners was gericht. De openbare vergadering die werd georganiseerd gaf aanleiding tot latere uitwisselingen, zowel met de bewoners als met de gemeente. En dit leidde tot resultaten.

Dat deze banken misschien niet erg comfortabel zijn, is juist om te voorkomen dat bepaalde categorieën mensen er te lang verblijven, om tegemoet te komen aan de door mevr. Brion in haar interpellatie genoemde vrees van de bewoners dat deze banken aanleiding zouden kunnen geven tot samenscholingen die overlast zouden kunnen veroorzaken.

De aanbevelingen van mevr. De Brouwer inzake beplanting zijn gevolgd, evenals die van de h. Lambert-Limbosch inzake de keuze van een hoogte voor deze banken die senioren in staat stelt te gaan zitten en op te staan.

De gemeente heeft niet de bevoegdheid om te besluiten deze banken zonder meer te verwijderen maar schepen Delwart is volkomen bereid om met de handelsvereniging, die uiteraard op de hoogte is gebracht van het verzoek van de burgers, te overleggen over eventuele aanpassingen van deze banken, met name om het probleem van de vochtigheid bij hevige regenval op te lossen.

Maar wil een dialoog slagen, dan moet elke partij een stap naar de ander zetten.

De Burgemeester merkt op dat alle partijen nu bij elke verkiezing spreken over burgerinspraak, maar dat dit vaak een loze kreet is.

Het Ukkelse college probeert het juist in praktijk te brengen, maar heeft de nederigheid om te erkennen dat het niet altijd perfect is en dat de taak voortdurend moet worden verbeterd.

De burgemeester is door vele bewoners van deze wijk (die lange tijd de zijne was en waarvan hij de winkels regelmatig bezoekt) ondervraagd over deze banken en hun meningen zijn verdeeld.

Maar hij blijft ervan overtuigd dat het bij een dergelijk onderwerp mogelijk is om handelaars en bewoners rond de tafel te krijgen om tot een consensus te komen.

Mevr. Brion uit enige twijfel over de doeltreffendheid van "burgerinspraak" en "samenleven".

Hoewel zij hoofd is van de vereniging "Fais une fleur", werd zij pas op de hoogte gebracht van het bestaan van dit project toen de problemen zich aandienen en de verhoudingen gespannen raakten.

Mevr. Brion wijst erop dat een derde van de handelaars van de vereniging "Le Quartier des Artisans" ook lid is van "Fais une fleur" en zij verklaart dat dit deel van de handelaars niet op de hoogte was van het project zelf, maar van de manier waarop het zou worden uitgevoerd.

Het is stroomopwaarts dat burgerinspraak moet worden uitgevoerd, juist om problemen te voorkomen, en niet achteraf om de problemen te corrigeren die door het gebrek aan inspraak zijn veroorzaakt.

In het geval van de zachte mobiliteit hebben alle bewoners van de wijk een verklarende folder ontvangen en in het geval van de aanplanting van bomen werden alle leden van Fais une fleur en het buurtcomité Vanderkindere-Bascule uitgenodigd om hun klachten kenbaar te maken en alles is wonderwel goed verlopen.

Mevr. Brion betreurt ten zeerste dat in dit geval niet hetzelfde is gebeurd.

Schepen Delwart herinnert eraan dat er vooraf een openbare vergadering is geweest, een verspreiding van een huis-aan-huisbericht in de hele wijk en een presentatie door de handelsvereniging, die door een honderdtal mensen is bijgewoond, en het is op deze basis dat het project werd gewijzigd.

De Raad neemt kennis.

5 annexes / 5 bijlagen

Installation bancs-potagers..pdf, Bref résumé.pdf, Parallèle entre bancs publics et les bancs-potagers..pdf, Rappel fonction des bancs publics..pdf, Interpellation citoyenne - banc-potager.pdf

Odile Margaux quitte la séance / verlaat de zitting.

23.03.2023/A/0002 **Approbation des registres des séances du Conseil communal des 26 janvier et 16 février 2023.**

Le Conseil approuve le point.
33 votants : 33 votes positifs.

Goedkeuring van de registers van de zittingen van de Gemeenteraad van 26 januari en 16 februari 2023.

De Raad keurt het punt goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

23.03.2023/A/0003 **A.S.B.L. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle.-
Remplacement d'un membre.**

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L's communales notamment que "au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal";

Attendu que le groupe Ecolo propose de remplacer Mme Caroline Van Neste, administratrice démissionnaire au sein de l'A.S.B.L. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle, par Mme Fathiya Alami,

Décide de proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle la désignation de Mme Fathiya Alami en qualité de membre au sein de ladite association communale.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

**V.Z.W. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle.-
Vervanging van een lid.**

De Raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen";

Aangezien de groep Ecolo voorstelt om Mevr. Caroline Van Neste, ontslagnemend bestuurder bij de V.Z.W. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle, te vervangen door Mevr. Fathiya Alami,

Beslist aan de Algemene vergadering van de V.Z.W. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle voor te stellen Mevr. Fathiya Alami aan te duiden als lid.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

23.03.2023/A/0004 **Brutélé.- Assemblée générale ordinaire du 18 avril 2023.**

Le Conseil,

Attendu que Brutélé tiendra le mardi 18 avril 2023, une assemblée générale ordinaire,

Décide :

- de marquer, à l'unanimité, son accord sur l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire de Brutélé du 18 avril 2023 ainsi que sur chaque rapport :

- rapport A (rapport d'activité);
- rapport B (rapport de gestion);
- rapport C (rapport de rémunération);
- rapport du Collège des réviseurs (présentation en séance);
- rapport D (approbation des comptes annuels et leurs annexes arrêtés au 31 décembre 2022 - affectation du résultat);
- décharge au Collège des réviseurs pour l'exercice 2022;
- décharge aux administrateurs pour l'exercice 2022;

- de désigner MM. François Lambert Limbosch, échevin et Jacques Spelkens, Conseiller communal, pour représenter la Commune à cette assemblée générale.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Brutélé.- Gewone algemene vergadering van 18 april 2023.

De Raad,

Aangezien Brutélé op dinsdag 18 april 2023 een gewone algemene vergadering organiseert,

Beslist éénparig :

- de agenda, alsmede alle rapporten van de gewone algemene vergadering goed te keuren :

- verslag A (activiteitenverslag);
- verslag B (beheersverslag);
- verslag C (vergoedingen);
- verslag van het College van revisoren (voorstelling ter zitting);
- verslag D (goedkeuring van de jaarrekeningen en bijlagen vastgesteld op 31 december 2022 - bestemming van het resultaat);
- kwijting aan het College van revisoren voor het dienstjaar 2022;
- kwijting aan de bestuurders voor het dienstjaar 2022;

- de hh. François Lambert Limbosch, Schepen en Jacques Spelkens, Gemeenteraadslid, aan te stellen in de hoedanigheid van afgevaardigden op deze algemene vergadering.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Convocation et rapports à l'AGO du 18 avril 2023.pdf

Communication - Communicatie

23.03.2023/A/0005 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Convention relative à la mise à disposition d'une partie de façade en vue du placement d'une plaque**

commémorative.- Accord.

Le Conseil,

Vu qu'en date du 26 janvier 2023, le Conseil a marqué son accord sur l'octroi du titre de citoyen d'honneur aux trois résistants ayant un lien avec la Commune d'Uccle Youra Livschitz, Robert Maistriau et Jean Franklemon;

Vu qu'en cette même séance, le Conseil a marqué son accord sur la pose d'une plaque commémorative sur le bâtiment du dernier domicile de Monsieur Youra Livschitz sis à l'ancien n° 247 avenue Brugmann à 1180 Uccle;

Considérant que l'immeuble situé à cette adresse relève de la propriété de la SA Belfius;

Considérant que par un courriel du 7 septembre 2022 le représentant de la S.A. Belfius a transmis son accord sur le placement d'une plaque commémorative;

Considérant qu'il y a lieu de formaliser cet accord dans une convention de mise à disposition d'une partie de façade en vue du placement d'une plaque commémorative;

Vu l'urgence dans la mesure où l'inauguration se fera le mercredi 19 avril 2023,

Décide d'approuver la convention ci-annexée.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Overeenkomst met betrekking tot de terbeschikkingstelling van een deel van de gevel met het oog op de plaatsing van een gedenkplaat.- Akkoord.

De Raad,

Aangezien de raad op 26 januari 2023 zijn goedkeuring verleend heeft aan de toekenning van de titel van ereburger aan de drie verzetsstrijders met een band met de gemeente Ukkel, Youra Livschitz, Robert Maistriau en Jean Franklemon;

Aangezien de raad in dezelfde zitting zijn goedkeuring verleend heeft aan de plaatsing van een gedenkplaat op het gebouw van de laatste woonplaats van de heer Youra Livschitz, gelegen op de voormalige Brugmannlaan 247 te 1180 Ukkel;

Overwegende dat het gebouw op dit adres eigendom is van Belfius N.V.;

Overwegende dat de vertegenwoordiger van Belfius nv in een mail van 7 september 2022 zijn akkoord bezorgd heeft voor de plaatsing van een gedenkplaat;

Overwegende dat dit akkoord geformaliseerd moet worden in een overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een deel van de gevel met het oog op de plaatsing van een gedenkplaat;

Gelet op de hoogdringendheid, aangezien de onthulling plaatsvindt op woensdag 19 april 2023,

Beslist de overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Convention+-+Plaque+commémorative+citoyen+d'honneur+FR.docx (1).docx,

Convention+-+plaque+commémorative+(00000002)_nl.docx, Plaque

commémorative - localisation.pdf

Voirie - Wegen

23.03.2023/A/0006 **Convention avec Vivaqua pour la fourniture de stand-pipes.- Approbation de la convention.**

Le Conseil,

Attendu que les services techniques de la commune disposent de cols-de-cygne afin de puiser de l'eau pour assurer leur fonctionnement;

Attendu que pour ce faire, les cols-de-cygne doivent être branchés sur les hydrants du réseau de distribution d'eau potable de Vivaqua;

Attendu que ces cols-de-cygne ne disposent pas de compteur et qu'il est impossible de mesurer la quantité d'eau prélevée sur le réseau;

Attendu qu'à ce jour, la commune ne paie pas cette consommation d'eau;

Attendu que Vivaqua souhaite pouvoir quantifier cette consommation et que cela permettra :

- de conscientiser les divers utilisateurs de leur consommation en eau conformément aux objectifs de l'Ordonnance Cadre-Eau;

- de mesurer les volumes utilisés par les divers services communaux;

- de mettre en place des stratégies permettant une utilisation plus rationnelle de la ressource « eau potable » en encourageant des alternatives à certains usages, conformément aux objectifs de l'Ordonnance Cadre-Eau;

- d'identifier les volumes consacrés à des usages autorisés mais non comptabilisés et de distinguer ceux-ci des volumes de fuites qui sont - par nature non comptabilisés;

- d'être équipé des instruments de mesure adéquats le jour où une facturation de ces volumes sera rendue obligatoire en application de la méthodologie tarifaire établie par le régulateur, Brugel;

- d'être en mesure de prouver, à toute personne qui en ferait la demande, que la Commune et VIVAQUA gèrent la ressource « eau potable » en personne prudente et responsable ;

Attendu que Vivaqua fournira gratuitement des stands-pipe, à savoir des cols-de-cygne avec compteur;

Attendu que la commune devra rendre à Vivaqua les anciens cols-de-cygne dont elle dispose;

Attendu que le service de la voirie dispose de 2 cols-de-cygne, que le service de la Propreté publique dispose de 7 cols-de-cygne et que le service vert dispose de 1 col-de-cygne;

Attendu qu'un relevé des compteurs devra être transmis à Vivaqua tous les trois mois et que Vivaqua viendra relever les compteurs une fois par an;

Vu qu'une convention entre la commune d'Uccle et Vivaqua a été établie,

Décide :

- d'approuver la convention en la matière;

- d'approuver l'échange des cols-de-cygne contre de nouveaux stand-pipes fourni par Vivaqua.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Overeenkomst met Vivaqua voor de levering van stand-pipes.- Goedkeuring van de overeenkomst.

De Raad,

Aangezien de technische diensten van de gemeente over zwanenhalzen beschikken om water te putten om hun werking te verzekeren;

Aangezien de zwanenhalzen hiervoor aangesloten moeten worden op de kranen van het drinkwaterverdeelnet van Vivaqua;

Aangezien deze zwanenhalzen geen teller hebben en het niet mogelijk is de hoeveelheid water te meten die van het netwerk afgenomen wordt;

Aangezien de gemeente tot op vandaag dit waterverbruik niet betaalt;

Aangezien Vivaqua dit verbruik in cijfers wil kunnen vertalen en dat dit het mogelijk zal maken :

- de verschillende gebruikers bewust te maken van hun waterverbruik overeenkomstig de doelstellingen van de ordonnantie Waterkader;

- het volume dat door de verschillende gemeentediensten gebruikt wordt te meten;

- strategieën in te voeren die een rationeler gebruik van de hulpbron "drinkwater" mogelijk maken door alternatieven voor sommige gebruiken aan te moedigen, overeenkomstig de doelstellingen van de ordonnantie Waterkader;

- de volumes voor toegestaan maar niet-geteld gebruik te identificeren en deze te onderscheiden van de volumes van lekken, die van nature niet geteld worden;

- uitgerust te zijn met de geschikte meetinstrumenten wanneer een facturering van deze volumes verplicht gemaakt zal worden in toepassing van de tariefmethode, opgesteld door de regulator, Brugel;

- in staat te zijn om aan iedereen die dat vraagt te bewijzen dat de gemeente en Vivaqua de hulpbron "drinkwater" beheren als een voorzichtig en redelijk persoon;

Aangezien Vivaqua gratis standpijpen zal leveren, dat zijn zwanenhalzen met teller;

Aangezien de gemeente de oude zwanenhalzen waarover ze beschikt moet teruggeven aan Vivaqua;

Aangezien de Wegendienst beschikt over 2 zwanenhalzen, de dienst Openbare Reinheid over 7 zwanenhalzen en de Groendienst over 1 zwanenhals;

Aangezien om de drie maand een opneming van de meters aan Vivaqua bezorgd moet worden en Vivaqua de meters een keer per jaar zal komen opnemen;

Aangezien er een overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en Vivaqua opgesteld werd,

Beslist :

- de overeenkomst ter zake goed te keuren;

- de inruiling van de zwanenhalzen tegen nieuwe door Vivaqua geleverde standpijpen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

UCC NL Convention d'échange CDC 2022.doc, col de cygne courrier Vivaqua.pdf,

UCC FR Convention d'échange CDC 2022.doc

Hans Marcel Joos Van de Cauter entre en séance / treedt in zitting.

Mobilité - Mobiliteit

23.03.2023/A/0007 **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.-
Abrogations et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Abrogations :

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.7. Le stationnement est payant sur les emplacements réservés au chargement de véhicules électriques dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » complétés d'un panneau informatif « Forfait 50 euros/4h30 excepté véhicule en charge » avec le symbole d'une voiture entourée d'une prise.

Art.5.7.7.59. Avenue Van Bever, 30 (4 emplacements);

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.7. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Véhicules partagés. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel portant la mention « véhicules partagés ».

Art.5.9.7.2. Place Emile Danco, du côté opposé au n°s 14-13 (4 emplacements);

Art.5.9.7.4. Avenue des Sept Bonniers, 12-16 (4 emplacements);

Nouvelles dispositions :

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.115. Avenue Adolphe Wansart, côté opposée au n° 23 (1-3 m);

Art.4.1.2.116. Avenue Adolphe Wansart, côté opposée au n° 25 (1-3 m);

Art.4.1.2.117. Avenue Hellevelt, 50 (1-3 m);

Art.4.2. Bandes de circulation et flèches de sélection

Art.4.2.1. La chaussée est divisée en bandes de circulation par des lignes blanches aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des marques de couleur blanches tracées conformément à l'art. 77.4 de l'A.R.

Art.4.2.1.2. Rue des Trois Rois, du n° 76A jusqu'au n° 188 de la rue François Vervloet;

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.7. Le stationnement est payant sur les emplacements réservés au chargement de véhicules électriques dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » complétés d'un panneau informatif « Forfait 50 euros/4h30 excepté véhicule en charge » avec le symbole d'une voiture entourée d'une prise.

Art.5.7.7.124. Avenue Van Bever, 30 (6 emplacements);

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole

d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.62. Avenue d'Homborchveld, 116 (6 m);

Art.5.9.1.63. Rue Pierre de Puyselaer, 73 (6 m);

Art.5.9.7. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Véhicules partagés. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel portant la mention « véhicules partagés ».

Art.5.9.7.5. Avenue des Sept Bonniers, 12-20 (6 emplacements);

Art.5.9.7.6. Place Emile Danco, du côté opposé au n°s 14-13 (5 emplacements);

Art.5.9.7.7. Place Emile Danco, du côté opposé au n° 3;

Art.5.9.7.8. Square Georges Marlow, 5 (2 emplacements);

Art.5.9.7.9. Square Georges Marlow, du côté opposé au n°s 3-5 (4 emplacements);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière,

Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Intrekkingen en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de

politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere

plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de

plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Intrekkingen :

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.7. Het parkeren is betalend op de parkeerplaatsen voorbehouden voor het opladen van elektrische voertuigen op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» aangevuld door een informatiebord "Forfait 50 euro/4h30 uitgezonderd opladend voertuig" met een pictogram van een auto met een stekker.

Art.5.7.7.59. Van Beverlaan, 30 (4 plaatsen);

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.7. Het parkeren is voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen : Gedeelde voertuigen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld door een onderbord met de vermelding "deelvoertuigen".

Art.5.9.7.2. Emile Dancoplein, aan de overkant van de nrs. 14-13 (4 plaatsen);

Art.5.9.7.4. Zeven Bunderslaan, 12-16 (4 plaatsen);

Nieuwe bepalingen :

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.115. Adolphe Wansartlaan, aan de overkant van het nr. 23 (1-3 m);

Art.4.1.2.116. Adolphe Wansartlaan, aan de overkant van het nr. 25 (1-3 m);

Art.4.1.2.117. Helleveltlaan, 50 (1-3 m);

Art.4.2. Rijstroken en voorsorteringsspijlen

Art.4.2.1. De rijbaan wordt verdeeld in rijstroken door witte lijnen op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt met witte markeringen zoals voorzien in het art. 77.4. van het K.B.

Art.4.2.1.2. Drie Koningenstraat, van het nr. 76A tot aan het nr. 188 van de François Vervloetstraat;

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.7. Het parkeren is betalend op de parkeerplaatsen voorbehouden voor het opladen van elektrische voertuigen op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» aangevuld door een informatiebord "Forfait 50 euro/4h30 uitgezonderd opladend voertuig" met een pictogram van een auto met een stekker.

Art.5.7.7.124. Van Beverlaan, 30 (6 plaatsen);

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.62. Homborchveldlaan, 116 (6 m);

Art.5.9.1.63. Pierre De Puysseleerstraat, 73 (6 m);

Art.5.9.7. Het parkeren is voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen: Gedeelde voertuigen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld door een onderbord met de vermelding "deelvoertuigen".

Art.5.9.7.5. Zeven Bunderslaan, 12-20 (6 plaatsen);

Art.5.9.7.6. Emile Dancoplein, aan de overkant van de nrs. 14-13 (5 plaatsen);

Art.5.9.7.7. Emile Dancoplein, aan de overkant van het nr. 3;

Art.5.9.7.8. Georges Marlowsquare, 5 (2 plaatsen);

Art.5.9.7.9. Georges Marlowsquare, aan de overkant van de nrs. 3-5 (4 plaatsen);

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de

aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens,

Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2023 03 23_Cc_Annexes.pdf, 2023 03 23_Cc_ND_NoteExplicative.pdf

Eric Sax entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Planification urbaine - Stadsplanning

23.03.2023/A/0008 **Règlement communal d'urbanisme zoné (RCUZ) « Grandes avenues » - Etape de la procédure d'élaboration : présentation du projet modifié suite à l'avis de la commission de concertation du 10/03/2022 et mise à l'enquête publique - Auteur de projet : Service de l'Urbanisme - Cellule planification**

Le Conseil,

Vu la décision prise en séance du 28/06/2018 et portant sur l'élaboration d'un règlement d'urbanisme zoné (RCUZ) dénommé « Grandes avenues », destiné à protéger les qualités du patrimoine bâti des grandes avenues (avenue Brugmann et avenue Winston Churchill, ainsi que des places et squares qui se trouvent le long de leur développement);

Vu le projet de règlement rédigé par la cellule de planification du Service de l'Urbanisme;

Vu l'avis émis par Urban.brussels en date du 04/12/2021 quant à l'opportunité de réaliser le règlement d'urbanisme;

Vu l'avis émis par Bruxelles.Environnement en date du 03/12/2021 quant à l'absence de nécessité d'accompagner l'élaboration du règlement d'un rapport d'incidences environnementales;

Vu la décision du 16/12/2021 de charger le Collège des bourgmestre et échevins de soumettre le projet de règlement à l'enquête publique du 10/01/2022 au 09/02/2022, en déterminant toutes les modalités de cette enquête;

Considérant que l'enquête publique a donné lieu à l'introduction de 10 réclamations ou observations personnalisées, d'une lettre type émanant de 19 personnes, dont une est complétée d'arguments personnels;

Vu l'avis de la Commission de concertation émis lors de sa séance du 10/03/2022;

Considérant que cet avis n'est pas unanime, qu'il est défavorable dans le chef de Urban.brussels - Direction de l'Urbanisme et de Urban.brussels - Direction du Patrimoine Culturel, et que tant Bruxelles-Environnement (IBGE) que la Commune (demanderesse) se sont abstenues;

« Considérant que l'intention d'élaborer ce RCUZ « grandes avenues » est favorable; Considérant qu'il y a lieu de revoir la structure et la formulation de l'ensemble du document de manière substantielle sur base des remarques émises par URBAN dans ses courriers datés des

4 décembre 2021 et 4 février 2022;

Considérant qu'il y a lieu de compléter le document par un volet cartographique et

visuel délimitant, sur une carte, le périmètre du RCUZ et reprenant une sélection permettant de catégoriser, par tronçon, les générations d'immeubles, reprenant leurs caractéristiques stylistiques ou répertorier les immeubles dans une liste, selon des critères prédéterminés;

Considérant qu'il y a lieu de supprimer les définitions du corps du règlement et les intégrer dans un glossaire repris en annexe;

Considérant qu'il y a lieu de rédiger l'ensemble des prescriptions de manière normative, dans un sens plus directif quant aux interdictions qu'imposera le RCUZ et aux possibilités qu'il offrira, notamment en termes d'entretien, de rénovation, d'extension, de rehausse, de démolition-reconstruction, de traitement esthétiques des héberges de murs mitoyens et de gabarits;

Considérant qu'il y a lieu de revoir le glossaire en fonction des remarques émises et en conformité avec les réglementations existantes »;

Qu'en date du 16/12/2021 le Conseil a décidé de :

charger le Collège des bourgmestre et échevins de modifier le projet de RCUZ « Grandes avenues » en tenant compte des grandes lignes suivantes :

- 1. ne pas y inclure l'espace public et ne pas en étendre le périmètre à d'autres quartiers ou voiries adjacents;*
- 2. se fonder uniquement sur les dispositions du CoBAT pour les mesures de protection du patrimoine, et établir un inventaire spécifique des échelles de valeur patrimoniales qui sont propres au règlement selon qu'ils revêtent une valeur d'ensemble, une valeur architecturale intrinsèque ou qu'ils présentent des éléments patrimoniaux à valeur de détail architectonique ou de décor;*
- 3. simplifier la structure et la présentation du règlement en concentrant le libellé des articles du règlement proprement dit sur les aspects qu'il entend régir;*
- 4. reporter en conséquence dans des annexes le glossaire (en vérifiant qu'il ne comporte ni contradiction ni double emploi avec les glossaires d'autres règlements ou plans), la description du contexte et l'exposé des motifs, les explications contextuelles ou didactiques et le chapitre IV, à valeur indicative et de recommandations;*
- 5. compléter le règlement proprement dit de documents annexes, dont :*

annexe 1 : introduction et description du contexte

annexe 2 : un glossaire,

annexe 3 : cartographie des rives d'îlots avec mention des échelles de valeurs patrimoniales,

annexe 4 : objectifs et détails par rive d'îlot,

annexe 5 : liste commentée des essences de plantations préconisées ou interdites,

annexe 6 : base de données reprenant les parcelles et le bâti ainsi que les valeurs patrimoniales que leur attribue l'inventaire spécifique au RCUZ,

charger le Collège des bourgmestre et échevins de lui représenter le projet de RCUZ modifié en vue de reprendre la procédure au stade d'une seconde enquête publique;

Considérant que le projet de RCUZ « Grandes avenues » a été modifié en vue de répondre aux objections majeures émises au cours de l'enquête publique et dans les avis d'instances rendus, tout en veillant à ne pas présenter d'incohérence en cas de divergence entre ces avis;

Considérant que la structure du règlement a été largement modifiée en créant le volet réglementaire avec les prescriptions littérales, la carte du périmètre concerné et les cartes des valeurs patrimoniales des biens et des arbres et les annexes comprenant l'Introduction-Contexte, le glossaire, les objectifs localisés par rive d'îlot, les répertoires des valeurs du patrimoine bâti, les répertoires du patrimoine naturel et

la liste des essences préconisées et interdites;

Que les prescriptions littérales ont également été modifiées en vue d'une structure plus claire entre les biens présentant une valeur patrimoniale, ceux non répertoriés et les immeubles neufs;

Considérant que la base de données est un document de travail qui a servi à établir les cartes et ne doit pas être soumis à l'enquête publique;

Considérant que le projet modifié est soumis à l'article 50, §1^{er} du CoBAT (modification du projet décidée par le Conseil communal), qui renvoie à l'article 48, § 1^{er};

Le projet modifié n'entraîne pas l'élaboration d'un rapport d'incidences environnementales, car il ne modifie pas les objectifs du RCUZ, et n'a pas d'impacts significatifs sur les thématiques environnementales. Il permet toujours la conservation et la rénovation de nombreux immeubles patrimoniaux plutôt que leur démolition, il encourage davantage la biodiversité et la pleine terre dans les zones de recul ainsi que leur qualité paysagère et veille toujours à l'amélioration de la PEB;

Considérant que l'enquête publique doit être annoncée tant par voie d'affiches que par un avis inséré au Moniteur Belge et dans au moins trois journaux de langue française et trois journaux de langue néerlandaise diffusés dans la Région, ainsi que sur le site internet de la commune;

Qu'en raison des délais de procédure fixés par le COBAT et imposant que la moitié au moins des différents délais se situe en dehors des périodes de vacances scolaires (art. 49 et art. 50 du COBAT);

Que tenant compte que les vacances francophones et néerlandophones ne se déroulent pas en même temps;

Que le délai de l'enquête publique est obligatoirement de 30 jours;

Que l'enquête peut se dérouler du 8 mai 2023 au 7 juin 2023 inclus et la Commission de concertation du dossier peut être saisie après la fin de l'enquête, soit le 29 juin 2023 au plus tard;

Considérant que les journaux d'expression francophone répondant le mieux aux critères de la plus grande diffusion dans la Région de Bruxelles-Capitale sont les suivants : Le Soir, La Libre Belgique et Metro ;

Considérant que les journaux d'expression néerlandophone répondant le mieux aux critères de la plus grande diffusion dans la Région de Bruxelles-Capitale sont les suivants : De Standaard, Het Laatste Nieuws et Metro ;

Considérant les demandes d'offres dans les journaux sont en cours ;

Qu'un budget prévisionnel est estimé à 7.000,00 € (5.799,90 € en 2021) ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'affichage « en un nombre suffisant » d'un avis d'enquête ainsi qu'à la maison communale, la confection et le placement des panneaux sont assurés par le Service des Travaux ;

Considérant qu'en vertu de l'article 4, §1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019 relatif aux enquêtes publiques, quiconque doit pouvoir obtenir des explications techniques à propos du dossier soumis à enquête, au moins une demi-journée par semaine ;

Qu'il s'avère donc de décider que les observations orales pourront être faites les mercredis avant midi, uniquement sur rendez-vous ;

Qu'il s'avère de désigner comme agent technique chargé de donner des explications Madame Dominique Dosogne, architecte et urbaniste au service de l'Urbanisme ;

Que les explications pourront être données les mardis et jeudis matin sur rendez-vous pendant toute la durée de l'enquête publique;

Que la dépense de cette publicité s'élèverait à 7.000,00 € et est à inscrire à l'article 930/123-48/86 du budget ordinaire,

Décide :

- de charger le collège des bourgmestre et échevins de soumettre le projet modifié de règlement communal d'urbanisme zoné (RCUZ) « Grandes avenues » à enquête

publique ;

- d'organiser l'enquête publique selon les modalités et l'agenda suivants :

- d'organiser l'enquête publique du 8 mai 2023 au 7 juin 2023 inclus,
- de porter cette enquête publique à la connaissance du public par la publication d'un avis dans les journaux : Le Soir, La Libre Belgique, De Standaard, Het Laatste Nieuws, Metro (édition francophone et néerlandophone) ainsi que dans le Moniteur Belge,
- d'organiser la parution des annonces dans la presse et au Moniteur Belge au minimum 3 jours avant le début de l'enquête publique,
- de saisir la Commission de concertation du dossier après la fin de l'enquête soit le 29 juin 2023 au plus tard,
- de décider que les observations orales pourront être faites les mercredis avant midi,
- de désigner Madame Dominique Dosogne, architecte et urbaniste au Service de l'Urbanisme comme agent chargé de donner les explications techniques relatives au dossier soumis à enquête,
- d'approuver la dépense estimée à 7.000,00 €,
- de désigner le Service de l'Urbanisme pour organiser cette enquête (affichage, publication,...).

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

**Gemeentelijke stedenbouwkundige zoneverordening (GemSZV) "Grote lanen" -
Fase van de procedure : voorstelling van het gewijzigd project ingevolge het
advies van de Overlegcommissie van 10/03/2022 en het openbaar onderzoek -
Projectontwerper: Dienst Stedenbouw - Cel Planning**

De Raad,

Gelet op de beslissing genomen in zitting van 28/06/2018 met betrekking tot de opmaak van een stedenbouwkundige zoneverordening (GemSZV) genaamd "Grote lanen", bestemd om de kwaliteiten van het bebouwd patrimonium van de grote lanen (Brugmannlaan en Winston Churchillaan en de pleinen en squares langs hun ontwikkeling) te beschermen;

Gelet op het ontwerp van verordening opgesteld door de cel Planning van de dienst Stedenbouw;

Gelet op het advies van Urban.brussels van 04/12/2021 wat betreft de geschiktheid om de stedenbouwkundige verordening te verwezenlijken;

Gelet op het advies van Leefmilieu Brussel van 03/12/2021 wat betreft het gebrek aan de noodzaak om de opmaak van de verordening te vergezellen van een milieueffectenrapport;

Gelet op de beslissing van 16/12/2021 om het college van burgemeester en schepenen ermee te belasten het ontwerp van verordening te onderwerpen aan een openbaar onderzoek van 10/01/2022 tot 09/02/2022, met bepaling van alle modaliteiten van dit onderzoek;

Overwegende dat het openbaar onderzoek aanleiding gegeven heeft tot 10 persoonlijke bezwaarschriften of opmerkingen en een modelbrief van 19 personen, waarvan een aangevuld is met persoonlijke argumenten;

Gelet op het advies van de Overlegcommissie in zitting van 10/03/2022;

Overwegende dat dit advies niet eensluidend is, dat het ongunstig is in hoofde van Urban.brussels - Directie Stedenbouw en van Urban.brussels - Directie Cultureel Erfgoed, en dat zowel Leefmilieu Brussel (BIM) als de gemeente (eisende partij) zich onthouden hebben;

"Overwegende dat de intentie om deze GemSZV "Grote lanen" op te stellen gunstig is; Overwegende dat de structuur en de formulering van het volledige document substantieel herzien moeten worden op basis van de opmerkingen van URBAN in zijn brieven van

4 december 2021 en 4 februari 2022;

Overwegende dat het document aangevuld moet worden met een cartografisch en visueel luik dat op een kaart de perimeter van de GemSZV afbakent en een selectie omvat waardoor de generaties van gebouwen per deel gecategoriseerd kunnen worden met hun stilistische kenmerken of de gebouwen opgenomen kunnen worden in een lijst op basis van vooraf bepaalde criteria;

Overwegende dat de definities uit de hoofdtekst geschrapt moeten worden en geïntegreerd moeten worden in een woordenlijst in de bijlage;

Overwegende dat alle voorschriften normatief opgesteld moeten worden, in een meer autoritaire zin wat betreft de verboden die de GemSZV oplegt en de mogelijkheden die ze biedt, onder andere op vlak van onderhoud, renovatie, uitbreiding, verhoging, afbraak-wederopbouw, esthetische behandeling van scheidingsmuren boven het minst hoge dak en bouwprofielen;

Overwegende dat de woordenlijst herzien moet worden op basis van de geformuleerde opmerkingen en in overeenstemming met de bestaande regelgeving;"

Dat de Raad op 16/12/2021 beslist heeft om :

Het college van burgemeester en schepenen ermee te belasten het ontwerp van GemSZV "Grote lanen" te wijzigen rekening houdend met de volgende grote lijnen :

- 1. Er de openbare ruimte niet in opnemen en de perimeter ervan niet uitbreiden naar andere aangrenzende wijken of wegen;*
- 2. Zich uitsluitend baseren op de bepalingen van het BWRO voor de beschermingsmaatregelen van het erfgoed en een specifieke inventaris van de patrimoniale waardeschalen opstellen die eigen zijn aan de verordening naargelang ze een globale waarde of een intrinsieke bouwkundige waarde hebben of patrimoniale elementen met bouwkundige detail- of decoratieve waarde vertonen;*
- 3. De structuur en de presentatie van de verordening vereenvoudigen door de omschrijving van de artikels van de verordening zelf te concentreren op de aspecten die ze wil regelen;*
- 4. De woordenlijst (met nazicht dat hij geen tegenstrijdigheden of dubbel gebruik met de woordenlijsten van andere verordeningen of plannen bevat), de beschrijving van de context en de uiteenzetting van de motieven, de contextuele of didactische toelichtingen en hoofdstuk IV, met indicatieve waarde en aanbevelingen, bijgevolg verschuiven naar de bijlagen;*
- 5. De verordening zelf aanvullen met bijgevoegde documenten, waaronder:*

Bijlage 1 : inleiding en beschrijving van de context

Bijlage 2 : een woordenlijst

Bijlage 3 : kaart met de huizenblokranden met vermelding van de erfgoedwaardeschalen

Bijlage 4 : doelstellingen en details per huizenblokrand

Bijlage 5 : van commentaar voorziene lijst met de aanbevolen of verboden plantensoorten

Bijlage 6 : databank met de percelen en gebouwen en de erfgoedwaarden die de specifieke inventaris van de GemSZV eraan toekent;

Het college van burgemeester en schepenen ermee belasten het gewijzigde ontwerp van GemSZV opnieuw voor te stellen om de procedure te hervatten in het stadium van een tweede openbaar onderzoek;

Overwegende dat het ontwerp van GemSZV "Grote lanen" gewijzigd werd om te beantwoorden aan de voornaamste opmerkingen die geformuleerd werden tijdens het openbaar onderzoek en in de adviezen van de instanties, waarbij een gebrek aan samenhang vermeden moet worden indien deze adviezen van elkaar afwijken;

Overwegende dat de structuur van de verordening ruimschoots gewijzigd werd met de aanmaak van het reglementair luik met de schriftelijke voorschriften, de kaart van de betrokken perimeter en de kaarten met de erfgoedwaardeschalen van de goederen en bommen en de bijlagen met de inleiding-context, de woordenlijst, de doelstellingen per huizenblokrand, de lijst van de waarden van het bebouwd patrimonium, de lijst van het natuurlijk erfgoed en de lijst met de aanbevolen en verboden soorten;

Dat de schriftelijke voorschriften ook gewijzigd werden met het oog op een duidelijker structuur tussen de goederen met een erfgoedwaarde, de niet-opgelieste goederen en de nieuwbouwen;

Overwegende dat de databank een werkdocument is dat gediend heeft om de kaarten op te stellen en niet aan het openbaar onderzoek onderworpen moet worden;

Overwegende dat het gewijzigde ontwerp gebonden is aan artikel 50 §1 van het BWRO (wijziging van het ontwerp beslist door de gemeenteraad), dat verwijst naar artikel 48, § 1;

Het gewijzigde ontwerp leidt niet tot de opmaak van een milieueffectenrapport aangezien het de doelstellingen van de GemSZV niet wijzigt en heeft geen significante impact op de milieuthema's. Het maakt nog steeds de instandhouding en de renovatie van talrijke patrimoniale gebouwen in plaats van de afbraak ervan mogelijk, het stimuleert de biodiversiteit en de volle grond in de achteruitbouwstroken en de landschapskwaliteiten ervan en waakt nog steeds over de verbetering van de EPB;

Overwegende dat het openbaar onderzoek aangekondigd moet worden zowel via affiches als via een bericht in het Belgisch Staatsblad en in minstens drie Franstalige en drie Nederlandstalige kranten die in het gewest verdeeld worden, alsook op de website van de gemeente;

Gelet op de proceduretermijnen bepaald door het BWRO en de verplichting dat minstens de helft van de verschillende termijnen buiten de schoolvakanties ligt (artikel 49 en 50 van het BWRO);

Rekening houdend met het feit dat de Franstalige en Nederlandstalige schoolvakanties niet gelijktijdig vallen;

Dat de termijn van het openbaar onderzoek verplicht 30 dagen bedraagt;

Dat het onderzoek kan plaatsvinden van 8 mei 2023 tot en met 7 juni 2023 en dat het dossier bij de Overlegcommissie aanhangig gemaakt kan worden na het einde van het onderzoek, hetzij uiterlijk op 29 juni 2023;

Overwegende dat de Franstalige kranten die het beste voldoen aan de criteria van de grootste verdeling in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de volgende zijn: Le Soir, La Libre Belgique en Metro;

Overwegende dat de Nederlandstalige kranten die het beste voldoen aan de criteria van de grootste verdeling in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de volgende zijn: De Standaard, Het Laatste Nieuws en Metro;

Overwegende dat de offerteaanvragen in de kranten lopende zijn;

Dat een voorlopig budget geraamd werd op € 7.000,00 (€ 5.799,90 in 2021);

Overwegende wat betreft de aanplakking "in voldoende aantal" van een bericht van onderzoek en in het gemeentehuis, dat de vervaardiging en de plaatsing van de borden verzekerd worden door de dienst Werken;

Overwegende dat krachtens artikel 4, §1 van het besluit van de Brusselse

Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2019 betreffende de openbare onderzoeken iedereen technische uitleg kan krijgen over het dossier dat het voorwerp is van een onderzoek, ten minste een halve dag per week;

Dat er dus beslist moet worden dat de mondelinge opmerkingen gemaakt kunnen worden op woensdagvoormiddag, enkel op afspraak;

Dat mevrouw Dominique Dosogne, architect en stedenbouwkundige bij de dienst Stedenbouw, aangesteld moet worden als technische ambtenaar die uitleg moet geven;

Dat de uitleg gegeven kan worden op dinsdag- en donderdagvoormiddag, op afspraak, tijdens de volledige duur van het openbaar onderzoek;

Dat de uitgave van deze publicatie ± € 7.000,00 zou belopen en geboekt moet worden op artikel 930/123/48-/86 van de gewone begroting,

Beslist :

- het college van burgemeester en schepenen ermee te belasten het gewijzigde ontwerp van gemeentelijke stedenbouwkundige zoneverordening (GemSZV) "Grote lanen" te onderwerpen aan een openbaar onderzoek;

- het openbaar onderzoek te organiseren volgens de volgende modaliteiten en planning :

- ht openbaar onderzoek te organiseren van 8 mei 2023 tot en met 7 juni 2023;
- dit openbaar onderzoek ter kennis van het publiek te brengen via de publicatie van een bericht in de kranten Le Soir, La Libre Belgique, De Standaard, Het Laatste Nieuws, Metro (Franstalige en Nederlandstalige uitgave) en in het Belgisch Staatsblad;
- het verschijnen van de aankondigingen in de pers en in het Belgisch Staatsblad minstens 3 dagen voor het begin van het openbaar onderzoek te organiseren;
- het dossier bij de Overlegcommissie aanhangig te maken na het einde van het onderzoek, hetzij uiterlijk op 29 juni 2023;
- te beslissen dat de mondelinge opmerkingen op woensdagvoormiddag gemaakt kunnen worden;
- Mevrouw Dominique Dosogne, architect en stedenbouwkundige bij de dienst Stedenbouw, aan te stellen als ambtenaar belast met het geven van technische uitleg over het dossier dat aan het onderzoek onderworpen is;
- de uitgave geraamd op € 7.000,00 goed te keuren;
- de dienst Stedenbouw aan te duiden om dit onderzoek te organiseren (aanplakking, publicatie, ...).

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

23 annexes / 23 bijlagen

03-4_RCUZ_Brugmann_Sud.pdf, 02_RCUZ GA - VI - II - CARTES DES ECHELLES DE VALEURS.pdf, 11-RCUZ GA - VI - annexe 7 - REPERTOIRE DES VALEURS - WC - Ilots impairs.pdf, 04_RCUZ GA - VI - III - ANNEXES.pdf, GemSZV GL - VI - bijlage 4 - LIJST VAN DE WAARDEN - Brugmannlaan - Even huizenblokken.pdf, 14_RCUZ GA - VI - annexe 10 - LISTE DES ESSENCES DE PLANTATIONS.pdf, 03_RCUZ Périmètre.pdf, 03-3_RCUZ_Brugmann_Nord.pdf, 13_RCUZ GA - VI - annexe 9 - PATRIMOINE NATUREL - WC.pdf, 10-RCUZ GA - VI - annexe 6 - REPERTOIRE DES VALEURS - WC - Ilots pairs.pdf, GemSZV GL - VI - Bijlage 3 - DOELSTELLINGEN EN DETAILS PER HUIZENBLOKRAND.pdf, 05_RCUZ GA - VI - annexe 1 - INTRODUCTION - CONTEXTE.pdf, 03-1_RCUZ_WC_Ouest.pdf, 03-

5_RCUZ_Cartouche_v1_4.jpg, GemSZV GL - VI - bijlage 1 - INLEIDING - CONTEXT.pdf, 07_RCUZ GA - VI - annexe 3 - OBJECTIFS LOCALISES par rives d'ilot.pdf, 01_RCUZ GA - VI - I. PRESCRIPTIONS LITTERALES.pdf, 12_RCUZ GA - VI - annexe 8 - PATRIMOINE NATUREL - BRU.pdf, GemSZV GL - VI - bijlage 2 - WORDENLIJST.pdf, 08-RCUZ GA - VI - annexe 4 - REPERTOIRE DES VALEURS - BRU - Ilots pairs.pdf, 09-RCUZ GA - VI - annexe 5 - REPERTOIRE DES VALEURS - BRU - Ilots impairs.pdf, 03-2_RCUZ_WC_Est.pdf, 06_RCUZ GA - VI - annexe 2 - GLOSSAIRE.pdf

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

23.03.2023/A/0009 **Propriétés communales.- Pavillon Louis XV, avenue Wolvendael, 44.- Fin à l'amiable de la concession domaniale.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232;

Vu la délibération n° 016/12.12.2013/A/0006 par laquelle le Conseil communal a décidé de remettre en concession domaniale le Pavillon Louis XV, avenue Wolvendael, 44, d'organiser, pour ce faire, une procédure d'appel d'offres avec publicité, et a approuvé le cahier des charges ainsi que le projet de contrat;

Vu la délibération n° 016/30.04.2014/B/0064 par laquelle le Collège a attribué la concession domaniale;

Considérant que la concession domaniale en vue de l'exploitation du Pavillon Louis XV, dans le parc communal de Wolvendael, a été attribuée pour un terme fixe de neuf années, prenant cours le 1er juillet 2014 et qui arrivera donc à son échéance le 30 juin 2023, sans tacite reconduction possible;

Considérant que le concessionnaire actuel a cessé d'exploiter le bien donné en concession;

Considérant que l'exploitant ne paie plus les redevances dues;

Considérant que l'exploitant nous a fait part de ses difficultés financières et d'une faillite prochaine;

Considérant que la faillite n'est pas encore prononcée;

Considérant que l'article 16 de la concession domaniale stipule que les parties peuvent convenir de résilier d'un commun accord la concession à la date fixée ensemble;

Considérant que la date de fin proposée est fixée au 31 mars 2023;

Considérant que cette résiliation anticipée permettrait à la commune de reprendre son bien et pouvoir redonner en concession à un autre exploitant;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- d'approuver la résiliation anticipée au 31 mars 2023 de la concession domaniale avec le SPRL Art & Cook, représentée par son gérant Monsieur Benoît De Jongh;
- d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à signer la convention.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Paviljoen Louis XV, Wolvendaellaan, 44.- Minnelijk einde van de domeinconcessie.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 232;

Gelet op beraadslaging nr. 016/12.12.2013/A/0006, waardoor de gemeenteraad beslist heeft om het Paviljoen Lodewijk XV, Wolvendaellaan 44, opnieuw in domeinconcessie te geven en hiervoor een aanbestedingsprocedure met bekendmaking te organiseren en het bestek en het ontwerp van overeenkomst goedgekeurd heeft;

Gelet op beraadslaging nr. 016/30.04.2014/B/0064, waardoor het college de domeinconcessie toegekend heeft;

Overwegende dat de domeinconcessie met het oog op de uitbating van het Paviljoen Lodewijk XV in het gemeentelijk Wolvendaelpark toegekend werd voor een vaste termijn van negen jaar die aanving op 1 juli 2014 en dus afloopt op 30 juni 2023, zonder mogelijke stilzwijgende verlenging;

Overwegende dat de huidige concessiehouder gestopt is het in concessie gegeven goed uit te baten;

Overwegende dat de uitbater de verschuldigde retributies niet meer betaalt;

Overwegende dat de uitbater ons zijn financiële moeilijkheden en een nakend faillissement meegedeeld heeft;

Overwegende dat het faillissement nog niet uitgesproken is;

Overwegende dat artikel 16 van de domeinconcessieovereenkomst bepaalt dat de partijen kunnen overeenkomen om de concessie in onderling akkoord te ontbinden op de datum die samen bepaald wordt;

Overwegende dat de voorgestelde einddatum vastgelegd is op 31 maart 2023;

Overwegende dat de gemeente dankzij deze voortijdige ontbinding haar goed zou kunnen overnemen en het opnieuw in concessie kan geven aan een andere uitbater;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- de voortijdige ontbinding op 31 maart 2023 van de domeinconcessie met bvba Art&Cook, vertegenwoordigd door de zaakvoerder, de heer Benoît De Jonghe, goed te keuren;

- het College van burgemeester en schepenen toe te staan om de overeenkomst te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2023 convention de fin d'occupation_nl.pdf, 2023 convention de fin d'occupation.pdf

23.03.2023/A/0010 **Propriétés communales.- Biens communaux à aliéner.- Mise en vente de la maison située Place de Saint-Job, 19.- Désaffectation du bien.- Choix de la procédure.- Adoption du cahier des conditions.- Recette extraordinaire.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232;

Vu la circulaire du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 2015, relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles;

Considérant que le bien situé Place de Saint-Job, 19 cadastré 2e division section D, n° 329d, est libre d'occupation;

Considérant qu'en date du 4 août 2022, une demande d'expertise a été réalisée par le Comité d'acquisition d'immeubles régional (Bruxelles Fiscalité);

Considérant que l'expert a attribué au bien à mettre en vente, une valeur de 667.000 €;

Qu'étant donné la valeur élevée que lui attribue le CAIR, soit 34.500 € de plus que lors de la précédente expertise, réalisée le 30 juillet 2020, le prix minimal de la vente peut être fixé à hauteur de la valeur estimée;

Considérant que la maison est à rénover de fond en comble;

Considérant que de la publicité sera diffusée sur divers supports papiers et internet;

Considérant que la vente de gré à gré sur appel d'offres, avec attribution au plus offrant et faculté de surenchère, est un mode de réalisation des biens immobiliers dont le service a déjà usé avec succès;

Que ce type de procédure n'entraîne pas de frais durant la procédure mais uniquement si une offre est acceptée;

Qu'une fois le bien mis en vente attribué, les frais liés à la passation de l'acte incombent à l'acquéreur;

Que le Service des Propriétés communales a élaboré un cahier des conditions de vente, en vue de la mise sur le marché du bien décrit plus haut;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- de désaffecter du domaine public, la maison avec jardin sise Place de Saint-Job, 19, 27, cadastrée dans la 2e division, section D, n° 329d, en vue de l'aliéner;
- de mettre en vente le bien décrit ci-dessus;
- de faire choix de la procédure de gré à gré, au plus offrant, avec faculté de surenchère, comme mode de réalisation de cet immeuble et d'en assurer la publicité;
- de fixer le prix de vente minimal à six cent soixante-sept mille euros (667.000 €);
- d'imputer le produit de la vente à l'article 137/761-60/87 (recettes extraordinaires) du budget communal de 2023;
- d'approuver le cahier des conditions de la vente;
- de recourir à un notaire pour l'établissement du projet et la passation de l'acte authentique, pouvant être celui dont l'acquéreur fera choix.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Te verkopen gemeentegoederen.- Verkoop van het huis gelegen Sint-Jobsplein 19.- Bestemmingsonttrekking van het goed.- Keuze van de procedure.- Goedkeuring van het bestek met de voorwaarden.- Buitengewone ontvangst.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 232;

Gelet op de omzendbrief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 december 2015 betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten inzake onroerende goederen;

Overwegende dat het goed gelegen Sint-Jobsplein 19, gekadaastreerd in de 2e afdeling, sectie D, nr. 329d, vrij van gebruik is;

Overwegende dat er op 4 augustus 2022 een waardeschatting gevraagd werd door het gewestelijk Comité voor de aankoop van onroerende goederen (Brussel Fiscaliteit);

Overwegende dat de schatter aan het te koop te stellen goed een waarde van € 667.000 toegekend heeft;

Dat gegeven de hoge waarde die het CAOG eraan toekent, hetzij € 34.500 meer dan tijdens de vorige waardeschatting op 30 juli 2020, de minimale verkoopprijs vastgesteld kan worden ten belope van de geschatte waarde;

Overwegende dat het huis van onder tot boven gerenoveerd moet worden;

Overwegende dat er eveneens publiciteit gemaakt zal worden via verschillende dragers, papier en internet;

Overwegende dat de onderhandse verkoop op aanbesteding, met gunning aan de

meestbiedende en recht van overbod, een werkwijze voor onroerende goederen is die de dienst al met succes toegepast heeft;

Overwegende dat een dergelijke procedure geen kosten inhoudt tijdens de procedure maar enkel indien een offerte aanvaard wordt;

Dat de kosten voor het verlijden van de akte voor rekening van de koper zijn zodra het te koop gestelde goed toegekend is;

Dat de dienst Gemeente-eigendommen een bestek met de verkoopvoorwaarden opgesteld heeft om het hierboven beschreven goed op de markt te brengen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist :

- het huis met tuin gelegen Sint-Jobsplein 19, gekadastraerd in de 2e afdeling, sectie D, nr. 329d, te onttrekken aan het openbaar domein om het te verkopen;

- het hierboven beschreven goed te koop te stellen;

- te kiezen voor de onderhandse procedure aan de meestbiedende met recht van overbod als verkoopwijze van dit gebouw en benkendmaken via publiceren ;

- de minimale verkoopprijs vast te leggen op zeshonderdzevenenzestigduizend euro (€ 667.000);

- de opbrengst van de verkoop te boeken onder artikel 137/761-60/87 (buitengewone ontvangsten) van de gemeentebegroting van 2023;

- het bestek met de verkoopvoorwaarden goed te keuren;

- een beroep te doen op een notaris naar keuze van de koper voor de opmaak van het ontwerp en het verlijden van de authentieke akte.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

2022 Cahier cond.vente -RMQ_nl.pdf, 2022 Cahier cond.vente -RMQ.pdf, 2022 estim cair.pdf

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Architecture - Architectuur

23.03.2023/A/0011 **Complexe du Homborch.- Extension de la section des Grands de la crèche.- Approbation du projet, du cahier spécial des charges, de l'estimation, du mode de passation du marché et de la dépense.**

Le Conseil,

Attendu qu'une allocation de 1.500.000,00 € figure à l'article 84401/722-60/96 du budget extraordinaire de 2023 pour couvrir la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Attendu que le cahier spécial des charges rédigé par nos services prévoit une estimation de 792.752,95 € HTVA ou 959.231,07 € TVAC, cette dernière somme étant encore à majorer pour couvrir l'application de la formule de révision et les éventuels travaux imprévus, ce qui en porte le montant au disponible budgétaire soit 1.100.000,00 € (majoration 10 % et TVAC);

Considérant que ces travaux sont susceptibles d'être subsidiés par l'ONE, à concurrence de 50 % soit pour un montant de 400.000 € HTVA;

Attendu qu'une demande de financement a été introduite auprès de la Commission

Communautaire Francaise, département des infrastructures subventionnées, mais qu'a ce jour aucune réponse ne nous est parvenue;

Vu l'article 234, alinéa 1er de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 35, 1° et 36;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et notamment les articles 8 et 19,

Décide d'approuver :

- le projet dressé par les services communaux;
 - l'ensemble des documents dressant la cahier des charges;
 - l'estimation arrondie au disponible budgétaire soit 1.100.000,00 € (majoration et TVAC);
 - le mode de passation du marché soit une procédure ouverte;
- et de transmettre la présente décision aux services de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Complex Homborch.- Uitbreiding van de sectie van de Groten van het kinderdagverblijf.- Goedkeuring van het ontwerp, van het bestek, van de raming, van de plaatsingswijze van de opdracht en van de financiering van de uitgave.

De Raad,

Aangezien er een toelage van € 1.500.000,00 onder artikel 84401/722-60/96 van de buitengewone begroting van 2023 voorzien is om de uitgave te dekken betreffende de uitvoering van het bovenvermelde project;

Aangezien het door onze diensten opgestelde bestek een raming voorziet van € 792.752,95 excl. btw of € 959.231,07 incl. btw, waarbij dit laatste bedrag nog vermeerderd moet worden om de toepassing te dekken van de herzieningsformule en eventuele onvoorziene werken, wat het bedrag ervan op de beschikbare begrotingsmiddelen brengt, hetzij € 1.100.000,00 (inclusief 10 % vermeerdering en btw);

Overwegende dat deze werken gesubsidieerd kunnen worden door het ONE, ter concurrentie van 50 %, een waarde van 400.000 € exclusief BTW.

Aangezien er een financieringsaanvraag is ingediend bij de Franse Gemeenschapscommissie, dienst gesubsidieerde infrastructuur, maar men tot op heden geen antwoord heeft ontvangen;

Gelet op artikel 234, 1e lid van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 35, 1° en 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, meer bepaald artikel 8 en 19,

Beslist :

- het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp goed te keuren;
- alle documenten van het bestek goed te keuren;
- de raming afgerond op de beschikbare begrotingsmiddelen goed te keuren, hetzij € 1.100.000,00 (incl. vermeerdering en btw);
- de plaatsingswijze van de opdracht, meer bepaald een openbare procedure, goed te keuren;
- de onderhavige beslissing te bezorgen aan de diensten van de Voogdij van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

63 annexes / 63 bijlagen

HM-30-051 -ELEVATION SUD -Existant.pdf, HOM_CSC_02_STAB_FR.pdf, HM-12-050 -NIVEAU 00-TS-ventilation-a.pdf, HOM_STAB_Métre Descriptif_NL.pdf, HM-50-000 -AXONO -Projet.pdf, HOM_STAB_Métre Estimatif_FR.pdf, HM-32-051 -ELEVATION SUD -Projet.pdf, HM-42-020 -DETAILS -Projet.pdf, HOM_CSC_00_ADMIN_FR.pdf, HOM_CSC_01_ARCHI_NL.pdf, HM-92-100 -PLAN POMPIER -Projet.pdf, HOM_GVP_NL.pdf, HM-10-500 -IMPLANTATION-Existant.pdf, HM-32-053 -ELEVATION OUEST -Projet.pdf, HM-32-052 -ELEVATION EST -Projet.pdf, HOM_STAB_Métre Descriptif_FR.pdf, HOM_CSC_03_TS_FR.pdf, HM-12-050 -NIVEAU 00 -Projet.pdf, 1016-02_ST-C-01-0.pdf, HOM_TS_Métre récapitulatif_FR et NL.pdf, HM-12-051 -NIVEAU TOITURE -Projet.pdf, HOM_Essais de sol.pdf, HM-20-050 -COUPE 1-1 -Existant.pdf, HM-12-050 -NIVEAU 00-TS-sanitaires-a.pdf, HM-11-200 -PLAN DEMOLITION.pdf, HM-12-050 -NIVEAU 00-TS-électricité-a.pdf, HM-50-001-VUE 1 -Projet.pdf, HOM_ARCHI_Métre récapitulatif_FR.pdf, HM_TGBT-Schéma unilifaire.pdf, HM-30-052 -ELEVATION EST -Existant.pdf, HOM_STAB_Métre récapitulatif_FR.pdf, HM-50-002-VUE 2 -Projet.pdf, HOM_ARCHI_Métre Descriptif_FR et NL.pdf, 1016-02_ST-F-02-0.pdf, HOM_Formulaire Soumission_FR.pdf, HOM_CSC_03_TS_NL.pdf, HM-30-053 -ELEVATION OUEST -Existant.pdf, HM-50-003-VUE 3 -Projet.pdf, HM-62-100 -SCHEMA EGOUTTAGE -Projet.pdf, 1016-02_ST-F-01-0_BRD.pdf, HOM_ARCHI_Métre Estimatif_NL.pdf, HOM_CSC_01_ARCHI_FR.pdf, HOM_CSC_00_ADMIN_NL.pdf, HM_Chaufferie_Schéma principe.pdf, HOM_Formulaire Soumission_NL.pdf, HM-50-004-VUE 4 -Projet.pdf, HOM_ARCHI_Métre Estimatif_FR.pdf, HOM_PGSS_FR.pdf, HM-12-500 -IMPLANTATION-Projet.pdf, HM-50-005-VUE 5 -Projet.pdf, 1016-02_ST-F-01-0.pdf, HM-22-050 -COUPE 1-1_2-2_3-3_4-4 -Projet.pdf, HOM_STAB_Métre Estimatif_NL.pdf, 1016-02_ST-F-02-0_BRD.pdf, HM-10-051 -NIVEAU TOITURE -Existant.pdf, HM-20-051 -COUPE 2-2 -Existant.pdf, HOM_CSC_02_STAB_NL.pdf, HOM_TS_Métre Estimatif_FR et NL.pdf, HOM_STAB_Métre récapitulatif_NL.pdf, HM-10-050 -NIVEAU 00 -Existant.pdf, HOM_ARCHI_Métre récapitulatif_NL.pdf, HM-00-000_PLANS SYNTHESE_A3 LR.pdf, HM-12-050 -NIVEAU 00-TS-chauffage-a.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIJTE

Service vert - Groendienst

23.03.2023/A/0012 **Collaboration entre les communes de Saint-Gilles, Woluwe-Saint-Pierre et Uccle pour la mutualisation de machines nécessaires à la gestion de mésocomposts de déchets verts communaux.- Convention.**

Le Conseil,

Vu que le projet Carbone entend expérimenter des techniques de recircularisation de tous les flux de déchets verts (feuilles, pelouses, branchages, gros bois) au sein de plusieurs administrations communales bruxelloise ainsi que Bruxelles Mobilité;

Vu que l'Assemblée a marqué son accord pour la participation de la commune

d'Uccle dans ce projet en date du 22 septembre 2020;

Vu qu'en date du 31 janvier 2023 le projet Carbone a envoyé son rapport d'activités après un an au pouvoir subsidiant Innoviris;

Vu que la collecte et le traitement de l'ensemble des déchets verts gérés par la commune en 2020, représentant 1547,63 tonnes, a coûté 101.644 € HTVA desquels 27.116 € HTVA représentant un peu moins de 500 tonnes annuelles pourraient substantiellement être réduits via la mise en place du mésocompost ;

Vu que le permis d'environnement de classe 1D relatif à l'installation d'un mésocompost sur un terrain du Cimetière de Saint-Gilles situé avenue du Silence, 72 à Uccle a été octroyé par Bruxelles Environnement le 08 novembre 2022 à la commune de Saint-Gilles;

Vu que ce mésocompost prévoit de composter les déchets verts issus de l'entretien des espaces verts de la commune d'Uccle;

Vu que la gestion saine et efficace de ce mésocompost a nécessité l'acquisition de trois machines;

Vu que la mutualisation de ces machines entre les trois communes du Projet Carbone (Uccle, Saint-Gilles et Woluwe-Saint-Pierre) expérimentant un mésocompost a été déterminée comme la solution la plus rationnelle économiquement et environnementalement, qu'en outre un retournement du compost maximum une fois par semaine ne justifie pas la nécessité que chaque commune achète les trois machines nécessaires au retournement;

Vu que pour assurer le bon fonctionnement de cette mutualisation une convention de collaboration a été rédigée;

Vu que la mise en place de cette convention de collaboration intercommunale permet de minimiser les risques financiers de la commune pour un projet d'innovation;

Vu que la répartition des achats entre communes s'est effectuée sur base des capacités financières de chaque commune, de leurs coûts d'exportation de déchets verts annuels ainsi que les subsides reçus par chacune pour le dispositif mésocompost;

Vu que la convention de collaboration a été rédigée afin de détailler les obligations de chaque commune au regard de ce partage, les jours de transports, des personnes désignées responsables etc... ;

Vu que la convention de collaboration inclut la mise à disposition du terrain du Cimetière de Saint-Gilles, par Saint-Gilles à Uccle, afin de composter les déchets verts issus de l'entretien des espaces verts de la commune d'Uccle;

Vu qu'il est décrit que cette mise à disposition est consentie pour la durée d'exécution de la présente convention à titre gratuit;

Vu que les services juridiques des 3 communes ont été impliqués dans la rédaction de la convention afin de protéger au mieux les intérêts des 3 communes partenaires;

Vu que la dernière version de la convention de collaboration a été relue par le Service Juridique d'Uccle en date du 01 février 2023;

Vu qu'afin d'assurer le bon fonctionnement de la convention, une réunion trimestrielle portant sur l'évaluation de la collaboration et les éventuels ajustements d'ordre pratique à faire est prévue et que celle-ci fera l'objet d'un compte rendu, qu'en outre la mise en place effective de la convention bénéficiera d'un suivi régulier et d'un accompagnement des services concernés ; qu'enfin une attention particulière sera apportée à l'amélioration continue de la logistique afin d'optimiser son fonctionnement;

Vu que la convention prévoit que chaque commune contracte les assurances nécessaires relatives au matériel dont elle est propriétaire ; que les assurances couvriront notamment le stockage et l'utilisation du matériel par la commune propriétaire ainsi par les communes utilisatrices;

Considérant qu'ETHIAS a fixé le montant de la prime 2023 pour assurer le matériel précité à la somme de 866,66 € par an à majorer des cotisations;

Considérant que ce contrat d'assurances fera partie du nouveau marché ETHIAS

2024-2027,

Déclare avoir reçu pour information le rapport d'activités du projet Carbone de l'année 2022 contenant les parties communes non confidentielles à tous les partenaires du projet ainsi que les avancées spécifiques à la Commune d'Uccle et décide :

- d'adopter la "convention de collaboration entre les communes de Saint-Gilles, Uccle et Woluwe-Saint-Pierre pour la mutualisation de machines nécessaires à la gestion de mésocomposts de déchets verts communaux" ;
- de charger le Collège des Bourgmestre et échevins d'exécuter la présente convention.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Samenwerking tussen de gemeentes Sint-Gillis, Sint-Pieters-Woluwe en Ukkel voor het gedeeld gebruik van machines die nodig zijn voor het beheer van de mesocompost van gemeentelijk groenafval.- Overeenkomst.

De Raad,

Aangezien het Koolstofproject wil experimenteren met technieken om alle groenafvalstromen (bladeren, gras, takken, ruw hout) opnieuw in circulatie te brengen binnen verschillende Brusselse gemeentebesturen en Brussel Mobiliteit;

Aangezien de vergadering op 22 september 2020 haar akkoord verleend heeft aan de deelname van de gemeente Ukkel aan dit project;

Aangezien het Koolstofproject op 31 januari 2023 zijn activiteitenverslag na een jaar opgestuurd heeft naar de subsidiërende overheid Innoviris;

Aangezien de ophaling en de verwerking van al het groenafval dat door de gemeente in 2020 beheerd werd, wat overeenkomt met 1.547,63 ton, € 101.644 excl. btw gekost hebben, waarvan € 27.116 excl. btw, wat iets minder dan 500 ton per jaar vertegenwoordigt, substantieel verminderd zou kunnen worden door de oprichting van de mesocompost;

Aangezien de milieuvergunning van klasse 1D met betrekking tot de vestiging van een mesocompost op een terrein van de begraafplaats van Sint-Gillis gelegen Stillelaan 72 te Ukkel op 8 november 2022 door Leefmilieu Brussel toegekend werd aan de gemeente Sint-Gillis;

Aangezien deze mesocompost voorziet om het groenafval afkomstig van het onderhoud van de groene ruimtes van de gemeente Ukkel te composteren;

Aangezien het gezond en efficiënt beheer van deze mesocompost de aankoop van drie machines vereiste;

Aangezien het gedeeld gebruik van deze machines door de drie gemeentes van het Koolstofproject (Ukkel, Sint-Gillis en Sint-Pieters-Woluwe) die een mesocompost uitproberen bepaald werd als de economisch en milieukundig meest rationele oplossing, aangezien een omkering van de compost hoogstens een keer per week bovendien de noodzaak niet rechtvaardigt dat elke gemeente de drie machines die nodig zijn voor de omkering aanschafte;

Aangezien er een samenwerkingsovereenkomst opgesteld werd om de goede werking van dit gedeeld gebruik te verzekeren;

Aangezien de invoering van deze intergemeentelijke samenwerkingsovereenkomst het mogelijk maakt de financiële risico's van de gemeente voor een innovatieproject te minimaliseren;

Aangezien de verdeling van de aankopen onder de gemeentes verricht werd op basis van de financiële draagkracht van elke gemeente, hun jaarlijkse uitvoerkosten van groenafval en de subsidies die elke gemeente krijgt voor de mesocompostvoorziening;

Aangezien de samenwerkingsovereenkomst opgesteld werd om de verplichtingen van elke gemeente ten aanzien van dit gedeeld gebruik, de transportdagen, de aangestelde

verantwoordelijken, enz. te detailleren;

Aangezien de samenwerkingsovereenkomst de terbeschikkingstelling van het terrein van de begraafplaats van Sint-Gillis door Sint-Gillis aan Ukkel omvat om het groenafval afkomstig van het onderhoud van de groene ruimtes van de gemeente Ukkel te composteren;

Aangezien er beschreven staat dat deze terbeschikkingstelling gratis toegestaan wordt voor de uitvoeringsduur van de onderhavige overeenkomst;

Aangezien de juridische diensten van de 3 gemeentes betrokken werden in de opmaak van de overeenkomst om de belangen van de 3 partnergemeentes zo goed mogelijk te beschermen;

Aangezien de laatste versie van de samenwerkingsovereenkomst door de Juridische dienst van Ukkel nagelezen werd op 1 februari 2023;

Aangezien er een driemaandelijke vergadering voor de evaluatie van de samenwerking en de eventuele door te voeren aanpassingen van praktische aard gepland is om de goede werking van de overeenkomst te verzekeren en aangezien deze het voorwerp zal uitmaken van een verslag, aangezien de werkelijke invoering van de overeenkomst bovendien regelmatig opgevolgd en begeleid zal worden door de betrokken diensten; aangezien er tot slot bijzondere aandacht geschonken zal worden aan de voortdurende verbetering van de logistiek om de werking ervan te optimaliseren;

Aangezien de overeenkomst voorziet dat elke gemeente de nodige verzekeringen afsluit voor het materiaal waarvan ze de eigenaar is; dat de verzekeringen onder andere de opslag en het gebruik van het materiaal door de gemeente die er de eigenaar van is en door de gemeentes die het gebruiken dekken;

Overwegende dat ETHIAS het bedrag van de premie 2023 om het voornoemde materiaal te verzekeren vastgelegd heeft op de som van € 866,66 per jaar, te vermeerderen met de bijdragen;

Overwegende dat dit verzekeringscontract deel zal uitmaken van de nieuwe opdracht ETHIAS 2024-2027,

Verklaart het activiteitenverslag van het Koolstofproject van 2022, dat de gemeenschappelijke niet-vertrouwelijke delen van alle partners van het project en de specifieke vooruitgang van de gemeente Ukkel bevat, ter kennisneming ontvangen te hebben en beslist :

- de "samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeentes Sint-Gillis, Ukkel en Sint-Pieters-Woluwe voor het gedeeld gebruik van machines die nodig zijn voor het beheer van de mesocompost van gemeentelijk groenafval" goed te keuren;
- het College van Burgemeester en schepenen ermee te belasten de onderhavige overeenkomst uit te voeren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

20230201_Saint-Gilles-Uccle-WSP_Convention de collaboration mésocomposts(2)

(1).docx, 20230201_Saint-Gilles-Uccle-WSP_Convention de collaboration

mésocomposts NL(1).docx, RBC 2020-EPF15-Carbone_Rapport activités

Jan2023_PartieUccle.pdf, RBC 2020-EPF15-Carbone_Rapport activités

Jan2023_Uccle_nl.docx

Education - Onderwijs

23.03.2023/A/0013 **Plaine de jeux - Modification du Règlement d'ordre intérieur et des projets pédagogiques.**

Le Conseil,

Attendu que l'agrément octroyé à la plaine de jeux était valable pour une durée de 3 ans à partir du 1er juillet 2020;

Qu'il convient par conséquent de renouveler la demande d'agrément auprès de l'ONE, Que par ailleurs, ceux-ci ont été adaptés suite aux dernières modifications tarifaires et aux demandes de précisions de l'ONE,

Décide d'approuver le règlement d'ordre intérieur et les projets pédagogiques de la plaine de jeux ainsi modifiés.

La présente délibération, accompagnée du ROI et des projets pédagogiques, seront transmis à l'ONE pour accord lors de la demande de renouvellement de l'agrément.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Speelplein - Wijziging van het huishoudelijk reglement en de pedagogische projecten.

De Raad,

Overwegende dat de aan het speelplein verleende erkenning geldig was voor een periode van 3 jaar vanaf 1 juli 2020;

Overwegende dat het aldus noodzakelijk is de aanvraag tot erkenning bij de ONE te verlengen;

Overwegende dat deze bovendien zijn aangepast ingevolge de laatste tariefwijzigingen en verzoeken om verduidelijking van de ONE,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan het huishoudelijk reglement en de pedagogische projecten van het speelplein zoals gewijzigd.

Deze beraadslaging zal samen met het HR en de pedagogische projecten ter goedkeuring naar de ONE worden gestuurd bij de aanvraag tot vernieuwing van de erkenning.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

ROI - version 2023.docx, projet péda primaire - version 2023.docx, projet péda mat - version 2023.docx

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

23.03.2023/A/0014 **Culture - Prêt d'une œuvre de Mr Vanden Abeele - Convention de prêt.**

Le Conseil,

Attendu que le Collège a marqué son accord en séance du 07 mars 2023 sur l'acceptation de la convention de prêt par Monsieur Vanden Abeele d'une oeuvre d'art intitulée Patchwork;

Attendu que cette oeuvre sera exposée pour une durée d'un an au 5e étage du Centre Administratif;

Attendu qu'afin de pouvoir accepter cette oeuvre une convention doit être conclue entre le prêteur et la Commune d'Uccle;

Attendu que la convention a été négociée avec le prêteur et revue par le service juridique;

Que la convention se trouve en pièce jointe à ce rapport,

Décide d'approuver la convention de prêt établie entre Monsieur Vanden Abeele et la Commune d'Uccle.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Cultuur - Uitlening van een werk van de heer Vanden Abeele - Leenovereenkomst.

De Raad,

Aangezien het college in zitting van 7 maart 2023 zijn goedkeuring heeft verleend aan de aanvaarding van de leenovereenkomst van de heer Vanden Abeele van een kunstwerk getiteld Patchwork;

Aangezien dit kunstwerk gedurende een jaar zal worden tentoongesteld op de 5de verdieping van het Administratief Centrum;

Aangezien dat voor de aanvaarding van dit kunstwerk een overeenkomst moet worden afgesloten tussen de uitlener en de gemeente Ukkel;

Aangezien er over de overeenkomst met de uitlener werd onderhandeld en deze deze door de juridische dienst werd onderzocht;

Aangezien de overeenkomst aan dit rapport werd toegevoegd,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de leenovereenkomst tussen de heer Vanden Abeele en de gemeente Ukkel.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

ConventionPrêtOeuvrePatchwork_nl.pdf, ConventionPrêtOeuvrePatchwork.pdf

23.03.2023/A/0015 Culture.- Don d'une oeuvre.- Buste du Baron (Léon) Janssen.- Convention de don.

Le Conseil,

Attendu que le Collège a marqué son accord en séance du 21 juin 2022 sur la remise en état du perron du Pavillon Louis XV et de ses abords, en ce compris l'implantation du buste en bronze du Baron (Louis) Janssen, don de Monsieur Serge Janssen;

Attendu que cette oeuvre sera placée dans le parc de Wolvendael à l'occasion de la commémoration du centenaire du parc;

Attendu qu'afin de pouvoir accepter cette oeuvre et l'intégrer au patrimoine communal une convention doit être conclue entre le donateur et la Commune d'Uccle;

Attendu que la convention a été négociée entre les parties;

Que la convention se trouve en pièce jointe à ce rapport;

Qu'une photo de l'oeuvre ainsi que ces caractéristiques techniques se trouvent également dans la convention en pièce jointe,
Décide d'approuver la convention de don établie entre Monsieur Serge Janssen et la Commune d'Uccle.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Cultuur.- Schenking van een kunstwerk.- Buste van Baron (Léon) Janssen.- Schenkingsovereenkomst.

De Raad,
Aangezien het college in zitting van 21 juni 2022 zijn goedkeuring verleend heeft aan de herstelling van het bordes van het Paviljoen Lodewijk XV en de omgeving ervan, met inbegrip van de plaatsing van de bronzen buste van baron (Louis) Janssen, een schenking van de heer Serge Janssen;
Aangezien dit werk in het Wolvendaelpark geplaatst zal worden ter gelegenheid van de herdenking van het honderdjarig bestaan van het park;
Aangezien er een overeenkomst gesloten moet worden tussen de schenker en de gemeente Ukkel om dit werk te kunnen aanvaarden en het in het gemeentelijk erfgoed te integreren;
Aangezien de partijen over de overeenkomst onderhandeld hebben;
Aangezien de overeenkomst bij deze beraadslaging gevoegd is;
Aangezien een foto en de technische kenmerken van het werk ook in de bijgevoegde overeenkomst staan;
Beslist de schenkingsovereenkomst tussen de heer Serge Janssen en de gemeente Ukkel goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Convention de don_Janssen V2.doc, 230109 PU BUSTE DETAIL 02 (00000002).pdf, EXPLICATION BUSTE PU.pdf

23.03.2023/A/0016 Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Composition de l'organe de gestion.

Le Conseil,
Vu l'article 1 du règlement organique de l'organe de gestion de la bibliothèque publique qui stipule que celui-ci donne des avis, respectivement au Conseil Communal et au Collège des Bourgmestres et Echevins, concernant toutes les matières liées à la bibliothèque publique communale néerlandophone entre autres concernant les finances, la gestion du personnel, le plan d'action et le règlement du service;
Vu que l'organe de gestion a en outre une fonction consultative quant à la composition de la collection, la responsabilité finale revenant au bibliothécaire;
Vu qu'en séance du 24 novembre 2011, le Conseil communal fixait la composition du comité de gestion selon l'article 9 c) du décret du 28 février 1974 relatif au pacte culturel;
Vu que le Conseil communal en sa séance du 15 octobre 2019 a fixé la nouvelle composition du Comité de gestion conformément à l'article 10, § 1, 7° du décret du 13 juillet 2001 portant stimulation d'une politique culturelle locale qualitative et intégrale, comme stipulé dans le règlement organique approuvé le 26 juin 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 janvier 2002 portant exécution du décret du 13 juillet 2001;

Vu la démission de certains membres et le souhait du Beheersorgaan d'accueillir des nouveaux membres,

Décide d'approuver la nouvelle composition du Beheersorgaan de la Gemeentelijke Openbare Bibliotheek, à savoir:

Représentants politiques : MR - Open Vld : Jean-Luc Vanraes et Stefan Cornelis; Les Engagé(e)s : Charles-Eric Vilain XIII; DéFI : Jacques Spelkens; Uccle en Avant : Hans Van de Cauter; Ecolo - Groen : Ingrid Parmentier et Patrick Wauters;

Spécialistes en lecture publique : Damien Angelet, Leo Camerlynck, Myriam De Decker, Dirk Dobbelaere, Alex Geraerds, Marjolein Hoefnagels, Wouter Jacobs, Jannes Loffens, Willy Peersman et Han Sinnema;

Membres observateurs : Perrine Ledan, échevine de la Culture; le gestionnaire de GC Het Huys; le lokaal cultuurbeleidscoördinator d'Uccle.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Samenstelling van het beheersorgaan.

De Raad,

Gelet op artikel 1 van het organiek reglement van het beheersorgaan van de openbare bibliotheek dat bepaalt dat dit beheersorgaan advies geeft aan respectievelijk de gemeenteraad en het college van burgemeester en schepenen betreffende alle zaken i.v.m. de Nederlandstalige gemeentelijke openbare bibliotheek, o.a. de financiën, het personeelsbeheer, het actieplan en het dienstreglement;

Aangezien het beheersorgaan bovendien een adviserende functie heeft inzake de samenstelling van de collectie; de eindverantwoordelijkheid ligt bij de bibliothecaris;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 24 november 2011 de samenstelling van het beheerscomité heeft vastgelegd volgens artikel 9 c) van het decreet van 28 februari 1974 betreffende het cultuurpact;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 15 oktober 2019 de samenstelling van het beheerscomité, heeft vernieuwd overeenkomstig artikel 10, § 1, 7° van het decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid, zoals bepaald in het organiek reglement, goedgekeurd op 26 juni 2003;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 11 januari 2002 ter uitvoering van het decreet van 13 juli 2001;

Dat het Beheersorgaan nieuwe leden wenst aan te stellen als gevolg van het ontslag van bepaalde leden,

Beslist de nieuwe samenstelling van het Beheersorgaan van de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek goed te keuren :

Politieke vertegenwoordigers : MR - Open Vld : Jean-Luc Vanraes en Stefan Cornelis; Les Engagé(e)s : Charles-Eric Vilain XIII; DéFI : Jacques Spelkens; Uccle en Avant : Hans Van de Cauter; Ecolo - Groen : Ingrid Parmentier en Patrick Wauters;

Specialisten openbare lectuur : Damien Angelet, Leo Camerlynck, Myriam De Decker, Dirk Dobbelaere, Alex Geraerds, Marjolein Hoefnagels, Wouter Jacobs, Jannes Loffens, Willy Peersman en Han Sinnema;

Waarnemende leden : Perrine Ledan, schepenen van cultuur; de centrumverantwoordelijke van GC Het Huys; de lokaal cultuurbeleidscoördinator van Ukkel.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

23.03.2023/A/0017 **Budget 2023.- Approbation.- Prise de connaissance.**

Le Conseil,
Attendu que le Conseil communal, en séance du 22 décembre 2022, a voté le budget 2023;
Attendu que l'Assemblée est informée du fait que cette délibération est devenue exécutoire par expiration du délai, avec la remarque suivante de l'autorité de Tutelle (cf. lettre du 15.02.2023) :
- le boni de 5,1 millions est dû à one shot relatif à l'IPP (14 mois au lieu de 12 mois en copie);
Attendu par conséquent, la Tutelle nous invite à réfléchir sur des pistes d'économie pour le budget 2024,
Prend connaissance de cette décision de l'autorité de tutelle portant sur une matière budgétaire, conformément aux prescriptions de l'article 8 du règlement général de la Nouvelle Comptabilité Communale.

Le Conseil prend connaissance.

Begroting 2023.- Goedkeuring.- Kennisneming.

De Raad,
Aangezien de gemeenteraad in zitting van 22 december 2022 de begroting 2023 gestemd heeft;
Aangezien de vergadering verneemt dat deze beraadslaging uitvoerbaar geworden is door verstrijking van de termijn, met de volgende opmerking van de toezichhoudende overheid (zie brief van 15/02/2023) :
- het batig saldo van 5,1 miljoen is te wijten aan een eenmalige gebeurtenis met betrekking tot de PB (14 maanden in plaats van 12, zie brief in de bijlage);
Aangezien de Toezichhoudende Overheid ons bijgevolg verzoekt om na te denken over besparingspistes voor de begroting 2024,
Neemt kennis van deze beslissing van de toezichhoudende overheid met betrekking tot een begrotingskwestie, overeenkomstig de voorschriften van artikel 8 van het algemeen reglement op de Nieuwe Gemeentelijke Boekhouding.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage
lettre tutelle 2023.pdf*

23.03.2023/A/0018 **Gestion du stationnement payant.- Règlement redevances sur le stationnement de véhicules à moteur dans un lieu public.- Recouvrement des créances non fiscales.- Contraintes.- Prise pour information.**

Le Conseil,
Vu l'article 137bis tel qu'ajouté par l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale

du 27 février 2014 publiée au Moniteur Belge du 2 avril 2014 modifiant la nouvelle loi communale stipulant :

"En vue du recouvrement des créances non fiscales incontestées et exigibles, le receveur peut établir une contrainte, visée et déclarée exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier de justice. Cet exploit interrompt la prescription. Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins que si la dette est exigible, définitive et certaine. Le débiteur doit en outre avoir été préalablement mis en demeure par lettre recommandée. La commune peut charger des frais administratifs pour cette lettre recommandée. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent également être recouverts par l'exploit. Les dettes d'une personne morale de droit public ne peuvent jamais être récupérées par un exploit.

Un recours contre l'exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.

En ce qui concerne l'accomplissement des missions visées dans le présent article, le receveur fait rapport, sous sa responsabilité, au collège des bourgmestre et échevins et au conseil communal";

Considérant que des créances sont connues des débiteurs qui disposaient d'un délai de 5 jours calendrier à compter de la date de délivrance de la redevance de stationnement ou dès la notification de ces dernières pour procéder au paiement ;

Considérant que faute d'avoir reçu paiement des redevances susmentionnées, des mises en demeure ont été adressées à chaque débiteur par lettre recommandée ;

Considérant que les débiteurs disposaient d'un dernier délai de 30 jours à partir de la date d'envoi de la mise en demeure pour procéder au paiement ;

Qu'à ce jour, les débiteurs n'ont pas procédé au paiement de la (des) redevance(s), ni contesté ou demandé un plan d'apurement de leur dette à l'égard de la Commune ;

Considérant dès lors que les dettes sont exigibles, définitives et certaines conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale ;

Que par conséquent, le Receveur communal a établi une contrainte en vue de la récupération de chaque créance majorée des frais administratifs de la mise en demeure adressée par recommandé tels que prévus au Chapitre III articles 50 et 51 du règlement-redevance voté par le Conseil communal en séance du 28 octobre 2021,

Décide de prendre pour information la liste des 4.524 contraintes établies par le Receveur communal pour les créances non fiscales incontestées et exigibles.

Le Conseil prend connaissance.

Beheer van het betalend parkeren.- Retributieverordening op het parkeren van motorvoertuigen in een openbare ruimte.- Invordering van niet fiscale schuldvorderingen.- Bezwaren.- Kennisneming.

De Raad,

Gelet op artikel 137bis zoals ingevoegd door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 februari 2014, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 2 april 2014, tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, dat bepaalt :

"Met het oog op de invordering van onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen, kan de ontvanger een door het college van burgemeester en schepenen gevisieerd en uitvoerbaar verklaard dwangbevel uitvaardigen. Een dergelijk dwangbevel wordt betekend bij gerechtsdeurwaardersexploot. Dat exploot stuit de verjaring. Een dwangbevel mag door het college slechts gevisieerd en uitvoerbaar verklaard worden als de schuld opeisbaar, definitief en zeker is. Bovendien moet de schuldenaar vooraf bij aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden. De gemeente kan administratieve kosten voor dat aangetekend schrijven aanrekenen. Die kosten

komen voor rekening van de schuldenaar en kunnen eveneens bij dwangbevel ingevorderd worden. De schulden van publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen nooit bij dwangbevel ingevorderd worden.

Tegen het exploitatiedecreet kan bij verzoekschrift of door dagvaarding beroep ingesteld worden binnen de maand van de betekening.

Met betrekking tot de vervulling van de opdrachten, bedoeld in dit artikel, rapporteert de ontvanger op eigen verantwoordelijkheid aan het college van burgemeester en schepenen en aan de Gemeenteraad";

Overwegende dat er schuldvorderingen gekend zijn van de schuldenaars die beschikken over een termijn van 5 kalenderdagen, te rekenen vanaf de datum van afgifte van de parkeerretributie, om over te gaan tot de betaling;

Overwegende dat er per aangetekende brief ingebrekestellingen verstuurd werden naar elke schuldenaar bij gebrek aan betaling van de voornoemde retributies;

Overwegende dat de schuldenaars over een laatste termijn van 30 dagen vanaf de verzenddatum van de ingebrekestelling beschikken om over te gaan tot de betaling;

Dat de schuldenaars vandaag niet overgegaan zijn tot de betaling van de retributie(s), noch ze betwist hebben, noch een afbetalingsplan van hun schuld ten aanzien van de gemeente gevraagd hebben;

Overwegende bijgevolg dat de schulden opeisbaar, definitief en zeker zijn overeenkomstig artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de lijsten opgesteld door de dienst Parking, die belast is met het beheer van het gereguleerd parkeren;

Dat de Gemeenteontvanger bijgevolg een dwangbevel opgesteld heeft met het oog op de invordering van elke schuldvordering, verhoogd met de administratieve kosten van de ingebrekestelling per aangetekend schrijven zoals voorzien in Hoofdstuk III, artikels 50 en 51 van de retributieverordening, gestemd door de gemeenteraad in zitting van 28 oktober 2021,

Beslist kennis te nemen van de lijsten van de 4.524 dwangbevelen die door de Gemeenteontvanger opgesteld zijn voor de onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Liste information Collège - T2 2023.pdf

Taxes - Belastingen

23.03.2023/A/0019 **Ordonnance du 1er décembre 2022 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale.- Années 2023 à 2025.- Appel à candidature.**

Le Conseil,

Vu que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de maintenir la subvention aux communes dans le cadre de l'ordonnance du 1er décembre 2022 abrogeant l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu que cette ordonnance vise à créer, par la voie de conclusion de contrats avec les communes, un climat propice au développement de l'activité économique en Région bruxelloise via l'octroi d'une subvention aux communes destinée à alléger le poids de

la fiscalité communale sur les entreprises dans le but de favoriser leurs installation et expansion;

Vu que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale propose à la signature de la commune un contrat couvrant une période de 3 ans (2023 à 2025) et visant à promouvoir le développement économique local et régional;

Vu que par ce contrat, la commune s'engage à :

- renoncer à toute nouvelle taxe ou à toute augmentation d'une taxe existante ayant un impact sur le développement économique local et régional, sauf à la commune de démontrer que la situation financière le justifie et l'absence d'impact significatif de cette taxe sur le développement économique local, sur la base d'une demande étayée introduite auprès du Gouvernement;
- mettre en œuvre toutes les mesures proposées dans le dossier de candidature afin de concrétiser les initiatives visant à favoriser le climat entrepreneurial et la transition économique et environnementale sur le territoire de la commune;
- participer à toute réflexion visant à harmoniser la fiscalité locale;
- fournir un rapport d'évaluation avant la fin du triennat conformément à l'article 7 de l'ordonnance;
- se baser sur les modèles de règlement-taxe proposés par la Région et disponibles sur le portail de Bruxelles Pouvoirs Locaux;
- respecter autant que possible la nomenclature et les dénominations des taxes établies par la Région;
- garantir la publication des règlements taxes et leurs mises à jours conformément à l'article 112 de la nouvelle loi communale;
- prévoir, pour la taxe sur les hébergements touristiques, des centimes additionnels communaux pour les années 2023-2024-2025 qui s'élèvent à 4384 centimes;

Vu que par ce contrat, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale s'engage à verser une intervention régionale qui, sous réserve de l'adhésion de l'ensemble des communes, s'établirait en 2023 à un montant de 1.238.259,61 euros. Pour 2024 et 2025, le calcul de la subvention sera réalisé conformément à l'article 11 de l'ordonnance;

Vu que la commune, dans son dossier de candidature, doit :

- confirmer son adhésion à l'ensemble des dispositions de l'ordonnance du 1er décembre 2022 et du contrat 2023-2025;
- joindre une note par laquelle elle informe le Gouvernement des mesures qu'elle compte prendre afin de promouvoir l'activité économique ainsi que la transition économique et environnementale sur son territoire;
- indiquer les règlements taxes qu'elle supprimera, modifiera, simplifiera ou harmonisera;
- préciser qu'elle s'engage à participer à toute réflexion visant à harmoniser la fiscalité locale,

Décide :

- d'approuver le contrat proposé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale visant à promouvoir le développement économique local et régional ainsi que le dossier de candidature joint en annexe;
- de charger le Collège d'assurer le suivi du dossier de candidature de la commune ainsi que du contrat proposé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Ordonnantie van 1 december 2022 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.- Jaren 2023 tot 2025.- Oproep tot kandidaatstelling.

De Raad,

Aangezien de Brusselse Hoofdstedelijke Regering beslist heeft de subsidie aan de gemeentes te behouden in het kader van de ordonnantie van 1 december 2022 tot intrekking van de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Aangezien deze ordonnantie ertoe strekt door de sluiting van overeenkomsten met de gemeentes een geschikt klimaat te scheppen voor de ontwikkeling van de economische activiteit in het Brussels gewest via de toekenning van een subsidie aan de gemeentes bestemd om het gewicht van de gemeentelijke fiscaliteit op de ondernemingen te verlichten om hun vestiging en groei te stimuleren;
Aangezien de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een overeenkomst die een periode van 3 jaar dekt (2023 tot 2025) en die ertoe strekt de lokale en gewestelijke economische ontwikkeling te bevorderen ter ondertekening aan de gemeente voorlegt;
Aangezien de gemeente zich via deze overeenkomst verbindt tot het volgende :

- Afzien van elke nieuwe belasting of van elke verhoging van een bestaande belasting die een impact heeft op de lokale en gewestelijke economische ontwikkeling, behalve indien de gemeente aantoont dat de financiële toestand dit rechtvaardigt en bij gebrek aan een significante impact van deze belasting op de lokale economische ontwikkeling, op basis van een gestaafde vraag ingediend bij de regering;
- Alle maatregelen die voorgesteld worden in het kandidatuur dossier uitvoeren om de initiatieven te concretiseren die ertoe strekken het ondernemersklimaat en de economische en milieukundige transitie op het grondgebied van de gemeente te bevorderen;
- Deelnemen aan elke reflectie die ertoe strekt de lokale fiscaliteit te harmoniseren;
- Een evaluatieverslag bezorgen voor het einde van de driejarige termijn overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie;
- Zich baseren op de modellen van belastingreglement die voorgesteld worden door het gewest en beschikbaar zijn op het portaal van Brussel Plaatselijke Besturen;
- De nomenclatuur en de benamingen van de door het gewest ingevoerde belastingen zo veel mogelijk in acht nemen;
- De publicatie van de belastingreglementen en de bijwerkingen ervan garanderen overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet;
- Voor de belasting op de toeristische logies gemeentelijke opcentiemen voorzien voor het jaar 2023-2024-2025, die 4.384 centiemen bedragen;

Aangezien de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zich via deze overeenkomst ertoe verbindt een gewestelijke tussenkomst te storten, die onder voorbehoud van de instemming van alle gemeentes in 2023 een bedrag van 1.238.259,61 euro zou belopen. Voor 2024 en 2025 zal de subsidie berekend worden overeenkomstig artikel 11 van de ordonnantie;

Aangezien de gemeente in haar kandidatuur dossier :

- Haar instemming met alle bepalingen van de ordonnantie van 1 december 2022 en van de overeenkomst 2023-2025 moet bevestigen;
- Een nota moet toevoegen waarmee ze de regering informeert over de maatregelen die ze zal treffen om de economische activiteit en de economische en milieukundige transitie op haar grondgebied te bevorderen;
- De belastingreglementen moet aangeven die ze zal schrappen, wijzigen, vereenvoudigen of harmoniseren;
- Moet verduidelijken dat ze zich ertoe verbindt deel te nemen aan elke reflectie die ertoe strekt de lokale fiscaliteit te harmoniseren,

Beslist :

- de overeenkomst voorgesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die ertoe strekt de lokale en gewestelijke economische ontwikkeling te bevorderen en het kandidatuur dossier in de bijlage goed te keuren;
- het college de opdracht te geven de opvolging van het kandidatuur dossier van de gemeente en van de overeenkomst voorgesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering te verzekeren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Note relative à la promotion de l'activité économique.pdf, Appel à candidature 23-25 - Uccle.pdf, Relevé taxes Uccle FCF 2023.pdf, Relevé taxes Uccle FCF 2023 Nl.pdf, Note relative à la promotion de l'activité économique Nl.pdf, Ordonnance du 1 décembre 2022.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

23.03.2023/A/0020 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 13 décembre 2022 - Propriétés communales - Maison sise place Homère Goossens, 2 - Rénovation et isolation de la toiture - 30.000 € (hors T.V.A.) - Article 922/724-60/87;
- 14 février 2023 - Pavage au cimetière de Verrewinkel - 156.474,42 € (T.V.A. comprise) - Article 878/732-60/82;
- 14 février 2023 - Sécurisation des accès - Fourniture de nouveaux lecteurs de badges (école du Centre) et fourniture supplémentaire de badges (Ecole du Centre et divers sites) - 33.200,46 € (T.V.A. comprise) à l'article 137/744-98/85 et 21.165,56 € (T.V.A. comprise) à l'article 722/744-98/85 - Fonds de réserve;
- 14 février 2023 - Marché de services à conclure pour l'entretien et dépannages des portes automatiques et manuelles dans divers bâtiments communaux pour la période du 22 mars 2023 au 21 mars 2024 (reconductible 2 x 1 an) - 140.000 €/3 ans (hors

T.V.A.) - Différents articles relevant du code économique 125-06/85 du service ordinaire des budgets 2023 à 2026;

- 14 février 2023 - Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif) - Approbation de l'avenant 10 et du marché subséquent relatif à la commande 10 - 362,40 € (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/58;
- 21 février 2023 - Comptages ponctuels - Mesures de flux de déplacement - Exercice 2021 - Approbation de la dépense supplémentaire de 8.880,02 € (T.V.A. comprise) - Article 410/747-60/95 - Fonds de réserve;
- 21 février 2023 - Fourniture et pose de nouveaux câbles pour les illuminations de fin d'année 2022 - 4.749,25 € (T.V.A. comprise) - Article 520/732-60/82 - Fonds de réserve;
- 21 février 2023 - Mise en conformité des installations électriques dans différents sites (Ecole de Saint-Job / ICPP / Crèche de Saint-Job) - Approbation de la dépense supplémentaire liée à la correction de la révision des prix relative au huitième état d'avancement des travaux - 1.767,62 € (T.V.A. comprise) - Articles 722/724-60/85, 75102/724-60/85 et 84401/724-60/85 - Emprunt et Fonds de réserve;
- 7 mars 2023 - Installation d'un boîtier d'alimentation électrique pour le Parvis Saint-Pierre - 4.191,74 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82 - Emprunt,
- 7 mars 2023 - Ecole de Saint-Job - Salle de gymnastique - Remplacement du parquet - 88.962,30 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 7 mars 2023 - Maison communale - Rénovation du balcon et des boiseries de l'étage en façade arrière - Approbation de la dépense supplémentaire de 871,20 € - Article 137/724-60/85 - Emprunt;
- 7 mars 2023 - Boissons destinées aux événements et réunions communales - 122.489,67 € (T.V.A. comprise) - Exercices 2023 à 2026 - Divers articles au code économique .../123-48/.. et .../123-16/..;
- 14 mars 2023 - Réfection des trottoirs de la rue Roosendael et de l'avenue des Faons - 185.835,88 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82;
- 14 mars 2023 - Mission d'étude et de conseil - Accompagnement technique et énergétique relatif à la rénovation de la salle de sport Stroobant - 12.500 € (T.V.A. comprise) - Article 764/747-60/96;
- 14 mars 2023 - Divers bâtiments scolaires - Sécurisation des accès - Fourniture de nouveaux badges et lecteurs de badges - Approbation de la dépense supplémentaire et correction du taux de T.V.A. à appliquer - 19.164,38 € (T.V.A. comprise) - Article 722/744-98/85 - Fonds de réserve;
- 14 mars 2023 - Contrôles périodiques d'inspection visuelle ou de vérification technique des engins de levage et de manutention de divers bâtiments communaux - 60.000 € (T.V.A. comprise) pour quatre ans - Exercices 2023 à 2027 - Divers articles : 131/124-06/88, 136/127-06/84, 137/125-06/85, 722/125-06/85, 75102/125-06/85, 84401/125-06/85, 75101/125-06-/85, 764/125-06/85, 878/124-06/52 et 136/127-06/84.

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 13 december 2022 - Gemeente-eigendommen - Huis Homère Goossensplein, 2 - Renovatie en isolatie van het dak - 30.000 € (exclusief B.T.W.) - Artikel 922/724-

60/87;

- 14 februari 2023 - Bestrating begraafplaats Verrewinkel - 156.474,42 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 878/732-60/82;
- 14 februari 2023 - Toegangsbeveiliging - Levering van nieuwe kaartlezers (school Centrum) en levering van bijkomende kaarten (school Centrum en diverse sites) - 33.200,46 € (B.T.W. inbegrepen) op artikel 137/744-98/85 en 21.165,56 € (B.T.W. inbegrepen) op artikel 722/744-98/85 - Reservefonds;
- 14 februari 2023 - Dienstenopdracht voor het onderhoud en de reparaties van automatische en handmatige deuren voor de periode van 22 maart 2023 tot 21 maart 2024 (2 x jaarlijks verlengbaar) - 140.000 €/3 jaar (exclusief B.T.W.) - Verschillende artikels met economische code 125-06/85 van de gewone dienst van de begrotingen 2023 tot 2026;
- 14 februari 2023 - Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum - Lot 1 (ruimtes met een exhaustieve inventaris) - Goedkeuring van de nakomende opdracht met betrekking op de bestelling 10 - 362,40 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/58;
- 21 februari 2023 - Eenmalige telling - Metingen van reisstromen - Dienstjaar 2021 - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 8.880,02 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 410/747-60/95 - Reservefonds;
- 21 februari 2023 - Levering en plaatsing van nieuwe kabels voor de eindejaarsverlichting 2022 - 4.749,25 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 520/732-60/82 - Reservefonds;
- 21 februari 2023 - In overeenstemming brengen van de elektrische installaties in verschillende locaties (School Sint-Job / ICPP / Kinderdagverblijf Sint-Job) - Goedkeuring van de bijkomende uitgave gelinkt aan de verbetering van de prijsherziening met betrekking tot de achtste vorderingsstaat - 1.767,62 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 722/724-60/85, 75102/724-60/85 en 84401/724-60/85 - Lening en Reservefonds;
- 7 maart 2023 - Installatie van een elektriciteitskast voor het Sint-Pieters voorplein - 4.191,74 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82 - Lening;
- 7 maart 2023 - School van Sint-Job - Turnzaal - Vervanging van het parket - 88.962,30 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 7 maart 2023 - Gemeentehuis - Renovatie van het balkon en het houtwerk van de verdiepingen aan de achtergevel - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 871,20 € - Artikel 137/724-60/85 - Lening;
- 7 maart 2023 - Drank bestemd voor de gemeentelijke evenementen en vergaderingen - 122.489,67 € (B.T.W. inbegrepen) - Dienstjaren 2023 tot 2026 - Diverse artikels met economische code .../123-48/.. en .../123-16/..;
- 14 maart 2023 - Herstellen van de voetpaden Roosendaelstraat en de Reebokjeslaan - 185.835,88 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82;
- 14 maart 2023 - Studie- en begeleidingsopdracht - Technische en energetische begeleiding bij de renovatie van de sportzaal Stroobant - 12.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/747-60/96;
- 14 maart 2023 - Verschillende schoolgebouwen - Toegangsbeveiliging - Levering van nieuwe badges en kaartlezers - Goedkeuring van de bijkomende uitgave en verbetering van het toe te passen B.T.W.-percentage - 19.164,38 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/744-98/85 - Reservefonds;
- 14 maart 2023 - Periodieke controles van visuele inspectie of technische controle van de hefwerktuigen en laad- en losmachines van verschillende gemeentegebouwen - 60.000 € (B.T.W. inbegrepen) voor vier jaar - Dienstjaren 2023 tot 2027 - Diverse artikels : 131/124-06/88, 136/127-06/84, 137/125-06/85, 722/125-06/85, 75102/125-06/85, 84401/125-06/85, 75101/125-06/85, 764/125-06/85, 878/124-06/52 en 136/127-06/84.

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

23.03.2023/A/0021 **Gardiennage C.A.U. et C.P.A.S.- Demande de rectification de l'estimation du lot 2.- Application de l'article 234, § 1 de la nouvelle loi communale.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 89, § 1, 2° (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 750.000,00 €);

Considérant le cahier des charges n° 2022-070 relatif au marché « Gardiennage C.A.U et C.P.A.S. » établi par la Centrale de marchés et le service Patrimoine du C.P.A.S. d'Uccle;

Considérant que le marché est divisé en lots, les prix exprimés T.V.A., 21 % comprise :

- Lot 1 : Gardiennage C.A.U., estimé à 225.000,00 €;

- Lot 2 : Gardiennage C.P.A.S. estimé à 90.000,00 €;

Considérant que les conditions de ce marché ont été approuvées par l'Assemblée en séance du 24 novembre 2022;

Vu que le montant de l'offre pour le lot 2 (Gardiennage C.P.A.S.) de 107.337,36 € dépasse le montant de l'estimation de 17.337,36 €;

Considérant que le montant de l'estimation pour le lot 2 devrait être revu à un montant annuel de 115.000,00 € afin de couvrir les révisions et d'éventuels imprévus lors de l'exécution de ce lot 2;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide d'approuver la nouvelle estimation annuelle de 115.000,00 €, 21 %, T.V.A.C. pour le lot 2, gardiennage C.P.A.S., à l'article 1040/12500/10 AFFGE.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 29 votes positifs, 6 votes négatifs.

Non : Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Cédric Didier Norré, Lise Batugowski, Jacques Spelkens.

Bewaking A.C.U. en O.C.M.W.- Vraag tot correctie van de raming van perceel 2.- Toepassing van artikel 234, § 1 van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, in het bijzonder artikel 89, § 1, 2° (het bedrag van de opdracht excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Overwegende het bestek nr. 2022-070 met betrekking tot de opdracht "Bewaking ACU en OCMW", opgesteld door de Opdrachtcentrale en de dienst Erfgoed van het OCMW van Ukkel;

Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in percelen, met de volgende prijzen (incl.

21 % btw) :

- Perceel 1 : Bewaking ACU, geraamd op € 225.000,00;

- Perceel 2 : Bewaking OCMW, geraamd op € 90.000,00;

Overwegende dat de voorwaarden van deze opdracht door de vergadering goedgekeurd werden in zitting van 24 november 2022;

Overwegende dat het bedrag van de offerte voor perceel 2 (Bewaking OCMW) van € 107.337,36 het bedrag van de raming met € 17.337,36 overschrijdt;

Overwegende dat het bedrag van de raming voor perceel 2 herzien zou moeten worden naar een jaarlijks totaalbedrag van € 115.000,00 om de herzieningen en eventuele onvoorziene uitgaven bij de uitvoering van perceel 2 te dekken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist de nieuwe jaarlijkse raming van € 115.000,00 incl. 21 % btw voor perceel 2, bewaking OCMW, op artikel 1040/12500/10 AFFGE goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 29 positieve stemmen, 6 negatieve stemmen.

Nee : Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Cédric Didier Norré, Lise Batugowski, Jacques Spelkens.

Odile Margaux entre en séance / treedt in zitting.

Patrick Zygas entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

23.03.2023/A/0022 **C.P.A.S.- Budget 2023.- Vote et arrêt.**

Le Conseil,

Vu les articles 26 bis, 50 bis, 88, 108, 111 et 112 bis de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'action sociale;

Attendu que l'insuffisance des ressources du Centre public d'action sociale pour 2023 s'élève à 21.142.029,70 €;

Attendu que cette insuffisance sera couverte par une intervention directe de la Commune de 21.142.029,70 €;

Attendu que le projet de budget du C.P.A.S. a été soumis à la concertation le 19 janvier 2023 conformément aux articles 26 et 26 bis de la loi organique du C.P.A.S.;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 25 janvier 2023 arrêtant le budget du C.P.A.S. pour l'exercice 2023 :

- recettes d'exploitation 71.084.620,38 €

- dépenses d'exploitation 70.955.704,56 €

- recettes d'investissement 38.089.223,82 €

- dépenses d'investissement 38.218.139,64 €,

Décide d'approuver la délibération du Conseil de l'Action sociale du 25 janvier 2023 arrêtant le budget du C.P.A.S. pour l'exercice 2023.

M. l'échevin Lambert Limbosch souligne l'étroite solidarité entre le Collège et le CPAS, dans un contexte marqué par une succession historique de crises (pandémie, guerre en Ukraine, inflation) et par la paupérisation d'un nombre croissant d'Ucclois.

Cette solidarité se manifeste non seulement par la dotation communale mais aussi par un dialogue permanent, ouvert et constructif.

M. Cornelis confirme la bonne collaboration entre la commune et le CPAS et espère que cette collaboration s'approfondira encore à l'avenir.

M. Cornelis est un Président du CPAS très satisfait car, malgré les crises, son organisme s'est adapté aux circonstances afin que les usagers ne soient pas lésés, et il tient à en remercier le personnel.

Il remercie aussi le Collège pour la dotation communale qui, pour la seconde année consécutive, augmente de 10 %, et est de surcroît renforcée par un subside exceptionnel (2,2 millions d'euros) destiné à compenser les déficits du home Brugmann.

Cet établissement sera maintenu en activité jusqu'au déménagement final dans le domaine totalement rénové du Nekkersgat, conformément aux recommandations du consultant Probis Plus. Après les multiples péripéties des 15 dernières années, on ne peut que se réjouir du démarrage de ce projet de rénovation à la fin de l'année passée.

M. Cornelis est heureux de présenter un budget du CPAS bien structuré, complété par une note politique d'une grande clarté.

Au cours des dernières années, le CPAS a dû faire face à une augmentation importante des demandes d'aide (toutes catégories confondues), tout en étant confronté à la nécessité de se conformer aux nouvelles exigences légales et réglementaires, qu'il s'agisse de l'augmentation du nombre de comités spéciaux du service social (CSSS) ou de la multiplication des tâches confiées aux assistants sociaux du service « quartiers ». Ce défi a pu être relevé non seulement grâce à la réactivité et la flexibilité du personnel administratif mais aussi grâce aux nouvelles modalités des processus de prise de décision, notamment via la numérisation. Cette politique sera certainement intensifiée à l'avenir.

Le service de réinsertion socio-professionnelle, dont le nouvel encadrement a permis de retrouver une dynamique, a mis en œuvre la nouvelle ordonnance relative aux personnes sous statut « article 60 ».

La Coordination sociale est aussi dynamisée grâce à une nouvelle gestion très volontaire, en collaboration avec les services communaux et les associations uccloises.

Le projet de l'infobus rencontre un grand succès.

Le Service ucclois d'aide à domicile, dont la reprise a été effectuée correctement, a été particulièrement efficace durant la période de pandémie. L'extension de ce service va être poursuivie, eu égard au grand nombre de personnes âgées à Uccle.

Soixante places supplémentaires seront aménagées dans le cadre des Initiatives locales d'accueil (ILA).

Plus de 200 citoyens fréquentent de manière journalière la banque alimentaire, dont le déménagement dans le bâtiment de la chaussée d'Alseberg a pu être opéré sans difficulté.

Le CPAS assure le paiement mensuel de plus de 1.800 revenus d'intégration, ce qui prouve que la réalité métropolitaine est bien présente à Uccle.

Une cellule ukrainienne a été mise en place, étant donné que plus de 20 % des réfugiés ukrainiens présents sur le territoire régional résident à Uccle.

Au total, plus de 6.000 personnes font appel, de manière directe ou indirecte, aux services du CPAS.

La commune intervient pour plus d'un tiers dans le budget d'exploitation du CPAS.

Le budget de l'exercice 2023 prévoit, en recettes, un montant de 71.084.000 € à l'exploitation et 38.089.000 € à l'investissement, et en dépenses, de 70.955.000 € à l'exploitation et de 38.218.000 € à l'investissement.

L'équipe dévouée et consciencieuse du CPAS continuera à travailler afin que l'action

de cet organisme soit exemplaire.

***M. Cools** constate que la paupérisation s'accroît à Uccle. Certains responsables régionaux déforment donc la réalité de façon caricaturale quand ils présentent la commune comme un îlot de milliardaires. Les citoyens ucclois sont loin d'être tous très aisés.*

Le CPAS est venu en aide à 6.600 personnes en 2022. Ce chiffre est d'autant plus important que ces personnes ne sont pas au chômage, qui relève d'un autre circuit.

En outre, 2.565 citoyens touchent le revenu d'intégration, et 3.129 dossiers du CPAS concernent des interventions dans des frais médicaux, notamment pour des hospitalisations. On ne peut manquer d'être interpellé par le fait que le CPAS doive intervenir pour garantir des besoins aussi basiques.

Qualifier Uccle de commune « riche » est donc pour le moins discutable.

À cet égard, on observe une grande variabilité en Belgique : selon les dernières statistiques fiscales disponibles, le revenu moyen par habitant se situe aux alentours de 30.000 € à Laethem-Saint-Martin et de 10.546 € à Saint-Josse, qui s'avère la commune la plus pauvre.

Le revenu moyen par habitant à Uccle se situe aux alentours de 21.000 €, soit un montant nettement supérieur à celui de Saint-Josse ou de la moyenne régionale, mais inférieur à celui des communes du Brabant wallon ou du Brabant flamand. Et au sein du Brabant wallon, on observe de grandes différences, entre des communes telles que Lasne et Tubize par exemple.

L'établissement d'une politique sociale à l'échelon communal requiert de prendre en considération les grandes disparités de revenus moyens entre les quartiers, vu que l'écart « inter-quartiers » s'élève à 28.826 €. Cette réalité de la sociologie uccloise n'est pas toujours prise en compte par les instances régionales.

Les revenus d'intégration accordés par le CPAS sont financés pour une large part par l'Etat fédéral (et en totalité pour les revenus destinés aux réfugiés ukrainiens).

Le groupe Uccle en avant optera pour l'abstention en raison d'un certain nombre de réserves à l'égard du budget du CPAS mais estime toutefois que le CPAS a pris à bras le corps la problématique des réfugiés ukrainiens et fait tout ce qui est en son pouvoir pour les secourir.

Il n'y a que deux banques alimentaires sur le territoire régional, dont l'une se situe à Uccle. Cette banque alimentaire accomplit un travail considérable puisqu'elle distribue 453.743 kg de dons par an.

Selon M. Cools, la méthodologie appliquée par l'Antenne sociale est intellectuellement tout à fait justifiée. En effet, tant qu'une personne est en détresse, manque de confiance en elle, elle est incapable de s'inscrire dans un processus de remise à l'emploi. Dès lors, il est normal de procéder à un accompagnement psychologique avant d'envisager une formation susceptible de déboucher sur un emploi pour les personnes intéressées. Mais M. Cools aimerait connaître les résultats de cette démarche : quel est le nombre effectif des remises au travail opérées par l'Antenne sociale ?

M. le Président du CPAS a l'intention de redynamiser le service d'insertion socio-professionnelle grâce à l'amélioration de l'encadrement censée être opérée par un nouveau responsable. Cette amélioration est-elle déjà effective ?

La réinsertion socio-professionnelle est notamment menée via des subsides octroyés dans le cadre du système « article 60 » : les entreprises et les administrations sont invitées à engager des personnes dont une grande partie des charges salariales est assumée par l'Etat fédéral via le CPAS. Mais vu que le dispositif est limité à une période maximale de deux ans, les citoyens embauchés dans ce cadre retournent dans le circuit du chômage.

Selon M. Cools, faire passer des gens du circuit CPAS au circuit chômage sans qu'ils ne retrouvent une réelle autonomie ne constituerait pas une réelle insertion

professionnelle. Il faudrait donc savoir si les citoyens recrutés sous statut « article 60 » ont effectivement retrouvé un travail au terme du processus ou s'ils sont à nouveau au chômage.

Par ailleurs, quelles sont les autres initiatives du service d'insertion socio-professionnelle pour favoriser la mise au travail .?

La note de politique générale signale que le CPAS a de plus en plus de mal à conserver son personnel, spécialement le personnel de première ligne. Il y a donc lieu de s'interroger sur les tâches confiées aux agents du CPAS, dont la revalorisation ne repose pas seulement sur le montant des rémunérations mais aussi sur la qualité des conditions de travail.

M. Cools n'a pas manqué de signaler les années précédentes que les moyens alloués au CPAS étaient insuffisants, et ce point de vue a été confirmé lors de l'approbation des comptes puisqu'à chaque fois, la commune a dû accorder une rallonge au CPAS. L'augmentation de 10 % de la dotation communale au CPAS n'est pas de nature à infléchir la tendance, eu égard au niveau de l'inflation.

Les emprunts contractés dans le cadre du dossier du Nekkersgat sont en train de devenir une charge importante (812.000 € dans le budget).

Cependant, le home Brugmann constitue la principale source d'inquiétude. Au compte 2021, le déficit du home Brugmann s'élevait à un montant de 1.519.000 €. Le déficit du home du Nekkersgat s'élevant à 753.497 €, on arrive à un déficit cumulé de 2,2 millions d'euros pour les deux homes. Le regroupement sur un seul site devrait à terme réduire le déficit, mais le chantier a pris beaucoup de retard. À cet égard, l'intransigeance de la Commission des Monuments et Sites va coûter des millions au CPAS et par ricochet à la commune.

M. Cools craint que le déficit ne vienne à s'amplifier à l'avenir car la majorité a trop tardé à prendre les décisions qui s'imposent.

La note de politique générale se prononce en faveur d'une extinction progressive des titres-services. Cette problématique avait déjà été abordée dans le cadre de la concertation entre la commune et le CPAS. Il est tout à fait légitime d'éviter les doublons, mais vu que, contrairement à ce qui se passe dans d'autres communes (notamment à Jette), l'Agence locale pour l'Emploi (ALE) d'Uccle ne délivre pas les titres-services, ne pourrait-on envisager de la charger de cette mission ?

Le rapport du CPAS fait état de la paupérisation de la commune mais n'insiste pas suffisamment sur le vieillissement de sa population. Etant donné qu'Uccle figure déjà dans les trois communes bruxelloises où l'âge moyen est le plus élevé, il faut absolument mener une réflexion sur les mesures à prendre pour maintenir un certain équilibre démographique dans la commune.

M. Cools remarque la paupérisation croissante des jeunes, puisque de plus de jeunes de moins de 25 ans sollicitent les services du CPAS. Cette situation nécessite des politiques adaptées.

Il s'inquiète aussi de l'ampleur du déficit attesté dans le cadre du Système européen de comptabilité (SEC). Il regrette aussi que ses propositions en matière de synergie entre la commune et le CPAS aient été peu suivies.

Par ailleurs, quelles sont les modalités du contrôle interne de gestion au sein du CPAS ?

M. Hayette salue l'augmentation de 10 % de la dotation communale au CPAS, renforcée par un montant de 2.203.241 € destiné à garantir une période de transition apaisée aux résidents et membres du personnel des homes Brugmann et Nekkersgat. Il le remarque d'autant plus que pour le groupe socialiste, la politique sociale est loin d'être une priorité de la majorité uccloise.

Cependant, la politique sociale ne peut se réduire à la politique menée par le seul CPAS.

Par ailleurs, selon l'enquête sur les revenus et conditions de vie réalisée en 2022 par

Stabel, l'Office belge des statistiques, 2.144.000 Belges, soit 18 % de la population, courent un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, et 13,2 % de Belges vivent dans un ménage dont le revenu total disponible est inférieur au seuil de pauvreté (1.366 € par mois pour une personne isolée). De plus, 11,5 % de Belges vivent dans un ménage à faible intensité de travail et 5,8 % souffrent de privation matérielle et sociale. Dans cette population, un enfant sur 10 saute au moins un repas par jour.

M. Hayette déplore le manque de sollicitude à l'égard des jeunes. À plusieurs reprises, le groupe socialiste a demandé des aides spécifiques pour les jeunes, qu'il s'agisse du « Frigo solidaire » (qui a obtenu le Prix de la Citoyenneté mais manque de lieux de stockage), de la mise à disposition de salles pendant les périodes de blocus ou de l'octroi de chèques alimentaires aux étudiants. Toutes ces suggestions demeurent lettre morte, en dépit du vote d'une motion d'urgence sociale.

Evoquant les propos tenus par Noémie Klein dans le Grand livre du climat, sous la direction de Greta Thunberg, M. Hayette insiste sur la nécessité de faire de la détresse psychologique des étudiants une préoccupation centrale.

En dépit de la construction du home Nekkersgat, la politique de la majorité en matière d'accompagnement des personnes âgées manque cruellement d'ambition et laisse souvent les aînés seuls face à leur détresse. Il faut lancer un débat approfondi sur l'élaboration de la politique communale à l'égard des 3^{ème} et 4^{ème} âges.

Selon M. Hayette, M. Cornelis devrait se consacrer pleinement à sa tâche de Président du CPAS car les missions qui incombent à cet organisme sont telles qu'il ne peut se contenter d'un responsable à mi-temps.

Il reconnaît néanmoins les qualités de présentation et de pédagogie des rapports fournis par le CPAS.

Le groupe socialiste optera pour l'abstention sur ce point.

M. De Bock invite tous les conseillers communaux à faire l'expérience d'un mandat au Conseil de l'action sociale, qui permet d'appréhender concrètement la réalité sociale.

Le groupe DéFi est d'ailleurs partisan d'une union plus étroite de la commune avec le CPAS.

Quoique la part de personnes soutenues par le CPAS ait augmenté d'environ 25 %, le nombre annuel de notifications d'aide est en recul, puisqu'il est passé de 12.807 en 2018 aux alentours de 10.750 en 2022.

Vu que la tendance générale est à l'augmentation des interventions du CPAS, qui doit par ailleurs assumer l'impact de l'inflation sur ses dépenses de personnel, il est normal que la dotation communale au CPAS et le budget de ce dernier augmentent. La dotation communale par habitant est ainsi passée de 194 € à 227 €. Il y a lieu d'être satisfait de l'aide accordée par la commune au CPAS, que ce soit via la dotation communale ou via les modifications budgétaires destinées à éponger les déficits.

M. De Bock évoque le vieillissement de la population ucloise à chacune de ses interventions depuis 2018. Et la précarisation est plus importante aux deux pôles extrêmes de la pyramide des âges puisqu'elle affecte plus fortement les plus âgés et les plus jeunes. Quand il s'agit de développer des infrastructures destinées à aider les publics en difficulté, il faut reconnaître que la commune a tendance à se focaliser sur la jeunesse en oubliant quelque peu les personnes âgées.

En matière de ressources humaines, les salaires ont fait l'objet d'une indexation de 10 % mais l'inflation n'est pas l'unique cause de la hausse des coûts du personnel. Il y a une volonté délibérée d'augmenter les effectifs, que M. De Bock ne conteste pas. Le CPAS ne nie pas avoir du mal à conserver certains agents. Ce phénomène entraîne des retards dans le traitement de certains dossiers, dont se plaignent certains usagers, notamment pour la perception de leurs allocations sociales.

M. De Bock souhaiterait obtenir des informations sur l'évolution des créances

aléatoires, dont les montants ont parfois fait l'objet de jeux d'écriture afin d'équilibrer les comptes.

La charge d'emprunt passe à un montant annuel de 800.000 €, alors qu'elle s'élevait à 180.000 € l'année dernière. M. De Bock rappelle que les liquidités liées aux prêts contractés par le CPAS ont servi à équilibrer les comptes de la commune. Il ne cache pas ses interrogations face au jeu d'écritures consistant à mutualiser les liquidités pour équilibrer les comptes.

Pour M. De Bock, les mentions de la note relatives aux synergies sont particulièrement abscones, notamment les passages relatifs à la transposition de la dotation communale en « tonnes CO2 ». Lorsqu'on a affaire à des opérations bancaires contribuant à l'activité économique, l'équivalent des montants financiers en tonnes CO2 a un certain sens, mais appliquer la même comparaison pour un subside de la commune au CPAS n'est qu'un charabia écologique absurde !

Pour ce qui concerne la problématique des homes Brugmann et Nekkersgat, deux scénarios ont été étudiés par Probis : il s'agissait en l'occurrence soit de la fermeture, soit du maintien des deux homes ouverts avec une réduction linéaire du home Brugmann par rapport à l'autre. Il est apparu que le premier scénario coûterait plus cher que le second.

La perte des fonds « Maribel social », qui pèsent pour environ 1.900.000 € dans le budget du CPAS, pourrait être un effet collatéral d'une réduction de l'activité. Cependant, une note du CPAS transmise en séance du 29 janvier 2021 précise qu'il est possible de solliciter une dérogation et donc d'opter pour une réduction linéaire sans perdre tous les fonds alloués dans le cadre du « Maribel social ». La dérogation mentionnée dans la note du CPAS du 29 janvier 2021 a-t-elle été sollicitée ? Pourquoi le document Powerpoint de Probis ne fait-il aucune référence à la problématique du Maribel social ?

Comment expliquer l'augmentation des frais de fonctionnement alors que l'objectif en ligne de mire est la fermeture d'un des deux homes ?

Dans le scénario privilégié, les frais de personnel pour le home Brugmann s'élèvent à plus d'un million d'euros à la fin 2024 mais le devenir ultérieur de ce personnel n'est pas précisé : y aura-t-il un licenciement de ces agents ou leur emploi sera-t-il préservé ?

M. De Bock observe des contradictions importantes entre le budget du CPAS et la simulation Probis pour ce qui concerne la différence entre le solde des recettes et le solde des dépenses ainsi que pour les charges de personnel. Et les écarts observés dépassent le million d'euros pour le rapport recettes-dépenses et le million et demi pour les charges de personnel. Le CPAS aurait-il travaillé sur base de chiffres erronés ? Quels sont les vrais chiffres ? S'agit-il d'un problème méthodologique ou d'une manipulation ?

M. De Bock n'a jamais compris non plus pourquoi, en matière de repas, l'un des homes recourt aux services de l'entreprise Sodexo alors que l'autre produit ses repas en gestion interne.

Mme Culer remercie les agents de l'administration et les membres du Conseil du CPAS, toutes tendances confondues, pour la confection de ce budget.

Sans le soutien de la commune, le CPAS n'aurait pas pu remplir correctement l'ensemble de ses missions, eu égard au nombre de personnes aidées, aux nombreux sauts d'index, au coût généré par les revalorisations salariales et l'octroi de chèques-repas.

En outre, les services du CPAS sont soumis à une pression constante en raison de la nécessité de mettre en œuvre de nouveaux processus pour répondre aux exigences de la tutelle.

L'élaboration de règles générales et de processus décisionnels est toujours opérée en gardant à l'esprit le fait que chaque usager est unique et que l'aide à lui fournir doit

prendre en considération sa spécificité.

Mme Culer se réjouit de constater le maintien de quasi toutes les aides sociales, à l'exception des titres-services et du service des gardiennes d'immeubles, dont l'extinction progressive fait actuellement l'objet d'une réflexion.

Le soutien fourni par le CPAS ne se limite pas à l'aide sociale stricto sensu mais se déploie dans une multitude de domaines :

- un service de réinsertion professionnelle ou de remobilisation, incluant Promojob, qui est de plus en plus fréquenté et qui apporte un soutien bien nécessaire à la mise ou à la remise au travail;*
- une antenne sociale, qui est ouverte tous les jours et permet de lutter contre l'exclusion sociale;*
- une boutique pour habiller les plus démunis;*
- une « baby-halte », qui permet aux parents de chercher un travail ou de suivre des cours;*
- un service logement;*
- les initiatives locales d'accueil (ILA), qui permettent d'accueillir des réfugiés;*
- les services auxiliaires, qui disposent d'un cabinet médical;*
- La Cité de l'Enfance Asselberghs, qui peut accueillir des jeunes placés par le Juge de la Jeunesse;*
- les services uclois à domicile;*
- le centre de distribution alimentaire gratuite;*
- les titres-services;*
- la cellule culture;*
- la coordination sociale;*
- la médiation de dettes;*
- l'aménagement de deux étages du home Brugmann afin d'offrir un toit à des réfugiés ukrainiens et soulager les Uclois hébergeurs.*

Le groupe MR se réjouit de constater que ce budget permet de poursuivre l'ensemble des politiques sociales sans être contraint au choix douloureux de renoncer à l'une au profit des autres.

Par conséquent, le groupe MR votera en faveur de ce budget.

***M. Junqué** remercie au nom de son groupe le Président et l'administration du CPAS pour la qualité et l'exhaustivité des documents transmis.*

Les écologistes adhèrent tout à fait à la politique développée pour les homes publics, et ce d'autant plus que le home Nekkersgat va devenir un immeuble exemplaire sur le plan énergétique.

Les différentes crises, et notamment la crise ukrainienne, ont affecté directement et indirectement les différents services du CPAS.

Le groupe Ecolo se réjouit du soutien de la commune à l'activité du CPAS en cette période troublée.

M. Junqué souligne également la recherche d'économies d'échelle, les nombreuses initiatives en lien avec l'enjeu climatique, la proposition d'un contrôle interne, la poursuite de l'activité de l'Infobus et la future application du « gender budgetting ».

Le groupe Ecolo votera en faveur de ce budget.

***M. Cornelis** répond qu'il serait tout à fait disposé à fournir les statistiques souhaitées par M. Cools mais pour ce faire, l'administration du CPAS devrait être dotée de*

services supplémentaires alors que ses budgets sont limités. Il est préférable de globaliser ces données au niveau fédéral via la Fédération des CPAS.

Le CPAS dispose néanmoins d'indicateurs trimestriels qui lui permettent de procéder à une évaluation interne.

Au 3^{ème} trimestre 2022, 245 personnes étaient suivies par la cellule Remobilisation de Promojob.

Il est difficile d'avoir un suivi des personnes relevant de l'« article 60 ». Celles-ci retournent effectivement dans le circuit du chômage, mais on ne peut nécessairement en conclure que ce dispositif est un échec étant donné que les intéressés doivent administrativement passer par la case « chômage » avant une éventuelle embauche ou un changement de statut.

L'énumération des services offerts par le CPAS, effectuée par Mme Culer, constitue un démenti au propos de M. Hayette selon lequel le CPAS manquerait d'ambition. Le CPAS d'Uccle a d'ailleurs été le premier à proposer des places d'hébergement supplémentaires pour les réfugiés ukrainiens.

M. Cornelis reconnaît que le CPAS a eu du mal à recruter du personnel mais à présent, le cadre est complet. Cela signifie que le CPAS d'Uccle est perçu comme un employeur intéressant.

Ce budget 2023 est très solide et pour ce qui concerne 2024, on peut espérer que les bonus Fluxys permettront à la commune de retrouver une marge de manœuvre pour soutenir encore le CPAS.

La gestion du dossier des titres-services prouve que le CPAS tend vers l'efficacité sociale. En effet, la population intéressée par les titres-services ne constitue pas le public cible du CPAS, qui ne peut être concurrentiel sur ce marché. Les titres-services, dont le déficit a atteint un montant annuel de 300.000 €, vont être transférés au sein du service ucclois à domicile, qui correspond davantage au « core business » du CPAS, et les agents actifs dans les titres-services sont en train d'être formés en vue de cette intégration.

On ne trouve plus d'accueillantes à domicile, le niveau élevé des loyers empêchant la réalisation de bénéfiques en ce domaine. Le CPAS a donc décidé de s'investir davantage dans le service des crèches.

L'investissement dans le service ucclois à domicile témoigne de la prise en compte de l'évolution démographique par le CPAS, puisque ce service vise à permettre aux personnes âgées de demeurer plus longtemps chez elles.

Contrairement à ce qu'affirme M. Hayette, le CPAS est très actif auprès des jeunes puisque la dernière fois, plus de 400 étudiants ont bénéficié du service de guidance sous l'égide de Promojob.

Quoique M. De Bock ne fût guère partisan d'un home public, le représentant de son groupe politique au Conseil de l'action sociale a défendu comme ses pairs le scénario privilégié par Probis, à savoir une réduction progressive de l'activité du home Brugmann suivie d'une intégration dans le domaine rénové du Nekkersgat. La fermeture des deux homes aurait abouti à une situation bien plus déficitaire aujourd'hui.

M. Cornelis ne se réjouit pas de cette situation, qui aurait été meilleure si on avait pu garder 105 résidents au home Brugmann. Mais la crise sanitaire et le changement de normes ont rendu cette solution impossible sur le terrain. Un premier déménagement dans le nouveau home du Nekkersgat devrait avoir lieu vers juillet 2024, lorsque la population du home Brugmann aura été réduite à 60 résidents. Les 45 derniers résidents devraient normalement être transférés au début de l'année 2026, et ce processus sera mené de manière à ce que le transfert du personnel d'encadrement soit opéré de façon concomitante.

M. Cornelis confirme que la dérogation Maribel a été sollicitée, dans l'idée de descendre sous le seuil imposé par Maribel.

M. Cools, tout en regrettant le ton adopté par M. Cornelis, le remercie pour les réponses fournies, notamment pour le service à domicile, dont l'activité est très importante.

Tout en reconnaissant les efforts accomplis, M. Cools demeure préoccupé par la situation financière du CPAS, vu que la comparaison des budgets et des budgets modifiés montre que la dotation tend à s'amenuiser (19.220.027 € au budget initial 2022; 20.221.000 € au compte 2022; 20.326.000 € à la modification budgétaire 2022). L'augmentation de 10 % se réduit donc de moitié, dans un contexte marqué par une inflation plus importante.

M. Cools reconnaît que l'administration du CPAS n'a pas la capacité de se lancer dans des études statistiques très poussées et que cette tâche incomberait davantage à la Fédération des CPAS. Mais M. Cornelis devrait justement prendre contact avec la Fédération des CPAS ainsi qu'avec Actiris ou d'autres acteurs régionaux, de manière à ce que des données statistiques soient fournies.

Il faudrait quand même savoir ce que deviennent les personnes qui ont été embauchées par la commune dans le cadre de l'article 60, pour déterminer si cette politique débouche sur des résultats. On ne peut évidemment imposer par convention aux citoyens ayant travaillé sous article 60 de donner des nouvelles de leur situation professionnelle mais rien n'interdit de le leur demander, sur une base volontaire. De même, il serait intéressant de savoir s'il y a des résultats tangibles pour les personnes suivies par le service Promojob.

On ne peut que se réjouir de constater que les problèmes de personnel semblent résolus, puisque le cadre est plein.

Le groupe Uccle en avant maintient toutefois son vote en faveur de l'abstention.

M. Vanraes estime que la politique de réinsertion menée par le CPAS repose sur l'activation, dont le dispositif « article 60 » est un élément primordial.

Le premier atout d'un emploi, ce n'est pas la rémunération mais l'interaction sociale qu'il génère : l'intérêt du dispositif « article 60 » réside précisément dans le fait qu'il permet aux personnes précarisées de sortir de leur isolement, ce qui constitue un premier pas absolument décisif.

À supposer qu'on puisse obtenir des résultats chiffrés du système « article 60 », ceux-ci ne seraient pas donc vraiment significatifs, eu égard à la dimension éminemment sociale du dispositif.

M. Hayette ne conteste pas les efforts du CPAS mais il estime que ceux-ci ne sont pas à la hauteur des défis à relever.

Il faut développer une politique proactive pour aller à la rencontre des jeunes qui ne sollicitent pas d'emblée les aides proposées, eu égard au fait que, selon toutes les études statistiques, l'état mental de la jeunesse se dégrade.

Il en est de même pour les personnes âgées. Vu qu'elles ont été confinées pendant deux ans à cause du covid, il faut à présent mener une enquête de proximité, afin d'aller à la rencontre des seniors les plus désocialisés, qui précisément ne figurent pas dans les statistiques.

Une authentique politique sociale ne repose pas que sur les chiffres.

Mme Maison remarque que les distorsions de chiffres entre les documents du CPAS et l'étude Probis, relevées par M. De Bock, n'ont donné lieu à aucune explication de la part du Président du CPAS, de son ancien Président ou de l'Echevin de tutelle. Elle souhaiterait donc avoir des éclaircissements sur ce point.

M. Cornelis est prêt à mener des investigations pour expliquer ce phénomène.

Mme Delvoye précise que l'étude Probis est une projection d'événements futurs.

La distorsion entre l'étude et le budget pour 2023 s'explique assez facilement par les sauts d'index, la revalorisation salariale et l'octroi des chèques-repas.

On peut néanmoins se demander si l'étude Probis s'appuie sur les chiffres des comptes ou sur ceux du budget.

M. De Bock réplique que ces chiffres sont les mêmes, puisqu'il y a 50.000 € d'écart sur 7,7 millions.

Le différentiel de 1,7 million entre le budget 2021 et l'actualisation 2021 de l'étude Probis se retrouve en 2022 et 2023. Cette différence cumulée s'élève à un montant de 5 millions d'euros.

Dans l'important débat sur le home Nekkersgat, comment peut-on prendre des décisions cohérentes quant au maintien, à la réaffectation ou au licenciement du personnel, sur base d'une étude qui pondère à la baisse le coût salarial dans une proportion de 25 % ?

En commission, on a évoqué le « Maribel social », mais l'étude Probis n'y fait jamais référence.

Mme Delvoye précise que le différentiel de 1,7 million correspond à la somme du Maribel social.

M. De Bock réfute l'assertion de Mme Delvoye : le montant relatif au Maribel social, qui concerne tous les emplois CPAS (450 équivalents temps plein), s'élève à 1,9 million.

Il rappelle qu'il y a aussi un million d'écart entre le budget et l'étude Probis pour les recettes et investissements.

L'évaluation de Probis est donc contestable et le débat politique doit permettre aux mandataires de prendre position sur un éventuel réajustement des scénarios proposés.

M. De Bock tient à préciser qu'il n'est pas hostile aux homes publics. Le combat qu'il a mené, notamment au Parlement régional, visait à dénoncer les homes qui ne respectaient pas les normes. Mais il ne faut pas diaboliser les homes privés, et ce d'autant plus que deux tiers des personnes soutenues par le CPAS résident dans des homes privés.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 27 votes positifs, 10 abstentions.

Abstentions : Odile Margaux, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Lise Batugowski, Jacques Spelkens.

O.C.M.W.- Begroting 2023.- Stemming en vastlegging.

De Raad,

Gelet op de artikels 26 bis, 50 bis, 88, 108, 111 en 112 bis der organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.'s;

Overwegende dat de ontoereikendheid van de middelen van het O.C.M.W. voor 2023 21.142.029,70 € bedraagt;

Overwegende dat deze ontoereikendheid zal gedekt worden door een rechtstreekse tussenkomst van de Gemeente van 21.142.029,70 €;

Overwegende dat het ontwerp van begroting van het O.C.M.W. door het overlegcomité op 19 januari 2023 werd besproken in overeenstemming met artikels 26 en 26 bis van het organieke wet op de O.C.M.W.'s;

Gelet op de beraadslaging van de Raad voor maatschappelijke welzijn van 25 januari 2023 waarbij de begroting van de O.C.M.W. wordt vastgesteld :

- exploitatieontvangsten 71.084.620,38 €

- exploitatieuitgaven 70.955.704,56 €
- investeringsontvangsten 38.089.223,82 €
- investeringsuitgaven 38.218.139,64 €

Beslist de beraadslaging goed te keuren van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 25 januari 2023 betreffende de vaststelling van de begroting van het O.C.M.W. voor het dienstjaar 2023.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 27 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Odile Margaux, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Lise Batugowski, Jacques Spelkens.

6 annexes / 6 bijlagen

20230125-A-0010-AN-004.pdf, 20230125-A-0010-DE-NL.pdf, 20230125-A-0010-AN-002.pdf, 20230125-A-0010-AN-001.pdf, 20230125-A-0010-DE-FR.pdf, 20230125-A-0010-AN-003.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Séniors - Senioren

23.03.2023/A/0023 **Organisation d'Olympiades Inter-homes.- A.S.B.L. Papy Boom.- Subside.**

Le Conseil,

Considérant que la deuxième édition des Olympiades inter-homes De Fré se déroulera le vendredi 31 mars 2023;

Que ces Olympiades réuniront des résident(e)s de séniories et de maisons de repos établies à Uccle et leur proposeront de découvrir différentes disciplines sportives autour du thème de fort Boyard;

Que l'asbl « Papy Boom » peut accueillir pour cet événement une dizaine de maisons de repos ucloises;

Que les étudiant(e)s de la Haute École Bruxelles-Brabant De Fré seront associé(e)s à l'organisation de cet événement, lui conférant une dimension intergénérationnelle;

Vu la demande d'un subside de soutien introduite par l'A.S.B.L. « Papy Boom » pour l'organisation, à Uccle (dans l'enceinte de la Haute École Bruxelles-Brabant, avenue De Fré), le 31 mars 2023, de la 2ème édition des Olympiades Interhomes introduite en date du 20 janvier 2023;

Qu'un subside de 1.100 € a déjà été attribué en 2022 pour la 1ère édition qui a remporté un franc succès;

Vu qu'un crédit de 21.400 € est prévu à l'article 83402/322-02/71 du budget 2023 pour des « Subsidés aux clubs et associations du 3ème Âge »;

Que l'achat des médailles et des coupes sera effectué par le service des Sports pour un montant de 300 €;

Que la communication autour de cet événement identifiera la participation de la Commune,

Décide d'octroyer un subside de 900 € à l'A.S.B.L. « Papy Boom » pour l'organisation, à Uccle (dans l'enceinte de la Haute École Bruxelles-Brabant, avenue De Fré), le 31 mars 2023, d'Olympiades Inter-homes.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Organisatie van de Olympiade Inter-Homes.- V.Z.W. Papy Boom.- Subsidie.

De Raad,

Overwegende dat de tweede editie van de Olympiade Inter-Homes De Fré plaatsvindt op vrijdag 31 maart 2023;

Dat deze Olympiade bewoners van bejaardencentra en rusthuizen in Ukkel samenbrengt en hen voorstelt verschillende sportdisciplines te ontdekken rond het thema Fort Boyard;

Dat vzw "Papy Boom" voor dit evenement een tiental Ukkelse rusthuizen kan ontvangen;

Dat de studenten van de Haute École Bruxelles-Brabant De Fré zullen meehelpen met de organisatie van dit evenement en het een intergenerationele dimensie geven;

Gelet op de aanvraag van een ondersteuningssubsidie ingediend door de V.Z.W. "Papy Boom" voor de organisatie in Ukkel (in de gebouwen van de Haute École Bruxelles-Brabant, De Frélaan) op 31 maart 2023 van de tweede editie van de Olympiade Inter-Homes, ingediend op 20 januari 2023;

Dat in 2022 al een subsidie van € 1.100 toegekend werd voor de eerste editie, die een waar succes kende;

Aangezien er een krediet van € 21.400 voorzien is op artikel 83402/322-02/71 van de begroting 2023 voor "Subsidies aan verenigingen en clubs van de derde leeftijd";

Dat de aankoop van de medailles en bekens verricht zal worden door de Sportdienst voor een bedrag van € 300;

Dat de communicatie over dit evenement de medewerking van de gemeente zal vermelden,

Beslist een subsidie van € 900 toe te kennen aan de V.Z.W. "Papy Boom" voor de organisatie in Ukkel (in de gebouwen van de Haute École Bruxelles-Brabant, De Frélaan) op 31 maart 2023 van de Olympiade Inter-Homes.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Scan_230226_17_43_27.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

23.03.2023/A/0024 **Question écrite de M. Toussaint : le carrefour entre les avenues Dolez, Prince d'Orange et du Gui.**

Vu la configuration pour le moins complexe de ce carrefour (nombreux embranchements) et le volume du trafic de transit avoisinant, force est de constater que la situation continue à être particulièrement difficile voire chaotique à cet endroit à

plusieurs moments de la journée.

Sur base de ce qui précède, ma question sera très simple : est-ce que la commune a déjà entamé une réflexion à ce sujet et si oui, dispose-t-elle de pistes éventuelles le cas échéant afin de fluidifier quelque peu le passage des véhicules (et autres acteurs de la mobilité) sur cet axe stratégique ?

Réponse :

Le service Voirie-Mobilité a réalisé en mars 2012 une étude interne suite à une proposition de Monsieur Cools d'aménager un rond-point à ce carrefour. L'analyse du service mettait en lumière les difficultés à y réaliser un tel aménagement (complexité du carrefour, emprise importante à prévoir, zone de protection de sites classés...). Les pistes de solutions avancées par le service étaient alors d'instaurer un sens unique montant dans l'avenue du Gui pour fluidifier le trafic rentrant dans l'avenue du Prince d'Orange, ainsi que mettre en place des feux de circulation avec éventuellement 2 phases distinctes dans l'avenue Dolez pour faciliter les mouvements de tourne-à-gauche.

En 2014, un aménagement-test a été mis en place sous la forme d'un îlot central infranchissable au droit du croisement entre l'avenue du Prince d'Orange et l'avenue du Gui. Le but était alors de mieux canaliser les véhicules débouchant de l'avenue du Gui qui souvent s'engageaient de manière anarchique dans le carrefour. Suite aux plaintes de riverains sur l'apparition de plus importantes remontées de files dans l'avenue du Prince d'Orange, l'îlot a été enlevé et n'a pas été réalisé de manière pérenne.

En 2015, le bureau Aries a été consulté pour réaliser une étude du carrefour. Cette étude comprenait notamment une campagne de comptages. Plusieurs pistes ont été avancées, à savoir :

- le marquage de bandes de présélection au débouché de l'avenue du Prince d'Orange à cette option n'a pas été retenue vu la longueur limitée pour la bande de tourne-à-gauche (stockage d'un seul véhicule) et les difficultés d'insertion pour les véhicules venant de l'avenue du Gui;
- une obligation de tourne-à-droite pour les véhicules venant de l'avenue du Gui à cette option n'a pas été retenue vu la difficulté de faire respecter cette obligation sans obstacle physique, difficilement réalisable sans restriction d'accès à cette avenue et/ou difficulté de giration pour les véhicules lourds;
- la mise en sens unique de l'avenue du Gui depuis l'avenue du Prince d'Orange vers l'avenue Maréchal Ney à le comité de quartier s'y est montré défavorable;
- la mise en place d'un cédez-le-passage sur l'avenue de la Chênaie à cette option n'a pas été retenue vu les risques importants de remontées de files dans cette avenue principalement aux heures de pointe;
- la création de 2 mini-giratoires ou de 2 ronds-points semi-franchissables (un au débouché de l'avenue de la Chênaie, l'autre au débouché de l'avenue du Prince d'Orange) à cette option n'est pas possible techniquement et est déconseillée pour ce type de carrefour;
- la mise en place de feux de circulation à cette option était celle privilégiée mais n'a pas été mise en œuvre car elle nécessite la mise en sens unique de l'avenue du Gui ou à tout le moins l'obligation de tourne-à-droite.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h.Toussaint : het kruispunt Dolez- , Prins van Oranjen Maretaklaan.

Gezien de complexe configuratie van dit kruispunt (talrijke aansluitingen) en de omvang van het transitverkeer in de omgeving moet worden vastgesteld dat de situatie op dit punt op verschillende momenten van de dag bijzonder moeilijk en zelfs chaotisch blijft.

Op basis van het bovenstaande is mijn vraag heel eenvoudig: is de gemeente al begonnen na te denken over deze problematiek en zo ja, heeft zij mogelijkheden om de doorgang van voertuigen (en andere mobiliteitsactoren) op deze strategische as wat vlotter te laten verlopen ?

Antwoord :

In maart 2012 heeft de dienst Wegen en Mobiliteit een interne studie uitgevoerd naar aanleiding van een voorstel van de h. Cools om op dit kruispunt een rotonde aan te leggen. Uit de analyse van de dienst kwamen de moeilijkheden naar voren om een dergelijke aanleg uit te voeren (complexiteit van het kruispunt, belangrijke te voorziene inneming, geklasseerde beschermingszone ...). De door de dienst voorgestelde oplossingen waren de invoering van eenrichtingsverkeer in de Maretaklaan om het verkeer op de Prins van Oranjelaan te vergemakkelijken en de installatie van verkeerslichten met eventueel 2 verschillende fasen in de Dolezlaan om het links afslaan te vergemakkelijken.

In 2014 werd een proefproject uitgevoerd in de vorm van een overschrijdbaar middeneiland op het kruispunt Prins van Oranjelaan / Maretaklaan.

Het doel was om de voertuigen afkomstig van de Maretaklaan, die vaak ongecontroleerd het kruispunt opreden, beter te kanaliseren. Na klachten van omwonenden over het ontstaan van meer filevorming in de Prins van Oranjelaan is het eiland verwijderd en niet permanent aangelegd.

In 2015 kreeg het bureau Aries de opdracht om een onderzoek uit te voeren naar het kruispunt. Dit onderzoek omvatte een telactie. Verschillende wegen werden voorgedragen, namelijk :

- markering van voorsorteerstroken op het kruispunt Prins van Oranjelaan. Deze optie werd niet gekozen omwille van de beperkte lengte van de linksafstrook (plaats voor één voertuig) en de moeilijkheden bij het invoegen voor voertuigen komende van de Maretaklaan;
- een verplichting om rechtsaf te slaan voor voertuigen die van de Maretaklaan komen, werd niet gekozen wegens de moeilijkheid om deze verplichting te handhaven zonder fysieke obstakels, moeilijk te realiseren zonder de toegang tot deze laan te beperken en/of moeilijkheden bij het keren voor zwaar verkeer;
- éénrichtingsverkeer invoeren in de Maretaklaan vanaf de Prins van Oranjelaan tot de Maarschalk Neylaan werd door het wijkcomité niet gesteund;
- de voorziening van een voorrangsbord op de Eikenboslaan aan deze optie werd niet gekozen gezien de grote risico's van files op deze laan, vooral tijdens de spitsuren;
- de aanleg van 2 minirotondes of 2 semi-overschrijdbare rotondes (één aan de uitgang van de Eikenboslaan, de andere aan de uitgang van de Prins van Oranjelaan) bij deze optie is technisch niet mogelijk en wordt voor dit type kruispunt afgeraden;

- het gebruik van verkeerslichten bij deze optie had de voorkeur maar is niet uitgevoerd omdat daarvoor de Maretaklaan eenrichtingsverkeer of ten minste een rechtsafverplichting moet zijn.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Réponse QE M. Toussaint Carrefour Dolez-Prince d'Orange-Gui.pdf

23.03.2023/A/0025 **Question écrite de M. Cools : la rue du Bourdon.**

La rue du Bourdon dans son tronçon près de la limite avec Linkebeek est en très mauvais état. Cette situation je l'ai déjà évoquée via une question écrite le 23 mai 2019 et une interpellation le 30 septembre 2021 ainsi que par échange de mail avec l'Echevin des Travaux. Certaines interventions très limitées ont été effectuées mais il reste plusieurs nids de poule à partir du n°385 jusqu'à la limite communale. Les réparations nécessaires ne peuvent-elles être effectuées d'urgence ? L'asphalte est à cet endroit soit fissuré soit a tout simplement disparu et ce sont les anciens pavés qui par endroit émergent. Ce qui produit bruit et vibrations lors du passage des véhicules lourds et en particulier des bus.

En réponse à ma question écrite du 23 mai 2019, le Collège m'indiquait : « La rue du Bourdon dans sa partie haute a déjà fait l'objet d'un mesurage afin de pouvoir lancer l'étude d'un réaménagement complet qui fera l'objet d'une demande de permis d'urbanisme. » L'étude du réaménagement est-elle achevée et une demande de permis d'urbanisme a-t-elle été introduite ? Une concertation avec les habitants a-t-elle eu lieu pour déterminer le projet de réaménagement ?

En réponse à mon interpellation du 30 septembre 2021, l'Echevin des Travaux m'indiquait concernant l'égouttage de cette partie de la rue du Bourdon qui fait toujours défaut : « L'aménagement de l'égout de la rue du Bourdon est prévu pour 2022 ». Visiblement, pour des raisons budgétaires, cet aménagement a été reporté par Vivaqua. Est-il exact que la programmation de ces travaux d'égouttage est maintenant prévue pour 2024 ?

La topographie de la rue ne se prête pas à la circulation de trois lignes de bus qui au surplus ne peuvent se croiser dans sa partie la plus étroite. A tout le moins le trajet du bus 70 qui fait largement doublon avec celui du 43 ne pourrait-il être dévié via le pont du chemin de fer pour rejoindre son terminus du Homborch ?

Le problème du parking est aigu pour les riverains dans cette partie de la rue du Bourdon. Une solution partielle à celui-ci ne pourrait-elle être apportée par là où c'est possible un stationnement avec deux roues sur le trottoir et marquage au sol ad hoc ?

Un stationnement perpendiculaire à la voirie ne pourrait-il être autorisé perpendiculairement à hauteur du n°359 (le décrochage de la voirie qui existe à cet endroit permettrait de garer plus ou moins 5 voitures). Un stationnement perpendiculaire ne pourrait-il aussi être régularisé avant l'arrêt STIB du Vieux Chemin ?

Réponse :

L'étude concernant le réaménagement de la rue du Bourdon, n'a, faute de temps et de

personnel, pas encore démarré.

Cependant, il était convenu que Vivaqua entame les travaux de construction d'un égout dans la rue courant 2023. Il était également convenu qu'en fin de chantier Vivaqua asphalté tout le tronçon de la rue du Bourbon ente le Moensberg et la limite de Linkebeek en application de la convention liant Vivaqua à la commune pour ce type de travaux. Ces travaux comprennent le remplacement de la fondation existante. Pour des raisons budgétaires, Vivaqua a postposé son chantier à 2024, ce qui nous a encore été confirmé dernièrement.

Vu le report de ce chantier et les dégradations du revêtement, le service voirie passera commande à un entrepreneur privé afin d'asphalter les zones les plus critiques. Cet entrepreneur sera plus que probablement désigné par le collège du 21 mars prochain.

Nous espérons réaliser ces travaux rapidement. La période d'exécution des travaux devra être déterminée en accord avec la STIB et en fonction d'autres chantiers dans le secteur. En effet, vu l'étroitesse de la rue, le chantier impliquera une fermeture de celle-ci.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Cools : de Horzelstraat.

De Horzelstraat in het gedeelte nabij de grens met Linkebeek verkeert in een zeer slechte staat. Ik heb deze situatie al vermeld in een schriftelijke vraag van 23 mei 2019 en in een interpellatie van 30 september 2021, alsook in een mailwisseling met de schepen van Werken. Er zijn enkele zeer beperkte ingrepen uitgevoerd maar er zijn nog verschillende putten vanaf nr. 385 tot aan de gemeentegrens. Kunnen de noodzakelijke reparaties niet met spoed worden uitgevoerd ? Het asfalt op deze plek is gescheurd of gewoonweg verdwenen en het zijn de oude straatstenen die op sommige plaatsen tevoorschijn komen. Dit veroorzaakt lawaai en trillingen wanneer zwaar verkeer, met name bussen, passeert.

In antwoord op mijn schriftelijke vraag van 23 mei 2019 heeft het college mij laten weten: "Het bovenste deel van de Horzelstraat is al opgemeten om de studie van een volledige herinrichting te kunnen starten, waarvoor een bouwvergunning zal worden aangevraagd." Is de herinrichtingsstudie afgerond en werd er een bouwaanvraag ingediend ? Is er overleg geweest met de bewoners om het herinrichtingsproject te bepalen ?

In antwoord op mijn vraag van 30 september 2021 zei de schepen van Werken mij over de riolering van dit deel van de Horzelstraat, die nog ontbreekt: "De inrichting van de riolering van de Horzelstraat is gepland voor 2022". Blijkbaar zijn deze werken om budgettaire redenen door Vivaqua uitgesteld. Klopt het dat de rioleringswerken nu gepland zijn voor 2024 ?

De topografie van de straat leent zich niet voor het verkeer van drie buslijnen, die elkaar op het smalste deel van de straat niet kunnen kruisen. Kan op zijn minst de route van de bus 70, die de 43 grotendeels dupliceert, niet worden omgeleid via de spoorbrug naar zijn eindpunt in Homborch ?

Het parkeerprobleem is acuut voor de bewoners in dit deel van de Horzelstraat. Kan dit probleem niet gedeeltelijk worden opgelost in de vorm van parkeren met twee wielen op de stoep en gepaste wegmarkeringen? Zou het mogelijk zijn loodrecht op de weg te parkeren ter hoogte van nummer 359 (de opening in de weg op dit punt zou

het mogelijk maken om min of meer 5 auto's te parkeren) ? Kan er niet ook loodrecht parkeren worden toegestaan voor de MIVB-halte aan de Oude Weg ?

Antwoord :

Door tijd- en personeelsgebrek is het onderzoek naar de herinrichting van de Horzelstraat nog niet gestart.

Wel is afgesproken dat Vivaqua in de loop van 2023 start met de aanleg van een riool in de straat. Ook werd afgesproken dat Vivaqua aan het einde van de werkzaamheden het gehele gedeelte van de Horzelstraat tussen de Moensberg en de grens van Linkebeek zou asfalteren, conform de overeenkomst tussen Vivaqua en de gemeente voor dit soort werkzaamheden. Deze werken omvatten de vervanging van de bestaande fundering.

Om budgettaire redenen heeft Vivaqua deze werken uitgesteld tot 2024, wat ons onlangs is bevestigd.

Gezien het uitstel van deze werken en de verslechtering van het wegdek zal de dienst Wegen een private aannemer opdracht geven om de meest kritieke zones te asfalteren. Deze aannemer zal hoogstwaarschijnlijk op 21 maart door het college worden aangewezen.

We hopen deze werkzaamheden snel te kunnen uitvoeren. De periode van uitvoering van de werkzaamheden zal moeten worden bepaald in overleg met de MIVB en in functie van andere bouwwerken in de sector. Gezien de nauwheid van de straat, zullen de werkzaamheden immers de afsluiting ervan inhouden.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Réponse QE M. Cools - rue du Bourdon.docx

23.03.2023/A/0026

Question écrite de Mme Czekalski : campagne de communication sur les chiens guides dans les commerces.

Malheureusement, nombreuses sont les personnes aveugles et malvoyantes qui accompagnées par leur chien d'assistance se font interdire l'accès à un commerce ou à un restaurant. Et pourtant, des dispositions légales relatives à la discrimination des personnes interdisent au gérant de tout type d'établissement de refuser l'accès à un chien d'assistance.

On ne peut pas interdire l'accès d'un maître avec son chien d'assistance dans un local accessible au public où des denrées alimentaires sont présentes. Un chien d'assistance peut donc non seulement entrer avec son maître dans un restaurant, mais aussi dans une boulangerie, un supermarché, une frieterie, une boucherie, etc.

Nombreuses sont malheureusement encore les personnes qui ne sont pas au courant de ces dispositions légales. Ils ne connaissant pas, ne sont pas au courant et dès lors discriminent ces personnes. Ce chien est pourtant pour leur permettre de se déplacer, d'être autonome, pour leur sécurité, etc.

Pourriez-vous me dire si des campagnes d'informations ou toutes autres démarches de sensibilisation existent pour informer les commerçants ucclois des réglementations en la matière et du rôle des chiens guides ?

Réponse :

Il n'est effectivement pas rare qu'une personne aveugle, accompagnée de son chien-guide, s'entende refuser l'entrée dans les lieux ouverts au public et notamment dans des commerces d'alimentation ou dans les restaurants. La raison évoquée réside principalement dans le fait que des denrées alimentaires y sont traitées et que le commerçant, mettant en exergue des raisons d'hygiène refuse l'entrée du chien dans son établissement.

Ces problématiques sont réglementées à Bruxelles par l'ordonnance du 18 décembre 2008

(http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2008121842&table_name=loi) de la région de Bruxelles-Capitale relative à l'accès des chiens d'assistance dans les lieux ouverts au public et l'arrêté du 22 octobre 2009 (http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&table_name=loi&cn=2009102219) portant exécution de l'ordonnance du 18 décembre 2008 relative à l'accès des chiens d'assistance dans les lieux ouverts au public.

Il est également prévu dans le plan Handistreaming de s'aligner sur les formulations utilisées dans le décret KAMA (en Wallonie) (<https://www.wallonie.be/fr/actualites/les-chiens-dassistance-desormais-bienvenus-dans-les-lieux-publics>).

Les organisations représentant les personnes non-voyantes signalent que, malgré ces réglementations, les refus de laisser entrer les chiens guides persistent ; probablement du fait que les sanctions sont très rares et peu dissuasives. Elles signalent que lorsqu'un conflit apparaît entre une personne en situation de handicap et le représentant d'un lieu ouvert au public, l'idéal est de lui montrer le décret et si cela n'aboutit à aucun accord, de recourir à la police. Encore faut-il que la police puisse venir rapidement sur place pour verbaliser !!

En matière de communication, des campagnes sont sporadiquement organisées par les associations qui représentent et défendent la place de citoyen dans la société des personnes non-voyantes.

Elles sont quelques-unes à Bruxelles (Éqla, La Ligue Braille, Scale Dogs, I See ..) mais ces sensibilisations restent le plus souvent vaines et semblent avoir peu d'impact sur les commerçants. Citons particulièrement les sensibilisations organisées durant la semaine de la Ligue Braille ou encore les distributions d'autocollants par Éqla à destination des commerçants.

En présence des échevins du commerce et de la personne en situation de handicap, la manière d'aborder la question du handicap, l'accessibilité des moins valides aux commerces et notamment la question du chien-guide ont été abordés lors de la dernière réunion du CCCPSH le 13 février dernier. Il a été proposé qu'avec l'aide des associations, un flyer reprenant les obligations et recommandations en matière d'accessibilité des personnes en situation de handicap soit rédigé et envoyé aux associations de commerçants.

Il reste certain que la personne en situation de handicap elle-même doit remplir un rôle d'informateur auprès de son entourage afin de véhiculer avec force et persuasion les prérogatives qui la concerne.

Schriftelijke vraag van Mevr. Czekalski : voorlichtingscampagne voor de geleidehonden in de handelszaken.

Helaas wordt veel blinden en slechtzienenden die zich laten vergezellen door hun geleidehond de toegang tot een winkel of restaurant ontzegd. En toch verbieden wettelijke bepalingen met betrekking tot discriminatie van personen de uitbater van elk soort etablissement de toegang te weigeren aan een geleidehond. Een geleider met zijn geleidehond mag de toegang niet worden geweigerd tot een voor het publiek toegankelijke ruimte waar voeding aanwezig is. Een geleidehond kan dus niet alleen met zijn geleider een restaurant binnengaan, maar ook een bakkerij, een supermarkt, een frituur, een slagerij enz.

Helaas zijn veel mensen nog steeds niet op de hoogte van deze wettelijke bepalingen. Zij weten het niet, zijn zich er niet van bewust en discrimineren daarom deze mensen. Deze hond is echter om hen in staat te stellen zich te verplaatsen, zelfstandig te zijn, voor hun veiligheid enz.

Kunt u mij vertellen of er voorlichtingscampagnes of andere sensibiliseringsacties bestaan om de Ukkelse handelaars te informeren over de regelgeving op dit gebied en de rol van geleidehonden ?

Antwoord :

Het is inderdaad niet ongewoon dat een blinde, vergezeld van zijn geleidehond, de toegang wordt geweigerd tot plaatsen die openstaan voor het publiek en in het bijzonder tot voedingswinkels of restaurants. De reden die daarvoor wordt opgegeven is vooral dat daar voedingsmiddelen worden verwerkt en dat de handelaar om hygiënische redenen weigert de hond in zijn zaak toe te laten.

Deze kwesties worden in Brussel geregeld door de ordonnantie van 18 december 2008

(https://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=nl&la=N&cn=2008121842&table_name=wet) van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de toegang van assistentiehonden tot voor het publiek toegankelijke plaatsen en het decreet van 22 oktober 2009 (https://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=nl&la=N&cn=2009102219&table_name=wet) houdende uitvoering van de ordonnantie van 18 december 2008 betreffende de toegang van assistentiehonden tot voor het publiek toegankelijke plaatsen.

Het Handistreamingplan wil ook aansluiten bij de formulering van het KAMA-decreet (in Wallonië) (<https://www.wallonie.be/fr/actualites/les-chiens-dassistance-desormais-bienvenus-dans-les-lieux-publics>).

Organisaties die blinden vertegenwoordigen melden dat, ondanks deze regelgeving, weigeringen om geleidehonden toe te laten blijven bestaan; waarschijnlijk omdat sancties zeer zeldzaam en weinig afschrikkend zijn. Zij wijzen erop dat wanneer een conflict ontstaat tussen een persoon met een handicap en de vertegenwoordiger van een voor het publiek toegankelijke plaats, de ideale oplossing erin bestaat hem of haar het decreet te tonen en, als dit niet tot een overeenkomst leidt, een beroep te doen op de politie. De politie moet echter snel ter plaatse kunnen komen om te verbaliseren!

Op het gebied van communicatie worden sporadisch campagnes georganiseerd door verenigingen die de plaats van blinden in de samenleving vertegenwoordigen en verdedigen.

Er zijn er enkele in Brussel (Éqla, La Ligue Braille, Scale Dogs, I See enz.) maar deze sensibiliseringsacties zijn vaak tevergeefs en lijken weinig effect te hebben op de handelaars. Met name de sensibiliseringsacties tijdens de week van de Braille Liga of de verspreiding van stickers door Éqla aan handelaars verdienen vermelding.

In aanwezigheid van de schepenen van Handel en de persoon met een handicap werd tijdens de laatste vergadering van het overlegcomité personen met een handicap op 13 februari gesproken over de manier waarop handicap en toegankelijkheid van winkels voor mindervaliden, in het bijzonder de kwestie geleidehonden, werd besproken. Er werd voorgesteld om met de hulp van de verenigingen een flyer op te stellen waarin de verplichtingen en aanbevelingen op het gebied van toegankelijkheid voor personen met een handicap worden uiteengezet en die aan de handelaarsverenigingen wordt overgemaakt.

Het staat vast dat de persoon met een handicap zelf de rol moet vervullen om zijn omgeving met kracht en overtuiging te informeren over zijn voorrechten.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

QE Des campagnes de communications pour informer les commerçants uclois du rôle et de l'importance des chiens d'assistance..docx

23.03.2023/A/0027 **Question écrite de M. Cools : l'enlèvement des animaux morts.**

La commune a dans ses missions légales l'enlèvement des cadavres d'animaux en espace public. Pouvez-vous m'indiquer qui effectue pour la Commune cet enlèvement et l'élimination du cadavre et à quelles conditions financières ? Le sous-traitant de la Commune en la matière est-il désigné par un marché public et si oui de quand date le dernier en la matière ?

Réponse :

Pour l'enlèvement et l'équarrissage des animaux trouvés sur notre territoire, notre service fait appel aux services de la « Croix Bleue de Belgique ».

Ces derniers prennent également en charge des animaux égarés trouvés sur la commune.

La commune d'Uccle et la « Croix Bleue de Belgique » sont liées par une convention renouvelable tacitement d'année en année.

Cette convention a été soumise pour approbation au Conseil communal du 26/11/2020.

Le montant correspond à une somme forfaitaire annuelle égale à 0,20 € par habitant.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Cools : het verwijderen van dode dieren.

De gemeente is wettelijk verantwoordelijk voor het verwijderen van dode dieren uit de openbare ruimte. Kunt u mij zeggen wie deze verwijdering en opruiming voor

rekening van de gemeente uitvoert en tegen welke financiële voorwaarden? Is de onderaannemer van de gemeente in deze kwestie aangewezen door een overheidsopdracht en zo ja, wanneer was de laatste in deze kwestie ?

Antwoord :

Voor de verwijdering en het villen van dieren die op ons grondgebied worden aangetroffen, doet onze dienst een beroep op de diensten van Het Blauwe Kruis van België .

Deze laatste zorgt ook voor zwerfdieren die in de gemeente worden aangetroffen.

De gemeente Ukkel en Het Blauwe Kruis van België zijn gebonden door een overeenkomst die van jaar tot jaar stilzwijgend kan worden verlengd.

Deze overeenkomst werd op 26/11/2020 ter goedkeuring voorgelegd aan de gemeenteraad.

Het bedrag komt overeen met een jaarlijks forfaitair bedrag van € 0,20 per inwoner.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Réponse QE M. Cools sur les animaux morts.docx

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

23.03.2023/A/0028 **Interpellation de M. Cools : le contrôle interne de l'Administration communale.**

M. Cools estime que le contrôle interne de la gestion constitue l'un des éléments de bonne gouvernance de toute organisation, et particulièrement d'une administration communale qui emploie plus de 800 personnes. Un tel contrôle est loin de se limiter à la prévention de la fraude ou du vol, heureusement tout à fait exceptionnels au sein de l'administration communale d'Uccle. Il s'agit d'abord d'un outil de gestion qui contribue à l'évaluation, au suivi et au contrôle des différentes activités d'une organisation et concourt ainsi à la réalisation de ses objectifs.

Après avoir exposé le dispositif des articles 263-11 à 263-13 du titre VIbis de la Nouvelle loi communale, consacrés aux obligations des communes en matière de contrôle interne, M. Cools conclut que le contrôle interne n'est pas totalement absent à Uccle mais est loin d'y être suffisant.

De nombreuses obligations imposées par les articles précités de la loi communale ne sont pas appliqués. En effet, le Conseil communal ne s'est jamais prononcé sur le cadre général du système de contrôle interne et n'a jamais reçu un rapport sur l'organisation et le fonctionnement de ce contrôle.

Comment est organisé le contrôle interne au sein de l'administration communale ? Qui en est chargé ? Des rapports sur ce contrôle sont-ils disponibles ? Quelles initiatives le Collège compte-t-il prendre dans les meilleurs délais pour respecter les obligations en matière de contrôle interne qui découlent des articles 263-11 à 263-13 de la Nouvelle loi communale ?

Mme l'échevin Delwart confirme que des articles relatifs au contrôle interne ont été insérés dans la Nouvelle loi communale en 2009.

Elle reconnaît néanmoins que la commune ne dispose pas encore à ce jour d'un système complet de contrôle interne.

Toutefois, l'administration communale applique déjà de facto des procédures de contrôle interne.

La gestion des dossiers dans le système BOS inclut un dispositif d'approbation par le

chef de service, le responsable de département, la Secrétaire communale, l'échevin compétent.

Les procédures de marchés publics requièrent le visa des experts, du service du Receveur et de la Centrale des marchés sur toute une série de documents.

Une borne cash a été installée au sein de l'administration pour limiter la circulation de l'argent liquide et les caisses de cash sont progressivement remplacées dans les services qui en sont pourvues par un système de cartes prépayées, afin d'améliorer le contrôle et le suivi.

Le site internet comporte l'exposé de toute une série de procédures et les agents chargés des contrôles ont accès à des vadémécums disponibles en ligne.

L'ERAP organise des formations en ce domaine. Le Secrétaire communal adjoint y a d'ailleurs suivi en 2019 une formation consacrée à la problématique de la gestion des stocks, qui nécessite précisément des améliorations en matière de contrôle interne.

Le processus de recrutement d'un agent chargé du contrôle interne est en cours, dans la perspective d'une coordination des dispositifs de contrôle au sein de l'administration communale.

Le déménagement des services au sein du nouveau bâtiment administratif, la crise sanitaire ainsi que l'absence pour convenances personnelles du Secrétaire communal adjoint, chargé de ce dossier, ont retardé la mise en place du cadre adéquat mais le Collège est résolu à professionnaliser le contrôle interne au sein de l'administration, de manière à se conformer aux exigences de la Nouvelle loi communale.

M. Cools souhaite que la mission de ce chargé du contrôle interne ne se limite pas à une vérification de la légalité des procédures mais débouche sur une réelle évaluation des politiques publiques et que les rapports établis par cet agent soient soumis au Conseil communal afin qu'il en débattenne.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : de interne controle van het Gemeentebestuur.

De h. Cools is van mening dat de interne beheerscontrole een van de elementen van goed bestuur is in elke organisatie en in het bijzonder in een gemeentebestuur met meer dan 800 werknemers. Deze controle beperkt zich geenszins tot het voorkomen van fraude of diefstal, die binnen het gemeentebestuur van Ukkel gelukkig vrij uitzonderlijk zijn. Het is in de eerste plaats een beheersinstrument dat bijdraagt tot de evaluatie, het toezicht en de controle op de verschillende activiteiten van een organisatie en aldus bijdraagt tot de verwezenlijking van haar doelstellingen.

Na uitleg over de bepalingen van artikels 263-11 t.e.m. 263-13 van titel VIbis van de Nieuwe Gemeentewet (verplichtingen van gemeentes inzake interne controle) concludeert de h. Cools dat de interne controle in Ukkel niet geheel afwezig is, maar verre van toereikend.

Veel van de verplichtingen die de vermelde artikels opleggen, worden niet toegepast. De gemeenteraad heeft zich immers nooit uitgesproken over het algemene kader van de interne controle en heeft nooit een verslag ontvangen over de organisatie en de werking van deze controle.

Hoe is de interne controle binnen het gemeentebestuur georganiseerd ? Wie is ervoor verantwoordelijk ? Zijn er verslagen over deze controle beschikbaar ? Welke initiatieven zal het college zo spoedig mogelijk nemen om te voldoen aan de verplichtingen op het gebied van deze verplichte interne controle ?

Schepen Delwart bevestigt dat in 2009 artikel inzake interne controle in de Nieuwe Gemeentewet werden opgenomen.

Zij erkent echter dat de gemeente nog geen volledig intern controlesysteem heeft.

Wel past het gemeentebestuur de facto al procedures voor interne controle toe. Het beheer van de dossiers in het BOS-systeem omvat een systeem van goedkeuring door het diensthoofd, de verantwoordelijke van het departement, de gemeentesecretaris en de bevoegde schepen. De procedures voor overheidsopdrachten vereisen de goedkeuring van deskundigen, de dienst van de Ontvanger en de Opdrachtcentrale voor een hele reeks documenten. Binnen het bestuur is een geldautomaat geïnstalleerd om de circulatie van contant geld te beperken en de geldkistjes worden geleidelijk vervangen in de diensten die er over beschikken door een systeem van voorafbetaalde kaarten om de controle en het toezicht te verbeteren. De website vermeldt een reeks procedures en de controleambtenaren hebben toegang tot online vademecums. De GSOB organiseert opleidingen op dit gebied. In 2019 heeft de adjunct-gemeentesecretaris een opleiding gevolgd over voorraadbeheer, waarvoor verbeteringen in de interne controle nodig zijn. Er wordt gewerkt aan de aanwerving van een interne controleur om de controlemechanismen binnen het gemeentebestuur te coördineren. De verhuizing van de diensten naar het nieuwe administratieve gebouw, de gezondheidscrisis en de afwezigheid om persoonlijke redenen van de adjunct-gemeentesecretaris, belast met dit dossier, hebben de invoering van het passende kader vertraagd maar het college is vastbesloten de interne controle binnen het bestuur te professionaliseren om te voldoen aan de eisen van de nieuwe gemeentewet.

De h. Cools hoopt dat de opdracht van deze interne controle zich niet zal beperken tot het verifiëren van de wettigheid van de procedures maar echter zal leiden tot een echte evaluatie van het overheidsbeleid en dat de door deze ambtenaar opgestelde verslagen ter bespreking aan de gemeenteraad voorgelegd zullen worden.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
Interpellation sur le contrôle interne.docx

23.03.2023/A/0029 **Interpellation de M. Godefroid : la sécurité des cyclistes.**

Le point est reporté.

Interpellatie van de h. Godefroid : de veiligheid van de fietsers.

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage
BGO_int_SécuCycliste.pdf

23.03.2023/A/0030 **Interpellation de M. Cools : l'Ecole régionale d'administration publique et les formations.**

M. Cools rappelle que l'Ecole régionale d'administration publique (ERAP) assure diverses formations à destination des agents communaux, dont la formation au

management.

En tant que facilitateur de changement, l'ERAP a développé un dispositif de coaching afin de soutenir les administrations dans ces défis d'une gestion publique performante, efficiente et transparente.

Les communes et les CPAS sont représentés tant au Conseil d'administration qu'à l'Assemblée générale. Les bourgmestres représentent leur commune à cette assemblée générale.

Selon la note de politique générale du CPAS pour son budget 2023, l'ERAP n'organise plus sa formation en management public. Le Collège peut-il en indiquer les raisons ? Cette formation était organisée depuis des années et avait fait ses preuves. Les fonctionnaires communaux qui la réussissaient bénéficiaient même d'une prime spéciale approuvée par le Conseil communal. Cette formation avait remplacé les formations en Droit administratif organisées par le passé au niveau provincial.

Qu'est-ce qui remplace aujourd'hui ce type de formation ?

Quelles sont les formations de l'ERAP auxquelles la commune fait appel ?

La commune a-t-elle recours aux dispositifs de coaching qu'offre l'ERAP, notamment dans des domaines tels que la planification stratégique et le contrôle interne ?

Mme l'échevin Delwart explique que l'ERAP a récemment dû faire face à des difficultés organisationnelles et financières.

Le champ des missions de l'ERAP a été élargi à l'initiative du Gouvernement régional, contraignant donc celle-ci à faire des choix restrictifs. Mme l'échevin confirme que le Conseil d'administration est effectivement composé de représentants communaux et du CPAS; la commune d'Uccle est membre de l'Assemblée générale comme l'ensemble des communes et des CPAS mais elle ne siège pas au Conseil d'administration.

Le Covid a également participé à la décision de mettre un terme à l'organisation de la formation en Management public. L'ERAP a été contrainte de donner la priorité aux formations qui donnent une certification, et qui permettent à un certain nombre d'agents d'accéder à des promotions.

L'ERAP n'a pas encore annoncé la réouverture de la formation Management public mais la prime octroyée aux agents qui l'ont réussie par le passé est bien toujours d'actualité. Cette formation n'avait en fait pas remplacé la formation de Droit administratif, qui d'ailleurs existe toujours.

L'administration encourage un maximum de ses agents communaux à suivre la formation Agents Entrants donnée à l'ERAP.

M. Cools suggère que dans le cas où la formation en Management public ne devrait pas être reprogrammée, la commune fasse appel à un autre opérateur qui pourrait l'organiser.

M. Cools relaie ensuite une information selon laquelle l'ERAP ne répondrait pas toujours aux attentes des agents communaux, car ses formations seraient trop théoriques.

Il invite le Collège à veiller à ce que l'ERAP réponde aux attentes des administrations communales.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : Gewestelijke School voor Openbaar Bestuur en de opleidingen.

De h. Cools herinnert eraan dat de Gewestelijke School voor Openbaar Bestuur (GSOB) verschillende opleidingen voor gemeentepersoneel aanbiedt, waaronder managementopleidingen.

Als facilitator van verandering heeft de GSOB een coachingsysteem ontwikkeld om besturen te ondersteunen bij de uitdagingen van een effectief, efficiënt en transparant openbaar beheer.

Gemeentes en OCMW's zijn vertegenwoordigd in zowel het bestuur als de algemene vergadering. De burgemeesters vertegenwoordigen hun gemeentes in de algemene vergadering.

Volgens de algemene beleidsnota van het OCMW voor zijn begroting 2023 zal de GSOB niet langer zijn opleidingen publiek management organiseren. Kan het college de redenen hiervoor toelichten ? Deze opleiding werd al jaren georganiseerd en had zijn nut bewezen. Gemeenteambtenaren die voor deze opleiding slaagden, kregen zelfs een speciale premie die door de gemeenteraad was goedgekeurd. Deze opleiding verving de opleiding administratief recht die in het verleden op provinciaal niveau werd georganiseerd.

Wat vervangt dit type opleiding vandaag ?

Van welke GSOB-opleidingen maakt de gemeente gebruik ?

Maakt de gemeente gebruik van de coachingdiensten van de GSOB, met name op gebieden als strategische planning en interne controle ?

Schepen Delwart legt uit dat de GSOB recentelijk te maken heeft gehad met organisatorische en financiële problemen.

Het takenpakket van de GSOB is op initiatief van de gewestelijke overheid uitgebreid waardoor de GSOB gedwongen is beperkende keuzes te maken. De schepen bevestigde dat de raad van bestuur inderdaad is samengesteld uit vertegenwoordigers van gemeentes en OCMW's; de gemeente Ukkel is lid van de algemene vergadering zoals alle gemeentes en OCMW's maar heeft geen zitting in de raad van Bestuur.

COVID was ook betrokken bij de beslissing om de organisatie van de opleiding publiek management stop te zetten. De GSOB zag zich genoodzaakt voorrang te geven aan opleidingen die tot certificering leiden en waarmee een aantal personeelsleden kan worden bevorderd.

De GSOB heeft de heropening van de opleiding publiek management nog niet aangekondigd maar de premie die wordt toegekend aan personeel dat deze opleiding in het verleden met succes heeft afgerond, blijft bestaan. Deze cursus is namelijk niet in de plaats gekomen van de cursus administratief recht, die nog steeds bestaat.

Het bestuur moedigt zoveel mogelijk van zijn lokale personeelsleden aan om de bij de GSOB gegeven opleiding voor nieuwe ambtenaren te volgen.

De h. Cools stelt voor dat, als de opleiding publiek management niet opnieuw wordt voorzien, de gemeente een beroep moet doen op een andere operator die de opleiding kan organiseren.

Volgens hem zou de GSOB niet altijd aan de verwachtingen van het gemeentepersoneel voldoen omdat de opleidingen te theoretisch zijn.

Hij verzoekt het college ervoor te zorgen dat de GSOB aan de verwachtingen van het gemeentebestuur voldoet.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation ERAP.docx

23.03.2023/A/0031 **Interpellation de M. Hayette : le stationnement gratuit.**

M. Hayette déplore le fait que les citoyens uclois préfèrent aller faire leurs courses

en dehors de la Région bruxelloise où le stationnement est gratuit plutôt que dans le centre d'Uccle. Il énonce alors les deux solutions habituelles pour réguler le stationnement :

- augmenter le prix des places de parking en voirie,
- limiter la durée du stationnement.

Conscient qu'il est complexe de proposer une solution équilibrée en matière de stationnement, M. Hayette salue la volonté de la commune d'Uccle de garder une certaine indépendance par rapport à Parking Brussels, l'Agence Régionale bruxelloise du stationnement, et il invite le Conseil à la réflexion pour trouver des solutions originales afin de réconcilier commerçants et visiteurs.

M. Cohen suggère à M. Hayette de porter cette suggestion à la Région, car bien que la commune soit totalement indépendante vis-à-vis de parking.brussels, l'Agence Régionale bruxelloise du stationnement impose tout de même quelques règles et des tarifs, qui ont été augmentés. M. Cohen rappelle qu'il avait proposé une heure de stationnement gratuit pendant les périodes de soldes ou lors de travaux de longue durée.

M. Desmet rappelle que le stationnement payant n'est pas une mesure récente sur le territoire de la commune d'Uccle.

Selon M. Desmet, le fait que des centres commerciaux aient fleuri en périphérie des villes a participé au déclin commercial des centres-villes. Il ajoute que le stationnement est parfois également payant dans ces centres commerciaux.

M. Desmet invite le Conseil à observer les centres-villes où la volonté est de décourager voire d'interdire les voitures; il cite l'exemple du piétonnier de Bruxelles-Ville où l'activité commerçante se porte bien, et propose une offre de magasins plus diversifiée que celle des centres commerciaux. Dans ces zones, les commerçants apprécient ce stationnement payant.

M. Cools juge qu'il est un peu simpliste de suggérer d'aller à la Région pour résoudre les enjeux de stationnement. Cela laisserait sous-entendre que la commune n'a aucune maîtrise sur ses politiques de stationnement. Il confirme que la Région impose un certain nombre de mesures notamment en faveur du relèvement, excessif selon lui, des tarifs d'horodateurs.

Certaines communes sont entièrement en zone bleue, d'autres sont entièrement en zone payante. La commune d'Uccle a opté pour une solution équilibrée.

M. De Bock affirme qu'il n'existe pas de solution idéale pour une commune de seconde couronne. Les enjeux du centre-ville ne sont pas ceux d'une commune telle qu'Uccle, où la couverture de transports publics est limitée.

Il considère deux options possibles :

- un stationnement imposant le disque bleu;
- un stationnement régulé par la présence d'horodateurs sur la totalité de son territoire.

M. De Bock invite le Conseil à réfléchir de manière cohérente. Les horodateurs forcent à une plus forte rotation que les zones bleues mais il se demande s'ils sont réellement nécessaires partout.

M. l'échevin Wyngaard entend la suggestion de M. Hayette de transformer l'ensemble des zones de stationnement en zones bleues. Il rappelle que la plupart des dispositions prises au niveau local répondent à un cadre fixé par la Région et il estime sensé de travailler en harmonie sur l'ensemble du territoire et avec le reste de la Région.

Il rappelle que M. Hayette avait suggéré de diversifier l'offre des applications en matière de stationnement, et que cela a été fait, afin d'harmoniser les moyens de

paiement avec les communes avoisinantes. M. Wyngaard juge donc cohérent de maintenir une certaine marge de manœuvre entre les communes.

Certaines communes de seconde couronne sont effectivement en zone bleue, mais il s'agit en général de communes où il n'y a que peu ou pas de quartiers commerçants. Uccle est une exception en la matière, puisqu'elle dispose de pôles commerçants très importants.

M. l'échevin rappelle les 2 objectifs principaux de la politique de stationnement actuelle :

- garantir une rotation fréquente dans les quartiers commerçants;
- garantir au maximum du stationnement pour les riverains à proximité de leur domicile.

Il rappelle la situation compliquée qu'ont connue les commerçants pendant et après le confinement, où des associations de commerçants ont demandé de re-réglementer au plus vite certains secteurs car ils subissaient trop les désagréments de véhicules dits « ventouse ».

La réforme approuvée par la majorité régionale permet d'interdire à un citoyen de posséder plusieurs cartes de stationnement dans l'espace public, résolvant les problèmes de pression que peuvent connaître les habitants du nord de la commune. Pour ce qui est des tarifs de stationnement dans les zones commerçantes, il a été décidé que les zones rouges deviennent des zones orange à partir du 1^{er} mai, empêchant ainsi la hausse des tarifs dans ces zones-là. Les tarifs des zones vertes seront cependant augmentés.

M. l'échevin précise aussi que la volonté du Collège est également d'améliorer l'offre de transports en commun pour aller dans le quartier commerçant d'Uccle-Centre, puisque c'est le moyen de déplacement privilégié par une écrasante majorité de clients.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Hayette : het gratis parkeren.

De h. Hayette betreurt het dat de inwoners van Ukkel liever buiten het Brussels gewest gaan winkelen (waar parkeren gratis is) dan in het centrum van Ukkel. Hij geeft twee gebruikelijke oplossingen om het parkeren te reguleren :

- verhoging van de prijs van parkeerplaatsen op straat;
- beperking van de parkeerduur.

Hij is zich ervan bewust dat het ingewikkeld is om een evenwichtige oplossing voor het parkeren voor te stellen en is verheugd over de wil van de gemeente Ukkel om een zekere onafhankelijkheid te bewaren ten opzichte van Parking Brussels (Gewestelijk Parkeeragentschap) en verzoekt de raad na te denken over originele oplossingen om handelaars en bezoekers met elkaar te verzoenen.

De h. Cohen stelt de h. Hayette voor deze suggestie aan het Gewest voor te leggen want hoewel de gemeente volledig onafhankelijk is van Parking Brussels, legt dit parkeeragentschap nog steeds bepaalde regels en tarieven op, die verhoogd werden. Hij herinnert eraan dat hij had voorgesteld een uur gratis te kunnen parkeren tijdens verkoopsperiodes of bij lange werkzaamheden.

De h. Desmet herinnert eraan dat betalend parkeren geen recente maatregel is in de gemeente Ukkel.

Volgens de h. Desmet heeft de opkomst van winkelcentra aan de rand van de stad bijgedragen tot de commerciële achteruitgang van de stadscentra. Hij voegde eraan toe dat in deze winkelcentra soms ook parkeergeld moet worden betaald.

De h. Desmet verzoekt de raad te kijken naar stadscentra waar het de bedoeling is

auto's te ontmoedigen of zelfs te verbieden; hij noemt het voorbeeld van de voetgangerszone van Brussel-Stad waar de commerciële activiteit goed verloopt en waar een meer gediversifieerd winkelaanbod is dan in de winkelcentra. In deze zones stellen de handelaars het betaald parkeren op prijs.

De h. Cools vindt het een beetje simplistisch om voor te stellen naar het Gewest te stappen om de parkeerproblemen op te lossen. Dit zou impliceren dat de gemeente geen controle heeft over haar parkeerbeleid. Hij bevestigt dat het Gewest een aantal maatregelen oplegt, met name ten gunste van de volgens hem buitensporige verhoging van de tarieven van de parkeerautomaten.

Sommige gemeentes bevinden zich volledig in de blauwe zone, andere volledig in de betalende zone. De gemeente Ukkel heeft gekozen voor een evenwichtige oplossing.

De h. De Bock zegt dat er geen ideale oplossing is voor een gemeente in de tweede ring. De uitdagingen van het stadscentrum zijn niet die van een gemeente als Ukkel, waar de dekking van het openbaar vervoer beperkt is.

De h. De Bock overweegt twee mogelijke opties :

- parkeren met blauwe schijven;
- parkeren gereguleerd door parkeerautomaten in het hele gebied.

Hij verzoekt de raad coherent te denken. De parkeerautomaten dwingen een hogere rotatie af dan de blauwe zones maar de h. De Bock vraagt zich af of ze echt overal nodig zijn.

Schepen Wyngaard hoort de suggestie van de h. Hayette om alle parkeerzones om te vormen tot blauwe zones. Hij herinnerde eraan dat de meeste bepalingen op lokaal niveau overeenkomen met een door het Gewest vastgesteld kader en het leek hem zinvol om op het hele grondgebied en met de rest van het gewest in harmonie samen te werken.

Hij herinnert eraan dat de h. Hayette heeft voorgesteld het gamma van parkeertoepassingen te diversifiëren en dat dit is gebeurd om de betaalmiddelen te harmoniseren met de buurgemeenten. De h. Wyngaard vindt het dus coherent om een zekere bewegingsruimte tussen de gemeentes te behouden.

Sommige gemeentes in de tweede ring liggen inderdaad in een blauwe zone, maar dat zijn over het algemeen gemeentes waar weinig of geen handelswijken zijn. Ukkel is in dit opzicht een uitzondering omdat het zeer belangrijke handelscentra heeft.

De schepen herinnerde aan de twee hoofddoelstellingen van het huidige parkeerbeleid :

- het garanderen van frequente roulatie in de handelswijken;
- het garanderen van zoveel mogelijk parkeergelegenheid voor de bewoners in de buurt van hun woning.

Hij herinnert aan de ingewikkelde situatie van de handelaars tijdens en na de lockdown, toen handelsverenigingen vroegen om bepaalde sectoren zo snel mogelijk opnieuw te reguleren omdat ze te veel last hadden van de overlast van de zogenaamde "langparkeerders".

De door de gewestelijke meerderheid goedgekeurde hervorming maakt het mogelijk een burger te verbieden meerdere parkeerkaarten in de openbare ruimte te bezitten, waardoor de problemen van druk die de inwoners van het noorden van de gemeente kunnen ondervinden, worden opgelost. Wat de parkeertarieven in de handelscentra betreft, is besloten dat de rode zones vanaf 1 mei oranje zones worden, zodat de tarieven in deze gebieden niet worden verhoogd. De tarieven in de groene zones worden wel verhoogd.

De schepen wijst er ook op dat het college ook het openbaar vervoer naar het handelscentrum Ukkel-Centrum wil verbeteren omdat dit voor de overgrote meerderheid van de klanten het favoriete vervoermiddel is.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation stationnement gratuit.docx

Cécile Egrix quitte la séance / verlaat de zitting.

Hans Marcel Joos Van de Cauter quitte la séance / verlaat de zitting.

Boris Dilliès préside la séance / zit de zitting voor.

23.03.2023/A/0032 **Interpellation de Mme Czekalski : le déploiement des communautés d'énergie.**

Mme Czekalski tient à faire part des informations partagées lors d'un séminaire auquel elle a assisté, sur le potentiel et les défis des communautés d'énergie, organisé, entre autres par l'ULB, Binhôme et Energy4Commons.

Lors de ce séminaire, les différentes possibilités de production et de partage d'énergie avec son quartier ont été évoquées, occasionnant des tarifs plus stables voire réduits. Une communauté d'énergie est un partage d'énergie entre au moins un producteur et plus d'un consommateur participant. Il existe plusieurs types de communautés d'énergie :

- les communautés d'énergie citoyennes;
- les communautés d'énergie renouvelable;
- les communautés d'énergie locale.

Ces configurations permettent aux communautés d'énergie d'être composées de certains membres ou non, d'être tenues ou non à produire de l'électricité renouvelable, à fournir certains services plutôt que d'autres, etc. En résumé, il s'agit d'un groupe de citoyens et/ou d'autorités locales et/ou de PME qui se trouvent à proximité des projets élaborés par la communauté. Ce groupe produit et consomme et/ou partage et/ou stocke et/ou fournit de l'électricité renouvelable (mais pas systématiquement) et/ou fournit des services énergétiques et/ou recharge des véhicules électriques.

Plusieurs projets pilotes ont vu le jour ces dernières années en région bruxelloise, notamment les communautés mises en place dans le quartier du Coin du Balai à Watermael-Boitsfort, l'échappée près de Tour & Taxis, Volta-Taqa dans le quartier Boondael à Ixelles, etc.

Les avantages de ces communautés d'énergie sont nombreux. L'objectif de l'autoconsommation collective vise à permettre à un ou plusieurs producteurs de partager le surplus d'énergie verte et locale avec une communauté de voisins, qui en bénéficie à un tarif intéressant. Ce principe est également avantageux pour le producteur, car il peut revendre son surplus d'énergie à un tarif plus élevé qu'il ne le fait actuellement auprès d'un fournisseur commercial. Le principe d'autoconsommation collective rend l'énergie renouvelable accessible à tous et permet de participer à l'atteinte des objectifs climatiques en réduisant les émissions de CO₂.

Les communautés d'énergie répondent également à des enjeux sociaux en diminuant la précarité énergétique. En effet, un ménage bruxellois qui n'a pas la capacité financière de passer au solaire peut également bénéficier de cette énergie renouvelable à moindre coût.

Il semblerait qu'il n'y ait pas actuellement de projets de communautés d'énergie à Uccle.

Le Collège pourrait-il dresser un état des lieux des projets et perspective en matière de déploiement de communautés d'énergie sur le territoire ucclois ?

Quels sont les contacts et collaborations (actuelles et futures) entre la commune, les opérateurs (Brugel, Energie Commune,..) et les différents pouvoirs publics (Sibelga,

Bruxelles-Environnement, etc.) ?

M. l'échevin Biermann explique que c'est l'ordonnance relative au marché de l'électricité du 17 mars 2022 en région bruxelloise qui régit cette question et qu'elle se fonde sur 2 directives européennes de 2018 et 2019. Ces directives européennes établissent 2 types de communauté d'énergie :

- la communauté d'énergie renouvelable;
- la communauté d'énergie citoyenne.

L'ordonnance du 17 mars prévoit un 3^{ème} type de communauté qui est spécifique à la région bruxelloise, c'est la communauté d'énergie locale. Cette communauté d'énergie locale porte uniquement sur l'électricité renouvelable et peut réunir des citoyens, des PME et des pouvoirs publics.

À ce jour, il n'existe pas de communauté d'énergie effective à Uccle mais des projets sont en cours d'élaboration et le conseiller Énergie au sein du service communal Facility Management travaille sur ces questions depuis l'adoption de l'ordonnance.

Il faut savoir qu'il y a toujours des frais de réseau puisque, quand il y a production d'électricité, c'est l'infrastructure du réseau qui permet de transporter l'électricité vers les membres. Les tarifs sont différents si on reste dans le cadre de la même borne basse tension ou si on doit passer à travers plusieurs bornes ou éventuellement même des bornes haute tension; et cela nécessite aussi le placement de compteurs intelligents. Par ailleurs, le principe est que le producteur d'énergie la destine d'abord à l'autoconsommation et donc il faut aussi qu'il y ait un autre membre qui ait besoin de consommer de l'électricité au moment où le producteur n'en consomme pas lui-même. Il y a donc plusieurs conditions qui doivent être rencontrées. C'est la raison pour laquelle la mise en place d'une communauté d'énergie implique malgré tout le maintien d'un contrat avec un fournisseur d'électricité de type classique.

À l'échelle de la commune d'Uccle, cela présenterait un intérêt social, économique et environnemental mais il faut le comparer à la situation existante, et c'est ce que le Collège a fait jusqu'à présent. Sur le territoire communal, il existe 14 installations de panneaux photovoltaïques qui totalisent une puissance de 429 kWc; il y a 2617 m² de panneaux solaires sur l'ensemble des bâtiments communaux. Une partie seulement a été installée sur fonds propres de la commune et un très grand nombre de panneaux a été placé dans le cadre de la convention Solarclick. La commune n'est donc pas propriétaire de ces installations, ce qui signifie que la commune ne peut pas disposer de la surconsommation d'énergie car la convention Solarclick ne le permet pas. La commune ne peut dès lors compter que sur la production des panneaux qui sont au 25 rue Auguste Danse ou sur les toitures des écoles de Calevoet, du Centre, du Homborch, du Longchamp, du Val Fleuri, de Messidor et sur le bâtiment du 160 Stalle.

La plus grosse partie de la production solaire est donc liée à Solarclick, à savoir 184 MWh; et la production « communale » est de 87 MWh; après soustraction de l'autoconsommation, l'on constate que sur les installations citées, au total il reste 19 MWh par an à redistribuer, alors que sur les installations Solarclick il serait possible de disposer de 42 MWh. Donc, la commune ne disposerait que de 30% du solde d'énergie ainsi produite. Il y a donc un intérêt économique certain puisque cela permet de diminuer de 30 à 50 % en fonction du nombre de bornes qu'on doit passer et donc la rétribution du gestionnaire de réseau peut représenter une diminution importante pour les consommateurs qui sont membres de la communauté mais si on répartit cela sur la réalité des toitures qui sont équipées, on se rend compte par exemple que dans le quartier du Homborch on aurait un solde annuel de 2900 KWh par an; s'il y avait division par le nombre de logements de Binhôme ainsi qu'un partenariat, cela représenterait une économie de l'ordre de 10 € par ménage et par an.

Pour l'instant, la possibilité de le faire dans les quartiers du Homborch, et à Uccle-Centre sont à l'étude, ainsi que pour les bâtiments d'angle des logements communaux

Stalle/Neerstalle. Des projets et des analyses sont donc en cours.

Mme Czekalski remercie M. l'échevin et estime que c'est sous l'impulsion des pouvoirs publics qu'il sera possible de maximiser l'impact concret de ce genre d'initiative. Elle comprend que ce sont des structures assez complexes à mettre en place.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Czekalski : de inzet van energiegemeenschappen.

Mevr. Czekalski wil graag informatie delen van een seminarie dat zij heeft bijgewoond over de mogelijkheden en uitdagingen van energiegemeenschappen, georganiseerd door onder andere de ULB, Binhôme en Energy4Commons.

Tijdens dit seminarie werden de verschillende mogelijkheden besproken om energie te produceren en te delen met de wijk, met stabielere of zelfs lagere tarieven tot gevolg. Een energiegemeenschap is het delen van energie tussen ten minste één producent en meer dan één deelnemende consument. Er zijn verschillende soorten energiegemeenschappen:

- burgerlijke energiegemeenschappen;
- hernieuwbare energiegemeenschappen;
- lokale energiegemeenschappen.

Deze configuraties maken het mogelijk dat energiegemeenschappen al dan niet uit bepaalde leden bestaan, al dan niet verplicht zijn om hernieuwbare elektriciteit te produceren, bepaalde diensten leveren in plaats van andere enz. Kortom, het gaat om een groep burgers en/of lokale overheden en/of KMO's die zich vlakbij de door de gemeenschap ontwikkelde projecten bevinden. Deze groep produceert en verbruikt en/of deelt en/of bewaart en/of levert hernieuwbare elektriciteit (maar niet systematisch) en/of levert energiediensten en/of laadt elektrische voertuigen op.

De afgelopen jaren zijn in het Brusselse gewest verschillende proefprojecten opgezet, waaronder de gemeenschappen die zijn opgezet in de wijk Coin du Balai in Watermaal-Bosvoorde, l'Échappée bij Tour & Taxis, Volta-Taqa in de wijk Boondael in Elsene enz.

De voordelen van deze energiegemeenschappen zijn talrijk. Het doel van collectieve zelfconsumptie is een of meer producenten in staat te stellen hun overschot aan groene en lokale energie te delen met een gemeenschap van burens, die er tegen een aantrekkelijk tarief van profiteren. Dit principe is ook voordelig voor de producent, omdat hij zijn overtollige energie tegen een hoger tarief kan doorverkopen dan nu bij een commerciële leverancier. Het principe van collectieve zelfconsumptie maakt duurzame energie toegankelijk voor iedereen en draagt bij aan de klimaatdoelstellingen door het terugdringen van de CO2-uitstoot.

Energiegemeenschappen spelen ook in op sociale problemen door de energiearmoede te verminderen. Een Brussels gezin dat niet over de financiële mogelijkheden beschikt om over te schakelen op zonne-energie, kan immers ook profiteren van deze hernieuwbare energie tegen lagere kosten.

Het lijkt erop dat er momenteel geen projecten voor energiegemeenschappen in Ukkel zijn.

Kan het college een overzicht geven van de projecten en vooruitzichten voor de ontplooiing van energiegemeenschappen in Ukkel ?

Wat zijn de contacten en samenwerkingsverbanden (huidige en toekomstige) tussen de gemeente, de operatoren (Brugel, Energie Commune enz.) en de verschillende overheidsinstanties (Sibelga, Leefmilieu Brussel enz.) ?

Schepen Biermann legt uit dat de ordonnantie betreffende de elektriciteitsmarkt van

17 maart 2022 in het Brussels Gewest deze kwestie regelt en dat ze gebaseerd is op 2 Europese richtlijnen van 2018 en 2019. Deze Europese richtlijnen stellen 2 soorten energiegemeenschappen in:

- de gemeenschap voor hernieuwbare energie;
- de burgerlijke energiegemeenschap.

De ordonnantie van 17 maart voorziet in een derde soort gemeenschap die specifiek is voor het Brussels Gewest, de lokale energiegemeenschap. Deze lokale energiegemeenschap houdt zich alleen bezig met hernieuwbare elektriciteit en kan burgers, KMO's en overheden samenbrengen.

Tot op heden bestaat er in Ukkel nog geen echte energiegemeenschap maar er worden projecten ontwikkeld en de energieadviseur van de gemeentedienst Facility Management houdt zich sinds de goedkeuring van de ordonnantie hiermee bezig.

Er zullen altijd netwerkkosten zijn omdat, wanneer elektriciteit wordt geproduceerd, het de netwerkinfrastructuur is waarmee de elektriciteit naar de leden kan worden getransporteerd. De tarieven zijn verschillend als men binnen dezelfde laagspanningsterminal blijft of via verschillende terminals of eventueel zelfs hoogspanningsterminals moet passeren; en dit vereist ook de installatie van slimme meters. Bovendien is het principe dat de energieproducent de energie in de eerste plaats gebruikt voor eigen verbruik en dat er dus ook een ander lid moet zijn dat elektriciteit moet verbruiken wanneer de producent dat niet doet. Er zijn dus verschillende voorwaarden waaraan moet worden voldaan. Daarom impliceert de oprichting van een energiegemeenschap ondanks alles het behoud van een contract met een traditionele elektriciteitsleverancier.

Op de schaal van de gemeente Ukkel zou dit van sociaal, economisch en ecologisch belang zijn. Er zijn 14 fotovoltaïsche paneelinstallaties in de gemeente met een totaal vermogen van 429 kWc; er is 2617 m² aan zonnepanelen op alle gemeentegebouwen. Slechts een deel van deze panelen is geïnstalleerd met eigen middelen van de gemeente en een zeer groot aantal panelen is geïnstalleerd in het kader van de Solarclick-overeenkomst. De gemeente is geen eigenaar van deze installaties, wat betekent dat de gemeente niet over het overtollige energieverbruik kan beschikken omdat de Solarclick-overeenkomst dit niet toelaat. De gemeente kan dus enkel rekenen op de productie van de panelen aan de Auguste Dansestraat 25 of op de daken van de scholen Calevoet, Centre, Homborch, Longchamp, Val Fleuri, Messidor en het gebouw Stalle 160.

Het grootste deel van de zonneproductie is dus gekoppeld aan Solarclick, namelijk 184 MWh; en de "gemeentelijke" productie bedraagt 87 MWh; na aftrek van het eigen verbruik, blijkt dat op de genoemde installaties in totaal 19 MWh per jaar herverdeeld moet worden, terwijl op de Solarclick installaties 42 MWh zou kunnen worden afgevoerd. De gemeente zou dus slechts 30% van het saldo van de aldus geproduceerde energie hebben. Er is dus wel degelijk een economisch belang, aangezien dit een vermindering van 30 tot 50% mogelijk maakt, afhankelijk van het aantal terminals dat men moet passeren en daarom kan de vergoeding van de netbeheerder een aanzienlijke vermindering betekenen voor consumenten die lid zijn van de gemeenschap maar als dit echter wordt verdeeld over de realiteit van de uitgeruste daken, realiseren we ons dat we bijvoorbeeld in de Homborchwijk een jaarlijks saldo van 2.900 KWh per jaar zouden hebben; Bij een verdeling naar het aantal woningen van Binhôme en een partnerschap zou dit een besparing betekenen van ongeveer € 10 per gezin per jaar.

Voorlopig wordt de mogelijkheid bestudeerd om dit te doen in de wijken Homborch en Ukkel-Centrum, en voor de hoekgebouwen van de gemeentewoningen Stalle/Neerstalle. Er zijn dus projecten en analyses aan de gang.

Mevr. Czekalski bedankt de schepen en zei dat alleen met de impuls van de overheid het concrete effect van dit soort initiatieven kan worden gemaximaliseerd. Zij begreep

dat dit vrij ingewikkelde structuren zijn om op te zetten.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

QO Czekalski Communautés Energie.docx

23.03.2023/A/0033 **Interpellation de Mme Kokaj : suivi de la Motion "Uccle, Commune hospitalière".**

Mme Kokaj revient sur la cérémonie d'hommage du 7 mars faite aux citoyens ucclois qui, au lendemain de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, n'ont pas hésité à ouvrir la porte de leur foyer pour accueillir ces hommes, ces femmes et ces enfants brisés par la violence et l'exil. Faute d'actions et de mesures concrètes, les citoyens et citoyennes ouvrent la porte de leurs maisons, récoltent des vivres, et œuvrent à mettre à disposition des bâtiments vides, afin d'éviter au maximum que ces exilés n'aient à dormir à l'extérieur.

Mme Kokaj est fière de vivre dans une commune où un projet comme *'La maison d'Edith'* a pu voir le jour, et où face à l'urgence et face à l'arrivée massive des réfugiés ukrainiens, a lieu un véritable tsunami de dons de nourriture, de vêtements et de produits d'hygiène. Elle salue aussi le fait que les forces de police n'aient pas reçu l'ordre d'interdire à ces citoyens et citoyennes solidaires d'agir avec humanité.

Cependant, à côté des initiatives positives à l'accueil réservé aux réfugiés ukrainiens, Mme Kokaj ressent un véritable malaise face à l'absence d'initiatives pour aider d'autres réfugiés. Elle invite le Collège à s'inspirer du cas du bâtiment fédéral vide situé à Saint-Josse-ten-Noode, abritant actuellement plus d'une soixantaine de migrants, dont certains sont demandeurs d'asile, et rappelle l'existence de la motion votée à l'unanimité en mars 2019 faisant d'Uccle une commune hospitalière. Cette motion comprend 2 axes, accueil et sensibilisation et elle marquait quelques engagements très clairs.

Mme Kokaj estime que l'axe de la motion relatif à l'accueil s'est parfaitement illustré dans le cadre de la crise ukrainienne. Cependant, Mme Kokaj souhaiterait connaître les actions qui ont été mises en œuvre pour concrétiser l'axe sensibilisation.

Outre le parcours pédagogique construit autour de photos réalisées par les MENA du centre de la Croix-Rouge d'Uccle et visible au CCU jusqu'au 2 avril, quelles mesures ont été prises par la commune pour sensibiliser la population sur les migrations et l'accueil de l'autre ?

Elle invite les conseillers à relire cette motion, en particulier les actions concrètes qui y sont proposées. Mme Kokaj aimerait que le Collège se prononce plus particulièrement sur la disposition de la motion qui mentionne explicitement la résolution ferme de respecter les droits fondamentaux des migrants présents sur le territoire communal en s'engageant par exemple à respecter les droits fondamentaux des personnes sans papiers :

- servir d'intermédiaire entre les associations spécialisées dans l'occupation temporaire de bâtiments et les propriétaires de bâtiments vides dans le cadre de mise en place de conventions d'occupation temporaire;
- soutenir des initiatives d'accès au logement digne, et utiliser le droit de réquisition ou de gestion publique lorsque cela s'avère pertinent et possible;
- faciliter l'accès aux hébergements d'urgence lorsque cela est possible;
- poursuivre l'enseignement dans les services de police d'une approche humaine et respectueuse de la personne dans l'application des lois et des règlements pour éviter toute discrimination, notamment lors des contrôles d'identité;

Mme Kokaj pose les questions suivantes :

- quels sont les liens tissés à ce jour entre les associations de terrain et les autorités communales ?
- le Collège dispose-t-il d'informations sur l'état des lieux des bâtiments vides ? Des contacts ont-ils été pris avec leurs propriétaires ?
- les services de police ont-ils bénéficié de formations en lien avec la thématique de l'accueil ?

M. Toussaint explique être conscient que l'on peut toujours faire plus et mieux. Il rappelle cependant les initiatives existantes :

- le Centre MENA (Mineur Étranger Non Accompagné) Place de Saint-Job; où résident 80 à 90 jeunes;
- Uccle est une commune pilote du projet ILA – Initiative Locale d'Accueil (<https://cpasucclle.be/initiative-locale-daccueil/>), accueillant près de 60 personnes;
- un plan de répartition entre les communes pourrait potentiellement voir le jour, bien qu'Uccle ait déjà atteint sa capacité maximale, comparativement aux communes qui n'accueillent aucun réfugié.

M. Toussaint rappelle qu'il faut distinguer 3 catégories de migrants:

- les demandeurs d'asile;
- les réfugiés;
- les personnes sans papiers.

Il rappelle qu'une fois toutes les voies de recours utilisées, il s'agit alors de personnes qui n'ont pas vocation à rester sur le territoire, et il y a lieu alors de faire respecter l'Etat de droit.

M. Norré salue le travail et la chaleur humaine des personnes qui parfois vont jusqu'à donner un hébergement, cohabiter pour pouvoir offrir une solution face aux carences de l'Etat.

Il déplore qu'en Belgique, malgré l'Etat de droit et les centaines de condamnations reçues ainsi que les astreintes imposées par les tribunaux, l'on constate que l'Etat ne respecte pas ces jugements et ne paye pas les astreintes. Il est conscient que ce n'est pas la responsabilité de la commune, mais ressent tout de même de la honte.

Il invite à ne pas faire de différence entre les réfugiés ukrainiens et d'autres types de réfugiés; toute personne qui fuit la guerre, la misère, l'exil, doit pouvoir être accueillie de manière digne dans notre pays. Cela vaut pour les demandeurs d'asile ainsi que pour les personnes sans-papiers en attente de procédure.

Dans un état riche et démocratique, il convient d'offrir des conditions de vie digne à tout un chacun.

M. De Bock estime que la procédure d'accueil est trop longue, par rapport à celle des Pays-Bas par exemple, qui permet d'aller beaucoup plus vite dans la saisine des recours et de pouvoir donner une réponse positive ou négative dans les premiers mois du traitement de la demande; dans certains cas en Belgique, les situations deviennent inhumaines de par leur longueur administrative.

Il donne l'exemple de migrants économiques, qui sont contraints de retourner chez eux après 20 ans d'asile, à qui on ne donne pas de permis de travail et qui sont en attente de régularisation.

Les crises actuelles du logement et de l'asile mettent ces problématiques administratives et de moyens en exergue.

M. le Bourgmestre estime que la commune d'Uccle joue son rôle de commune solidaire avec sérieux, et qu'une série de moyens sont venus concrétiser cette position, notamment avec la création de l'Echevinat de la Solidarité, et avec des moyens humains, grâce au recrutement du personnel capable de soutenir ces citoyens qui

accueillent des réfugiés.

M. le Bourgmestre cite à son tour la Maison d'Edith. Il cite ensuite le travail important du CPAS via son accueil au sein du home Brugmann. Il y a également SINGA (<https://www.singa-belgium.org/>) qui a créé des espaces de rencontre entre de nouveaux arrivants et des Bruxellois, créant ainsi des opportunités pour les arrivants. Il cite également le soutien du Rotary.

Il salue ensuite le travail de Mme l'échevine Ledan, qui a permis le recensement, l'aménagement et la mise à disposition de logements communaux en collaboration avec les services de M. l'échevin Biermann pour le logement, puisque cela a permis aussi de créer des espaces supplémentaires. Au dernier recensement, 494 foyers se sont portés volontaires grâce aussi à l'intermédiaire de la plateforme régionale « be my guest » qui compte 817 Ukrainiens inscrits au registre communal. M. le Bourgmestre souligne l'importance du soutien dans les démarches administratives.

Il évoque ensuite les initiatives qui ne sont pas destinées qu'aux ressortissants ukrainiens, en saluant la qualité du travail du centre MENA de la Croix-Rouge.

M. Bourgmestre rappelle que la problématique de l'asile sera toujours une œuvre inachevée.

Au sujet des immeubles à l'abandon, il y a un travail important qui est fait en bonne intelligence avec le principe de droit de propriété.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Kokaj : opvolging van de motie "Ukkel, gastvrije gemeente".

Mevr. Kokaj komt terug op de huldecereemonie van 7 maart aan de burgers van Ukkel die, in de nasleep van de Russische agressie tegen Oekraïne, niet aarzelden om de deur van hun huis te openen om deze door geweld en ballingschap gebroken mannen, vrouwen en kinderen op te vangen. Bij gebrek aan concrete acties en maatregelen openen burgers de deuren van hun huizen, zamelen ze voedsel in en zetten ze zich in om leegstaande gebouwen beschikbaar te stellen zodat deze ballingen niet buiten hoeven te slapen.

Mevr. Kokaj is er trots op in een gemeente te wonen waar een project als "*La maison d'Edith*" is opgezet en waar, als reactie op de noodsituatie en de massale komst van Oekraïense vluchtelingen, een ware tsunami van donaties van voedsel, kleding en hygiëneproducten plaatsvindt. Ook is zij verheugd over het feit dat de politie geen opdracht heeft gekregen deze burgers te verbieden met menselijkheid te handelen.

Naast de positieve initiatieven om Oekraïense vluchtelingen op te vangen, maakte mevr. Kokaj zich echter zorgen over het gebrek aan initiatieven om andere vluchtelingen te helpen. Zij nodigde het college uit zich te laten inspireren door het geval van het leegstaande federale gebouw in Sint-Joost-ten-Node, waar momenteel meer dan zestig migranten, waaronder een deel asielzoekers, gehuisvest zijn, en herinnerde het college aan het bestaan van de in maart 2019 unaniem aangenomen motie om van Ukkel een gastvrije gemeente te maken. Deze motie omvat 2 assen, opvang en bewustwording, en markeerde enkele zeer duidelijke verbintenissen.

Mevr. Kokaj is van mening dat de as van de motie met betrekking tot de opvang perfect werd geïllustreerd in de context van de Oekraïense crisis. Mevr. Kokaj zou echter willen weten welke acties zijn uitgevoerd om het bewustmakingsaspect te verwezenlijken.

Welke maatregelen heeft de gemeente genomen om de bevolking bewust te maken van migratie en het verwelkomen van de ander, afgezien van het educatieve parcours rond foto's die door de MENA van het Rode Kruiscentrum in Ukkel zijn genomen en die tot 2 april in het CCU te zien zijn ?

Ze verzoekt de raadsleden deze motie te herlezen, met name de daarin voorgestelde

concrete acties. Mevr. Kokaj wil graag dat het college specifiek ingaat op de bepaling in de motie waarin expliciet wordt gesproken over het krachtige besluit om de grondrechten van migranten die op het grondgebied van de gemeente aanwezig zijn te respecteren door bijvoorbeeld de grondrechten van migranten zonder papieren te eerbiedigen :

- op te treden als tussenpersoon tussen verenigingen die gespecialiseerd zijn in de tijdelijke bewoning van gebouwen en de eigenaars van leegstaande gebouwen in het kader van het opstellen van overeenkomsten inzake tijdelijke bewoning;
- initiatieven voor toegang tot fatsoenlijke huisvesting te ondersteunen en gebruik te maken van het recht van opvoeding of overheidsbeheer wanneer dat relevant en mogelijk is;
- waar mogelijk de toegang tot noodopvang te vergemakkelijken;
- de politiediensten een humane en respectvolle benadering van de toepassing van wet- en regelgeving te blijven bijbrengen om discriminatie te voorkomen, met name bij identiteitscontroles;

Mevr. Kokaj stelt de volgende vragen :

- welke banden zijn er tot nu toe gelegd tussen de verenigingen in het veld en de gemeentelijke autoriteiten ?
- beschikt het college over informatie over de staat van de leegstaande gebouwen? Zijn er contacten gelegd met de eigenaars ?
- heeft de politie een opleiding gekregen over de opvang ?

De h. Toussaint legt uit dat hij zich ervan bewust is dat er altijd meer en beter kan worden gedaan. Hij herinnert echter aan de bestaande initiatieven

- het MENA-centrum (niet-begeleide minderjarige vreemdelingen) op het Sint-Jobsplein, waar 80 tot 90 jongeren verblijven;
- Ukkel is een proefgemeente voor het ILA-project - Initiative Locale d'Accueil (<https://cpasuccl.be/initiative-locale-daccueil/>) waar bijna 60 personen worden opgevangen;
- een spreidingsplan tussen de gemeentes zou eventueel het licht kunnen zien, hoewel Ukkel reeds zijn maximale capaciteit heeft bereikt, vergeleken met de gemeentes die geen vluchtelingen opvangen.

Hij herinnert eraan dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen 3 categorieën migranten :

- asielzoekers;
- vluchtelingen;
- mensen zonder papieren.

Hij herinnert de vergadering eraan dat, wanneer alle beroepsmogelijkheden zijn uitgeput, het gaat om mensen die niet bestemd zijn om op het grondgebied te blijven en dat de rechtsstaat dan moet worden geëerbiedigd.

De h. Norré prijst het werk en de menselijke warmte van de mensen die soms zo ver gaan dat zij onderdak bieden en samenwonen om een oplossing te bieden voor de tekortkomingen van de staat.

Hij betreurt het dat in België, ondanks de rechtsstaat en de honderden veroordelingen en de door de rechtbanken opgelegde boetes, de Staat deze vonnissen niet respecteert en de boetes niet betaalt. Hij beseft dat dit niet de verantwoordelijkheid van de gemeente is, maar schaamt zich niettemin.

Hij roept op om geen onderscheid te maken tussen Oekraïense vluchtelingen en andere soorten vluchtelingen; iedereen die oorlog, ellende of ballingschap ontvlucht moet in ons land een waardige opvang krijgen. Dit geldt zowel voor asielzoekers als voor mensen zonder papieren die op een procedure wachten.

In een rijke en democratische staat moet iedereen waardige levensomstandigheden worden geboden.

De h. De Bock zegt dat de opvangprocedure te lang is, vergeleken met bijvoorbeeld de Nederlandse procedure, die een veel sneller beroep en een positief of negatief antwoord binnen de eerste paar maanden na de behandeling van de aanvraag mogelijk maakt; in sommige gevallen worden de situaties in België onmenselijk door de lengte van de administratieve procedure.

Hij gaf het voorbeeld van economische migranten die na 20 jaar asiel gedwongen worden naar huis terug te keren, geen werkvergunning krijgen en wachten op regularisatie.

De huidige huisvestings- en asielcrisis onderstrepen deze administratieve en middelenproblemen.

De Burgemeester is van mening dat de gemeente Ukkel haar rol als solidaire gemeente ernstig neemt en dat er een reeks middelen is ingezet om deze positie concreet gestalte te geven, met name door de oprichting van de dienst Solidariteit en met personele middelen, dankzij de aanwerving van personeel dat in staat is deze burgers die vluchtelingen op te vangen, te ondersteunen.

De burgemeester haalt op zijn beurt het Maison d'Edith aan. Vervolgens vermeldt hij het belangrijke werk van het OCMW via de opvang in het Brugmannthuis. Er is ook SINGA (<https://www.singa-belgium.org/>) die ontmoetingsplaatsen heeft gecreëerd voor nieuwkomers en Brusselaars en zo kansen creëert voor nieuwkomers. Hij noemde ook de steun van de Rotary.

Vervolgens prijst hij het werk van schepen Ledan die het mogelijk had gemaakt een volkstelling te houden en in samenwerking met de diensten van schepen Biermann voor huisvesting gemeentelijke woningen te ontwikkelen en beschikbaar te stellen, omdat daardoor ook extra ruimte kon worden gecreëerd. Bij de laatste telling meldden zich 494 gezinnen aan, mede dankzij het gewestelijke platform "be my guest", dat 817 Oekraïners in het gemeenteregister heeft opgenomen. De burgemeester benadrukte het belang van ondersteuning in het administratieve proces.

Vervolgens noemde hij de initiatieven die niet alleen bedoeld zijn voor Oekraïense onderdanen en prees hij de kwaliteit van het werk van het MENA-centrum van het Rode Kruis.

De Burgemeester herinnert de vergadering eraan dat het asielvraagstuk altijd een werk in uitvoering zal zijn.

Op het gebied van verlaten gebouwen wordt belangrijk werk verricht in goede verstandhouding met het beginsel van eigendomsrechten.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation - Suivi de la motion Uccle commune hospitalière.docx

Jean-Luc Vanraes quitte la séance / verlaat de zitting.

Aleksandra Kokaj préside la séance / zit de zitting voor.

23.03.2023/A/0034 **Interpellation de Mme Fraiteur : l'organisation d'une "journée porte ouverte" au CAU.**

Mme Fraiteur constate que le déménagement de l'administration dans le nouveau bâtiment du 77 de la rue de Stalle a eu lieu il y a déjà plus d'un an.

Grâce à une préparation minutieuse, il s'agit d'une réussite à tous les égards : qualité et organisation du travail, réponses aux souhaits du personnel, et qualité d'accueil du public.

Ce nouveau centre a permis à l'ensemble des services de l'administration, qui jusque-là étaient répartis sur 7 sites différents, d'être regroupés dans un seul et même lieu.

En outre, la performance énergétique du nouveau Centre permet des économies importantes grâce à des dispositifs tels que de nouveaux châssis, des éclairages led, des panneaux solaires et un système de chauffage basé sur la rio-thermie.

Mais selon Mme Fraiteur, l'appropriation du lieu par les citoyens uclois reste un point à développer.

Ne serait-il pas judicieux d'organiser une journée « portes ouvertes » du nouveau Centre administratif pour tous les citoyens uclois intéressés ?

Cette journée, à la fois conviviale et didactique, devrait permettre aux citoyens uclois de découvrir le Centre Administratif auquel ils ont contribué.

M. le Bourgmestre informe le Conseil que des journées portes ouvertes seront organisées dès le mois de septembre 2023.

Mme Fraiteur salue l'initiative, et encourage à la communiquer aux citoyens.

M. le Bourgmestre estime que ce sera l'occasion d'expliquer aux citoyens les différentes innovations techniques dont le nouveau bâtiment fait preuve.

M. Desmet suggère d'intégrer cette initiative à l'opération annuelle « L'Entreprise » (il n'est plus sûr du nom de cette action).

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Fraiteur : de organisatie van een "opendeurdag" in het ACU.

Mevr. Fraiteur merkt op dat de verhuizing van het bestuur naar het nieuwe gebouw aan de Stallestraat 77 meer dan een jaar geleden heeft plaatsgevonden.

Dankzij een zorgvuldige voorbereiding was de verhuizing in alle opzichten een succes: kwaliteit en organisatie van het werk, beantwoording aan de wensen van het personeel en kwaliteit van het onthaal van het publiek.

Dankzij het nieuwe centrum konden alle diensten van het bestuur, die voorheen over zeven verschillende locaties waren verspreid, op één locatie worden gegroepeerd.

Bovendien maken de energieprestaties van het nieuwe centrum aanzienlijke besparingen mogelijk dankzij voorzieningen als nieuwe ramen, LED-verlichting, zonnepanelen en een verwarmingssysteem op basis van riothermie.

Maar volgens Mevr. Fraiteur blijft de toe-eigening van de plaats door de Ukkelaars een punt van ontwikkeling.

Zou het geen goed idee zijn om een opendeurdag van het nieuwe centrum te organiseren voor alle geïnteresseerde Ukkelaars ?

Deze dag, die zowel gezellig als educatief zou zijn, zou hen in staat moeten stellen het nieuwe centrum waaraan zij hebben bijgedragen te ontdekken.

De Burgemeester deelt de raad mee dat er vanaf september 2023 opendeurdagen zullen worden georganiseerd.

Mevr. Fraiteur juichte dit initiatief toe en drong erop aan dat het aan de burgers zou worden meegedeeld.

Volgens **de Burgemeester** is dit een gelegenheid om de verschillende technische innovaties van het nieuwe gebouw aan de burgers uit te leggen.

De h. Desmet stelt voor dit initiatief te integreren in de jaarlijkse actie "L'Entreprise" (hij weet niet precies hoe deze actie heet).

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage
Interpellation portant sur l.docx*

23.03.2023/A/0035 **Interpellation de Mme Maison : classes à visées inclusives.**

Mme Maison signale que le décret du 2 mai 2019 portant sur diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire et de bâtiments scolaires prévoit la création de classes ou d'implantations de l'enseignement spécialisé au sein des bâtiments de l'enseignement ordinaire.

Ces classes sont désignées sous l'appellation « classes à visée inclusive ».

En Fédération Wallonie-Bruxelles, il y a 24 classes d'élèves de l'enseignement spécialisé des types 2 ou 3 (uniquement pour les autistes pour le type 3) occupant un local au sein d'une école de l'enseignement ordinaire.

Ces projets présentent plusieurs avantages : ouverture à la différence pour les élèves de l'école ordinaire, inclusion sociale et relationnelle pour les élèves de la classe spécialisée, échanges et solidarité à certains moments-clé entre élèves de l'ordinaire et de la classe à visée inclusive. Des moments d'échange entre élèves sont organisés, au choix des protagonistes, le plus souvent durant la récréation ou certaines activités extrascolaires.

Le personnel d'encadrement de l'enseignement spécialisé suit évidemment sa classe.

La circulaire 7190 relative aux classes à visée inclusive prévoit également en son article 5 que le capital-périodes servant à l'encadrement généré par les élèves inscrits dans l'implantation à visée inclusive est augmenté d'une demi-charge pour le personnel enseignant de l'enseignement spécialisé.

Le Collège a-t-il déjà examiné la question de l'opportunité d'un tel projet dans l'une des écoles communales ?

Dans l'affirmative, pourrait-il en dire davantage ?

Dans la négative, quels sont les motifs qui l'ont conduit à ne pas envisager une telle perspective ?

Mme l'échevin Gol-Lescot informe l'assemblée qu'une telle initiative n'est pas envisagée pour le moment.

Elle évoque cependant la situation de l'école de Calevoet, qui accueille dans ses bâtiments l'école du Merlo depuis 3 ans. Cela a permis d'observer les avantages ainsi que les quelques inconvénients de ce genre de cohabitation. Les enfants de ces deux écoles sont partis ensemble en classe de montagne au Val d'Uccle et il a été constaté que le mélange entre les enfants « de l'ordinaire » et les enfants de l'enseignement spécialisé, pouvait amener beaucoup de choses.

Actuellement, cette cohabitation n'est pas envisagée à plus long terme pour différentes raisons. La première raison est qu'il y a actuellement une fatigue énorme des directions en raison de la mise en place des nouveaux référentiels et des plans de pilotage.

Mme l'échevin affirme que pour mettre en place ce genre de projets, il faudra prendre le temps de la réflexion et s'entourer de professionnels de l'enseignement qui ont toute l'ouverture mentale nécessaire.

Un autre défi serait celui de trouver un bâtiment adapté, qui permettrait de rajouter une classe dans une école existante.

Le Collège n'est donc pas du tout fermé mais pour l'instant la volonté est de restabiliser les choses avant de voir et de partir sur un nouveau projet, aussi beau soit-il.

Mme Maison comprend les contraintes techniques et psychologiques que ce projet impliquerait. La commune d'Uccle a une tradition d'inclusion d'enfants porteurs de handicap tant sans l'enseignement qu'à la pleine d'été.

Mme Maison estime que la classe à visée inclusive est un projet qui ne nécessiterait pas énormément d'énergie ni de temps. Il nécessite évidemment un local mais le dispositif d'encadrement suit la classe et finalement les deux mondes restent relativement séparés sauf à certains moments, donc ça ne nécessite pas d'encadrements supplémentaires, ce qui est toujours un avantage.

Ce projet présente un bénéfice pour la société.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Maison : klassen met een inclusief doel.

Mevr. Maison wijst erop dat het decreet van 2 mei 2019 betreffende diverse maatregelen inzake leerplicht en schoolgebouwen voorziet in de oprichting van klassen of voorzieningen voor buitengewoon onderwijs in gewone onderwijsgebouwen.

Deze klassen worden "inclusieve klassen" genoemd.

In de Federatie Wallonië-Brussel zijn er 24 klassen voor leerlingen van het buitengewoon onderwijs van type 2 of type 3 (alleen voor autistische leerlingen voor type 3) die een lokaal binnen een gewone school bezetten.

Deze projecten hebben verschillende voordelen: openheid voor verschillen voor de leerlingen van de gewone school, sociale en relationele integratie voor de leerlingen van de buitengewone klas, uitwisseling en solidariteit op bepaalde sleutelmomenten tussen de leerlingen van de gewone school en de klas met een inclusief doel. De momenten van uitwisseling tussen leerlingen worden, naar keuze van de betrokkenen, meestal tijdens de pauze of bepaalde buitenschoolse activiteiten georganiseerd.

Het personeel van het buitengewoon onderwijs volgt uiteraard zijn klas.

In artikel 5 van omzendbrief 7190 over inclusieve klassen staat ook dat het tijdskapitaal voor de begeleiding van leerlingen in het inclusieve kader wordt verhoogd met een halve last voor het personeel van het buitengewoon onderwijs.

Heeft het college ooit de wenselijkheid van een dergelijk project in een van de gemeentescholen overwogen ?

Zo ja, kan het meer zeggen ?

Zo nee, wat zijn de redenen waarom het een dergelijk vooruitzicht niet heeft overwogen ?

Schepen Gol-Lescot deelt de vergadering mee dat een dergelijk initiatief momenteel niet wordt overwogen.

Zij noemde echter de situatie van de school Calevoet die sinds drie jaar de school Merlo in haar gebouwen herbergt. Hierdoor konden de voordelen en enkele nadelen van deze vorm van samenwonen worden geobserveerd. De kinderen van deze twee scholen gingen samen naar een bergklas in Val d'Uccle en men stelde vast dat de vermenging tussen de "gewone" kinderen en de kinderen van het buitengewoon onderwijs heel wat teweeg kon brengen.

Momenteel is deze cohabitatie op langere termijn om verschillende redenen niet gepland. De eerste reden is dat de directies momenteel erg vermoeid zijn door de invoering van de nieuwe referentiesystemen en de stuurplannen.

De schepen verklaart dat het voor het opzetten van een dergelijk project nodig is de

tijd te nemen om na te denken en zich te omringen met onderwijzend personeel dat over de nodige mentale openheid beschikt.

Een andere uitdaging zou zijn een geschikt gebouw te vinden, waardoor een extra klas aan een bestaande school kan worden toegevoegd.

Het college staat er niet weigerachtig tegenover maar voorlopig wil men de zaken eerst stabiel maken alvorens een nieuw project, hoe mooi ook, op te starten.

Mevr. Maison begrijpt de technische en psychologische beperkingen die dit project met zich meebrengt. De gemeente Ukkel heeft een traditie van inclusie van kinderen met een handicap, zowel in het onderwijs als op het zomerspeelplein.

Ze is van mening dat de inclusieklas een project is dat niet veel energie of tijd vergt. Het vereist uiteraard een lokaal maar het ondersteuningssysteem volgt de klas en uiteindelijk blijven de twee werelden relatief gescheiden, behalve op bepaalde momenten, zodat er geen extra ondersteuning nodig is, wat altijd een voordeel is.

Dit cproject komt de maatschappij ten goede.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation - Classe inclusive - Mars 2023.doc

23.03.2023/A/0036

Interpellation de M. Junqué : la diminution du nombre de distributeurs automatiques de billets.

M. Junqué signale que lors de la séance du 15 décembre dernier, le Conseil communal a adopté à l'unanimité une motion sur le projet de réduction de 95 % du nombre de distributeurs automatiques installés sur le territoire communal par le consortium Batopin, qui rassemble les 4 plus grandes banques du pays.

Cette motion demandait au Collège de réagir et de « prendre toutes les actions possibles afin de garantir à tous les citoyens un accès facile à l'argent liquide ».

Il y a quelques jours, le gouvernement fédéral a annoncé avoir présenté un ultimatum à ce consortium. Le ministre compétent a expliqué que si aucune avancée n'avait lieu d'ici la fin du mois, le gouvernement légiférerait. Toutefois, vu les délais pour la prise de décision au niveau fédéral, le niveau local doit s'en emparer.

Pour certaines catégories de la population et pour les commerces locaux, il est essentiel d'avoir un réseau de distributeurs de billets suffisamment dense.

M. Junqué souhaiterait obtenir des informations sur les actions entreprises par le Collège depuis l'adoption de la motion.

Le Collège a-t-il eu de nouveaux contacts avec Batopin ? Si c'est le cas, qu'en ressort-il ?

Le Collège a-t-il noué des contacts avec les banques de l'autre initiative du secteur (Jofico), qui pourraient potentiellement vouloir pallier, en partie au moins, ce problème créé par les leaders du marché ?

Le retrait aux caisses des grandes surfaces est une solution souvent avancée pour pallier le problème. Vu que la commune en dispose d'un nombre relativement élevé, des contacts ont-ils été établis pour s'assurer que ce sera toujours possible ? Il serait opportun de les cartographier sur le site de la commune et/ou de proposer des panneaux à l'entrée de ces établissements pour informer les consommateurs.

Le Collège compte-t-il procéder à un recensement des éventuels locaux communaux qui pourraient accueillir de telles installations ainsi que des zones où un distributeur s'avérerait particulièrement nécessaire ?

Le Collège a-t-il eu des contacts avec les autorités fédérales, qui, en cette matière, ont

la plus grande marge de manœuvre ?

Mme l'échevin Delwart confirme qu'une rencontre avec Batopin a eu lieu depuis le vote de la motion de décembre, et ce le 21 mars dernier. Un état des lieux de l'avancée de leur plan été fait, et cela en voyant dans quelle mesure leur plan serait influencé par l'accord au niveau fédéral.

Leur premier distributeur a d'ailleurs ouvert à Uccle-Centre. Il va donc s'ensuivre l'effet induit, c'est-à-dire la fermeture endéans les 2 mois des autres distributeurs.

Le Collège doit encore rencontrer Jofico et Bpost pour connaître leurs intentions. Un état des lieux est également en cours à Saint-Job, où ils ont beaucoup de difficultés à trouver un lieu. Des rendez-vous sont planifiés au début du mois d'avril sur le terrain pour voir si un des locaux communaux pourrait correspondre aux besoins. Ils avaient également identifié 2 pistes potentielles dans le quartier Fort-Jaco. Ils n'ont pas encore de piste pour le quartier de Calevoet. Un courrier expliquant le besoin recherché par Batopin pour l'installation de ces distributeurs cash in/cash out a été envoyé à l'ensemble des adresses de propriétaires de vitrines vides.

La piste d'un distributeur dans le Centre administratif d'Uccle est également explorée. Batopin n'est pas intéressé par cette proposition mais d'autres opérateurs sont démarchés dans ce sens.

Concernant le retrait aux caisses des grandes surfaces, le cash était parfois une problématique de sécurité, donc la plupart n'offrent plus ce service, rendant cette dynamique difficile sur le plan local.

L'idée de cartographier les lieux où l'on peut trouver des points de retrait d'argent liquide serait tout à fait intéressante et ce processus est en cours.

Les zones qui nécessitent des distributeurs ont été relayées auprès du consortium Batopin en tenant compte de l'existence actuelle de Jofico; donc évidemment, si Jofico devait prendre d'autres dispositions, ça ferait évoluer le dossier.

Ce dossier est donc suivi de très près, et des rencontres sont planifiées très régulièrement, mais il est certain qu'à l'avenir il y aura moins de distributeurs de billets qu'actuellement.

Mme l'échevin rappelle qu'Uccle ne se transformera pas en désert de distributeurs, grâce à la présence de distributeurs à moins de 2 km les uns des autres.

M. Junqué entend que le dossier est suivi de près. Il demande si l'installation de distributeurs est prévue dans le nord de la commune, dans le quartier Vanderkindere par exemple.

Mme l'échevin Delwart explique que dans la vision de Batopin, cette partie de la commune est regroupée avec Ixelles, et qu'ils proposeront une solution à la frontière communale.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Junqué : de vermindering van het aantal automatische verdelers van biljetten.

De h. Junqué meldt dat de gemeenteraad in de vergadering van 15 december jl. unaniem een motie heeft aangenomen over het project om het aantal geldautomaten dat in de gemeente wordt geïnstalleerd door het consortium Batopin, waarin de 4 grootste banken van het land zijn verenigd, met 95 % te verminderen.

In de motie wordt het college verzocht te reageren en "alle mogelijke maatregelen te nemen om een gemakkelijke toegang tot contant geld voor alle burgers te garanderen".

Enkele dagen geleden kondigde de federale regering aan dat zij het consortium een

ultimatum had gesteld. De bevoegde minister verklaarde dat als er tegen het einde van de maand geen vooruitgang werd geboekt, de regering wetgeving zou uitvaardigen. Door de vertraging in de besluitvorming op federaal niveau moet het lokale niveau het echter overnemen.

Voor bepaalde categorieën van de bevolking en voor lokale bedrijven is het van essentieel belang dat er een voldoende dicht netwerk van geldautomaten is.

De h. Junqué wil graag weten wat het college sinds de aanneming van de motie heeft gedaan.

Heeft het college nog contact gehad met Batopin ? Zo ja, wat is de uitkomst ?

Heeft het college contact opgenomen met het andere initiatief in de sector (Jofico), dat wellicht geïnteresseerd is om dit door de marktleders gecreëerde probleem ten minste gedeeltelijk te verlichten ?

Afhalen uit kassa's van grote winkels is een oplossing die vaak wordt aangedragen om het probleem te verlichten. Zijn er, gezien het relatief grote aantal in de gemeente, contacten gelegd om ervoor te zorgen dat dit altijd mogelijk zal zijn? Het zou goed zijn om ze op de website van de gemeente in kaart te brengen en/of borden bij de ingang van deze etablissementen voor te stellen om de consumenten te informeren.

Is het college van plan een onderzoek in te stellen naar mogelijke gemeentelijke ruimten die dergelijke voorzieningen zouden kunnen herbergen en naar gebieden waar een automaat bijzonder noodzakelijk zou zijn ?

Heeft het college contact gehad met de federale autoriteiten die in deze kwestie de meeste bewegingsruimte hebben ?

Schepen Delwart bevestigt dat er sinds de stemming over de motie in december, op 21 maart, een vergadering met Batopin heeft plaatsgevonden. Er werd een voortgangsverslag over hun plan opgesteld, inclusief een beoordeling van de mate waarin hun plan zou worden beïnvloed door het akkoord op federaal niveau.

Hun eerste automaat is geopend in Ukkel-Centrum. Dit zal tot gevolg hebben dat de andere automaten binnen twee maanden worden gesloten.

Het college moet Jofico en Bpost nog ontmoeten om hun intenties te kennen. Er wordt ook een onderzoek uitgevoerd in Sint-Job, waar ze grote moeite hebben om een locatie te vinden. Begin april zijn bijeenkomsten gepland op het terrein om te zien of een van de gemeentelijke ruimten in de behoeften zou kunnen voorzien. Zij hebben ook 2 potentiële locaties in de buurt van Fort-Jaco geïdentificeerd. Voor de wijk Calevoet hebben zij nog geen aanknopingspunten. Een brief met uitleg over de door Batopin gewenste behoefte aan de installatie van deze cash in/cash out-automaten werd gestuurd naar alle adressen van eigenaars van leegstaande etalages.

Ook de mogelijkheid van een automaat in het Administratief Centrum van Ukkel wordt onderzocht. Batopin heeft geen belangstelling voor dit voorstel maar andere exploitanten worden in dit verband benaderd.

Wat het afhalen van contant geld aan kassa's van supermarkten betreft, was contant geld soms een veiligheidsprobleem, zodat de meeste supermarkten deze dienst niet meer aanbieden.

Het idee om in kaart te brengen waar geldopnamepunten te vinden zijn, is zeer interessant en aan dit proces wordt gewerkt.

De gebieden waar geldautomaten nodig zijn, zijn doorgegeven aan het Batopin-consortium, rekening houdend met het huidige bestaan van Jofico, dus als Jofico andere regelingen zou treffen, zou dat uiteraard de zaak vooruithelpen.

Dit dossier wordt dus op de voet gevolgd en er zijn regelmatig vergaderingen gepland, maar het staat vast dat er in de toekomst minder geldautomaten zullen zijn dan nu.

De schepen herinnert eraan dat Ukkel geen geldautomatenwoestijn zal worden, dankzij de aanwezigheid van geldautomaten binnen een straal van 2 km van elkaar.

De h. Junqué hoort dat het dossier op de voet wordt gevolgd. Hij vraagt of de plaatsing van automaten gepland is in het noorden van de gemeente, bijvoorbeeld in de wijk Vanderkindere.

Schepen Delwart legt uit dat in de visie van Batopin dit deel van de gemeente wordt gegroepeerd met Elsene en dat zij een oplossing zullen voorstellen aan de gemeentegrens.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

20230322_Interpellation_Distributeurs_de_billets.docx

23.03.2023/A/0037 **Question orale de M. Cools : la sécurité informatique.**

M. Cools signale que l'Etat fédéral et la région de Bruxelles-Capitale ont interdit à leurs agents de se connecter au réseau « TikTok » à partir de leurs ordinateurs professionnels.

Le Collège a-t-il pris la même décision pour les agents communaux ?

Au-delà du cas particulier de ce réseau social se pose de manière plus générale la question de la sécurité informatique au sein de l'administration communale.

Les agents communaux peuvent user de leur ordinateur professionnel à des fins privées durant leur pause de midi.

Toutes les garanties sont-elles prises pour que cela ne pose pas de risque pour la sécurité informatique de l'administration ?

M. l'échevin Lambert Limbosch explique que l'interdiction d'utiliser TikTok a d'abord été imposée dans les institutions européennes, et ensuite dans les institutions fédérales et régionales. Le Ministre des Pouvoirs locaux a promis une directive destinée à expliquer aux autorités locales comment procéder. Le Collège n'a pas encore reçu cette directive mais en attendant, l'esprit est d'interdire pour une durée de 6 mois l'application TikTok sur les smartphones professionnels des agents communaux.

Le 14 mars dernier, le Collège a pris la décision d'interdire TikTok sur le matériel communal. Le service des Nouvelles Technologies a fait le nécessaire pour bloquer TikTok sur le réseau et il est donc devenu impossible d'y accéder.

La question du réel degré de risque encouru par les communes vis-à-vis de TikTok est pertinente mais actuellement il s'agit d'une mesure de précaution.

En matière de sécurité informatique, dans un cadre plus large que l'utilisation d'un ordinateur durant la pause de midi (et donc au-delà de l'usage privé), l'usage tout court d'un PC peut comporter un risque, dans le cas d'une pièce jointe présentant un virus informatique par exemple.

Le piratage du système informatique de l'Hôpital Saint-Pierre, où il y a eu un vol de login et de mots de passe, n'est pas isolé. Cela peut arriver dans n'importe quelle circonstance aussi bien à titre privé que professionnel. Des règles usuelles sont donc rappelées aux membres du personnel dans le cadre de la communication interne.

Pour parer ces risques, mais également ceux liés à une panne ou un incendie, la nouvelle infrastructure informatique de l'Administration est dédoublée : il y a un data center principal et un data center de sauvegarde, qui peut être activé en cas de problème de l'infrastructure principale.

Deux entrées fibres redondantes permettent d'éviter les coupures qui pourraient survenir lors d'un chantier. Pour parer les intrusions, un firewall a été mis en place,

ainsi qu'un antivirus sur les portables et les ordinateurs de l'Administration et sur ceux de l'éducation.

Des mesures solides de sécurité existent donc déjà mais d'autres solutions, comme la double identification des utilisateurs, sont en cours d'élaboration.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : de computerbeveiliging.

De h. Cools meldt dat de federale staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hun ambtenaren hebben verboden om vanaf hun werkcomputers verbinding te maken met het "TikTok"-netwerk.

Heeft het college dezelfde beslissing genomen voor het gemeentepersoneel ?

Naast het specifieke geval van dit sociale netwerk is er de meer algemene kwestie van de computerbeveiliging binnen het gemeentebestuur.

Gemeentepersoneel kan tijdens de lunchpauze hun werkcomputers voor privédoeleinden gebruiken.

Zijn alle garanties genomen om ervoor te zorgen dat dit geen risico vormt voor de IT-beveiliging van het bestuur ?

Schepen Lambert Limbosch legt uit dat het verbod op het gebruik van TikTok eerst bij de Europese instellingen en vervolgens bij de federale en gewestelijke instellingen werd opgelegd. De minister van Plaatselijke Besturen beloofde een richtlijn om de plaatselijke besturen uit te leggen hoe te handelen. Het college heeft deze richtlijn nog niet ontvangen maar intussen is de strekking om de toepassing van TikTok gedurende 6 maanden te verbieden op de professionele smartphones van gemeenteambtenaren.

Op 14 maart heeft het college het besluit genomen om TikTok op gemeentelijke toestellen te verbieden. De dienst Nieuwe Technologieën heeft de nodige stappen ondernomen om TikTok op het netwerk te blokkeren en het is dus onmogelijk geworden om er toegang toe te krijgen.

De vraag naar de werkelijke omvang van het risico dat de gemeentes lopen met betrekking tot TikTok is relevant, maar momenteel gaat het om een voorzorgsmaatregel.

Op het gebied van IT-beveiliging kan, in een ruimere context dan het gebruik van een computer tijdens de lunchpauze (en dus buiten het privégebruik), het gebruik zelf van een pc een risico inhouden, bijvoorbeeld in het geval van een bijlage die een computervirus bevat.

Het hacken van het computersysteem van het Sint-Pietersziekenhuis, waarbij inloggegevens en wachtwoorden werden gestolen, is geen geïsoleerd incident. Het kan in alle omstandigheden gebeuren, zowel in een privé- als in een professionele hoedanigheid. Personeelsleden worden daarom herinnerd aan de gebruikelijke regels in het kader van interne communicatie.

Om deze risico's, maar ook die in verband met een storing of brand, tegen te gaan, is de nieuwe IT-infrastructuur van het bestuur dubbel uitgevoerd: er is een hoofddatacentrum en een back-updatacentrum die kunnen worden geactiveerd in geval van een probleem met de hoofdinfrastructuur.

Twee redundante vezelingen zorgen ervoor dat er tijdens de bouw geen onderbrekingen zijn. Om inbraken te voorkomen is een firewall geïnstalleerd, evenals antivirussoftware op de laptops en computers van het bestuur en op die van de dienst Opvoeding.

Er zijn dus al solide veiligheidsmaatregelen getroffen, maar andere oplossingen, zoals dubbele gebruikersidentificatie, zijn in ontwikkeling.

De Raad neemt kennis.

Question orale de Mme Van Offelen : l'accessibilité du parc du Wolvendael aux seniors et personnes à mobilité réduite.

Mme Van Offelen rappelle qu'elle est souvent intervenue au Conseil communal sur cette thématique, qui lui tient particulièrement à cœur.

De belles réalisations ont été menées récemment, notamment au parc Montjoie et il y a lieu de remercier le Collège et les services communaux pour le travail accompli à la grande satisfaction des riverains.

Parmi les parcs communaux, celui du Wolvendael est certainement le plus emblématique et le plus fréquenté. Il a d'ailleurs fait l'objet d'un classement.

Mais malheureusement, peu de chemins sont praticables pour les personnes confrontées à des problèmes de mobilité.

Les difficultés sont de plusieurs ordres : revêtement en pavés, racines d'arbre en saillie, dolomie ravinée, fort dénivelés, bancs publics parfois trop éloignés des chemins, etc.

La visite approfondie du parc menée par le groupe de travail Espaces verts du Conseil consultatif uclois des aînés a permis d'établir une cartographie de l'accessibilité du parc et d'émettre des propositions pour des aménagements adaptés là où c'est possible. La recommandation prioritaire consiste à privilégier deux boucles de promenades, respectivement dans le haut et le bas du parc, qui soient reliées à ces points d'entrée.

Certains travaux seraient subsidiés à 80 % par la Région. Ils seraient confiés au Service vert après avoir reçu l'accord d'Urban Brussels.

Quels sont les aménagements prévus ?

Quand pourront-ils être réalisés ?

Mme l'échevine De Brouwer informe le Conseil qu'une demande de permis d'urbanisme pour restaurer la totalité des chemins du parc de Wolvendael a été introduite en mai 2020 et l'autorisation de la Région pour effectuer ces travaux a été octroyée dans le courant de la même année. L'objectif est de remplacer la dolomie par un autre matériau composé de pierres, de sable et de liants hydrauliques, équivalant à ce que l'on trouve au parc Montjoie car ce revêtement donne une bonne accessibilité aux PMR, aux seniors, aux poussettes, aux chaises, etc.

Une réunion de chantier est prévue avec la DPC (Direction du Patrimoine Culturel) afin de déterminer les conditions dans lesquelles doivent démarrer les travaux sur base du diagnostic.

Après approbation du cahier des charges par le Conseil communal en décembre 2021, l'entreprise en charge des travaux de restauration a été désignée ; pour rappel, ces travaux représentent un montant qui avoisine les 700.000 €. Dans le courant de la même année, un bon de commande a été envoyé à un premier géomètre qui devait effectuer un relevé topographique du parc ; malheureusement, ce géomètre a démissionné après quelques mois et il a donc fallu faire appel à un autre expert géomètre qui a été désigné en octobre 2022.

La DPC a exigé de retravailler le projet de réaménagement des chemins, à savoir changer de matériau dans les pentes. Une étude a donc été commandée. D'autre part, il est demandé d'envisager une meilleure gestion de la récupération des eaux ; cette étude sera effectuée par le bureau d'études désigné via un marché stock par le service de l'Environnement pour nous accompagner dans la gestion des eaux de façon durable à Uccle.

M. l'échevin Lambert Limbosch a organisé un rendez-vous début avril avec le groupe de travail du Conseil consultatif désigné.

L'objectif est de commencer les travaux en automne, par le haut du parc.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Van Offelen : de toegankelijkheid van het Wolvendaelpark voor senioren en personen met beperkte mobiliteit.

Mevr. Van Offelen geeft aan dat zij vaak in de gemeenteraad heeft geïntervenieerd over dit onderwerp, dat haar bijzonder na aan het hart ligt.

Er zijn onlangs mooie prestaties geleverd, met name in het Montjoiepark, en het college en de gemeentediensten moeten worden bedankt voor het werk dat tot grote tevredenheid van de bewoners is verricht.

Van de gemeenteparken is het Wolvendaelpark zeker het meest emblematische en het meest bezochte. Het is ook geklasseerd.

Helaas zijn echter weinig paden geschikt voor mensen die slecht ter been zijn.

De moeilijkheden zijn van verschillende aard: geplaveide bestrating, uitstekende boomwortels, dolomiet met geulen, steile hellingen, openbare banken die soms te ver van de paden staan, enz.

Het grondige bezoek aan het park door de werkgroep Groene Ruimte van de Ukkelse adviesraad voor senioren heeft het mogelijk gemaakt de toegankelijkheid van het park in kaart te brengen en waar mogelijk voorstellen voor aangepaste voorzieningen te doen. De aanbeveling is om prioriteit te geven aan twee wandellussen, één bovenaan en één onderaan het park, die verbonden zijn met deze ingangspunten.

Een deel van de werkzaamheden zou voor 80 % door het Gewest worden gesubsidieerd. Ze zouden worden toevertrouwd aan de Groendienst na het akkoord van Urban Brussel.

Wat zijn de geplande inrichtingen ?

Wanneer kunnen ze worden uitgevoerd ?

Schepen De Brouwer deelt de raad mee dat in mei 2020 een aanvraag voor een bouwvergunning is ingediend om alle paden in Wolvendaelpark te herstellen en dat in datzelfde jaar de toestemming van het Gewest is verleend om deze werkzaamheden uit te voeren. Het is de bedoeling het dolomiet te vervangen door een ander materiaal bestaande uit stenen, zand en hydraulische bindmiddelen, gelijkwaardig aan dat in het Montjoiepark, aangezien dit oppervlak een goede toegankelijkheid biedt voor PBM's, senioren, kinderwagens enz.

Er is een vergadering ter plaatse gepland met de Directie Cultureel Erfgoed (DCE) om op basis van de diagnose te bepalen onder welke voorwaarden de werkzaamheden moeten beginnen.

Na goedkeuring van het bestek door de gemeenteraad in december 2021 is het bedrijf aangewezen dat belast is met de restauratiewerken; ter herinnering: deze werken vertegenwoordigen een bedrag van ongeveer € 700.000. In de loop van datzelfde jaar werd een bestelbon gestuurd naar een eerste landmeter die een topografische studie van het park zou uitvoeren; helaas nam deze landmeter na enkele maanden ontslag en moest er dus een beroep worden gedaan op een andere landmeter, die in oktober 2022 werd aangesteld.

De DCE vereiste de herbewerking van het project voor de herinrichting van de paden, meer bepaald de wijziging van het materiaal op de hellingen. Daarom is opdracht gegeven voor een studie. Daarnaast wordt verzocht een beter beheer van de waterwinning te overwegen; deze studie zal worden uitgevoerd door het adviesbureau dat via een stockopdracht door de Milieudienst is aangesteld om ons te helpen bij het duurzaam waterbeheer in Ukkel.

De schepen organiseerde begin april een bijeenkomst met de werkgroep van de aangestelde adviesraad.

Het streven is om in het najaar met de werken te beginnen, te beginnen met de bovenkant van het park.

De Raad neemt kennis.

23.03.2023/A/0039 **Question orale de M. Cools : la limitation de vitesse avenue Winston Churchill.**

M. Cools rappelle que les artères non-soumises à la limitation de vitesse généralisée à 30 km/heure ont naguère fait l'objet d'une concertation entre la Région et le Collège et d'une approbation par le Conseil communal des artères qui restent à 50 km/heure. Parmi ces dernières figure l'axe structurant que constitue l'avenue Winston Churchill. Le Ministre régional de la Mobilité a toutefois affirmé publiquement à la fin de l'année dernière sa volonté de soumettre aussi cette artère à une limitation de vitesse à 30 km/heure.

La situation a-t-elle évolué depuis lors ?

Le Collège a-t-il manifesté son opposition à cette limitation de vitesse à 30 km/heure avenue Winston Churchill ?

M. le Bourgmestre explique qu'il avait été convenu de conserver la vitesse de l'avenue Winston Churchill à 50 km/heure, lors d'une rencontre qui a eu lieu il y a 2 ans entre M. l'échevin Wyngaard, la Région, et Bruxelles-Mobilité. Lors de cette réunion il avait été décidé que les axes suivants seraient maintenus en tant qu'axes dits « auto-confort » :

- l'avenue De Fré,
- l'avenue Winston Churchill,
- une grande partie de l'avenue Brugmann,
- l'avenue Wolvendael,
- l'avenue de Messidor,
- l'avenue Van Bever.

Force est de constater que la Ministre bruxelloise de la Mobilité a changé d'avis, et cela sans prévenir la commune. M. le Bourgmestre trouve cette attitude fort regrettable, surtout parce qu'elle affirme être en faveur d'une politique en co-construction. Il a dès lors posé une série de questions à la Ministre sur les éléments techniques qui ont amené à cette décision. Il a également demandé une production de l'acte par rapport à cette décision le cas échéant.

Au-delà de la pertinence d'appliquer une limitation de vitesse à 30 ou à 50 km/heure, M. le Bourgmestre souhaite faire respecter le principe de coparticipation.

M. l'échevin Wyngaard confirme qu'il n'y a pas eu de concertation officielle par rapport à ce dossier depuis la rencontre évoquée par M. le Bourgmestre.

Dans le cadre de l'implémentation de la ville 30, des discussions approfondies avaient eu lieu, et un travail minutieux avait été réalisé par les services communaux. Les réunions s'étaient passées dans un climat serein, constructif avec les services régionaux et un accord avait été trouvé sur un grand nombre de voiries. 90 à 95% des voiries communales sont passées à 30 km/h ou à 20 km/h en zone résidentielle à l'heure actuelle.

D'après les services communaux et la police, sur la liste des voiries à Uccle qui sont aujourd'hui encore à 50 km/h, ce n'est pas forcément l'avenue Winston Churchill qui était identifiée comme la prochaine voirie à faire basculer à 30 km/heure.

Cependant, après 2 ans de ville 30, les chiffres montrent une réduction globale des vitesses pratiquées, que ce soit dans les zones 50 ou les zones 30 et donc un

apaisement bénéfique et une diminution du nombre d'accidents.

M. Cools partage l'opinion sur la nature lamentable et non démocratique de l'attitude de la Ministre régionale, d'autant plus déplorable dans une région aussi dense que celle de Bruxelles.

M. Cools demande s'il s'agit finalement d'une limitation à 30 ou à 50 km/heure sur l'avenue Winston Churchill. Il rappelle à M. l'échevin Wyngaard que lorsqu'il a posé la question écrite au Conseil de police, il n'y avait pas de trace écrite d'accident grave avenue Winston Churchill qui aurait justifié un changement de vitesse.

Il demande si le Collège a connaissance d'une décision ou d'un arrêté à ce sujet.

Le Collège va-t-il proposer au Conseil communal de faire un recours ?

M. l'échevin Wyngaard demande s'il faut attendre qu'il y ait un accident grave avant de prendre la bonne décision en matière de sécurité.

Il a été reproché au Collège de ne pas avoir assez anticipé les dangers que le carrefour Carsoel/Saint-Job représentait.

Il insiste sur le fait que dans ce dossier-ci, c'est le manque de concertation qui a été problématique.

Il rappelle aussi qu'à l'échelle régionale, la commune d'Uccle a été gâtée et a reçu plus de moyens que d'autres, l'année dernière notamment pour l'avenue Bourgmestre Jean Herinckx ou la rue Baron Guillaume Van Hamme.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : de snelheidsbeperking Winston Churchillaan.

De h. Cools herinnert eraan dat over de verkeersaders waarvoor de algemene snelheidsbeperking van 30 km/uur niet geldt, eerder overleg is gepleegd tussen het Gewest en het college en dat de gemeenteraad de verkeersaders die 50 km/uur blijven, heeft goedgekeurd.

Daartoe behoort de Winston Churchillaan, de belangrijkste verkeersader. Eind vorig jaar verklaarde de gewestelijke minister van Mobiliteit echter publiekelijk dat hij ook op deze weg een snelheidsbeperking van 30 km/uur wilde invoeren.

Is er sindsdien iets veranderd ?

Heeft het college zich uitgesproken tegen de snelheidsbeperking van 30 km/uur op de Winston Churchillaan ?

De burgemeester legt uit dat tijdens een bijeenkomst twee jaar geleden tussen schepen Wyngaard, het Gewest en Brussel Mobiliteit is afgesproken om de maximumsnelheid op de Winston Churchillaan op 50 km/uur te houden. Tijdens deze vergadering werd besloten dat de volgende wegen als "auto-comfort"-wegen zouden worden behouden :

- De Frélaan,
- Winston Churchillaan,
- een groot deel van de Brugmannlaan,
- Wolvendaellaan, - Messidorlaan,
- Van Beverlaan.

Het moet gezegd dat de Brusselse minister van Mobiliteit van gedachten is veranderd, zonder de gemeente te informeren.

De burgemeester vindt deze houding zeer betreuenswaardig, vooral omdat zij beweert voorstander te zijn van een beleid van medebouw. Daarom heeft hij de minister een reeks vragen gesteld over de technische elementen die tot deze beslissing hebben geleid. Hij vroeg ook om een productie van de akte in verband met dit besluit, indien

nodig.

Los van de relevantie van de toepassing van een snelheidslimiet van 30 of 50 km/uur wil de burgemeester dat het beginsel van medebewind wordt gerespecteerd.

Schepen Wyngaard bevestigt dat er sinds de door de burgemeester genoemde vergadering geen officieel overleg over deze kwestie heeft plaatsgevonden.

In het kader van de uitvoering van de stad 30 hebben er diepgaande besprekingen plaatsgevonden en is er door de gemeentediensten nauwgezet gewerkt. De vergaderingen vonden plaats in een rustige en constructieve sfeer met de gewestelijke diensten en er werd overeenstemming bereikt over een groot aantal wegen. 90 tot 95% van de gemeentewegen zijn nu teruggebracht tot 30 km/u of 20 km/u in woonwijken.

Volgens de gemeentediensten en de politie was het op de lijst van wegen in Ukkel die nog op 50 km/u zitten, niet noodzakelijk de Winston Churchilllaan die als volgende weg werd aangewezen om op 30 km/u over te schakelen.

Na twee jaar stad 30 laten de cijfers echter een algemene daling van de snelheden zien, zowel in 50 als in 30 km/u zones en dus een gunstige daling van het aantal ongevallen.

De h. Cools deelt de mening over het betreuenswaardige en ondemocratische karakter van de houding van de gewestelijke minister, die des te betreuenswaardiger is in een zo dichtbevolkte regio als Brussel.

Hij vroeg of het ging om een limiet van 30 of 50 km/uur op de Winston Churchilllaan. Hij herinnerde De schepen Wyngaard eraan dat toen hij de schriftelijke vraag aan de politieraad stelde, er geen schriftelijk verslag was van een ernstig ongeval op de Winston Churchilllaan dat een wijziging van de snelheid zou hebben gerechtvaardigd. Hij vroeg of het college op de hoogte was van een beslissing of besluit hierover.

Zal het college de gemeenteraad voorstellen beroep aan te tekenen ?

Schepen Wyngaard vroeg of het nodig is te wachten tot er een ernstig ongeluk is gebeurd alvorens de juiste veiligheidsbeslissing te nemen.

Het college was bekritiseerd omdat het de gevaren van het kruispunt Carsoel/Sint-Job niet had voorzien.

Hij benadrukte dat in dit geval het gebrek aan overleg problematisch was.

Hij herinnerde er ook aan dat de gemeente Ukkel op gewestelijk niveau verweend was en meer middelen had gekregen dan andere, met name vorig jaar voor de Burgemeester Jean Herinckxlaan of de Baron Guillaume Van Hammestraat.

De Raad neemt kennis.

23.03.2023/A/0040 **Question orale de Mme Maison : un "label propreté" pour les commerces.**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van Mevr. Maison : un "netheidlabel" voor de handelszaken.

Het punt wordt verdaagd.

23.03.2023/A/0041 **Question orale de Mme Czekalski : la végétalisation d'Uccle.**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van Mevr. Czekalski : de vergroening van Ukkel.

Het punt wordt verdaagd.

23.03.2023/A/0042 **Question orale de M. Cools : le pompage de la nappe phréatique dans le cadre du chantier Coghen.**

M. Cools rappelle que le Conseil a déjà abordé les inquiétudes des parents de l'école du Centre et des riverains à l'égard du pompage de la nappe phréatique opéré dans le cadre du projet immobilier à l'entrée du square Coghen.

Ce pompage est effectué 24 heures sur 24 depuis des mois. Des quantités considérables d'eau sont rejetées à l'égout.

Il y a lieu de s'interroger sur l'opportunité de la délivrance d'un permis dont les ouvrages souterrains nécessitent ce pompage continu depuis 6 mois.

Le Collège peut-il garantir que ce pompage ne posera aucun problème de stabilité pour les riverains ?

Ce pompage est-il conforme aux autorisations délivrées en la matière ?

L'ampleur du pompage est-elle contrôlée par les pouvoirs publics ?

Mme l'échevine De Brouwer explique que le maître d'ouvrage du chantier Coghen a mis en œuvre une série de mesures depuis le début du rabattement de la nappe phréatique, et a notamment établi un état des lieux des habitations voisines. De plus, une entreprise générale effectue régulièrement des relevés sur les bâtiments voisins pour s'assurer qu'il n'y ait pas de tassements ou de problèmes de stabilité, et ce sur base des conseils de son bureau d'étude en stabilité.

Le pompage est évidemment couvert par un permis d'environnement, délivré par Bruxelles-Environnement ; c'est donc la responsabilité de Bruxelles-Environnement de veiller à la conformité du permis. Effectivement, le permis est prolongé car le chantier a pris du retard ; Bruxelles-Environnement est en train d'étudier la nécessité d'adjoindre des mesures complémentaires.

Ce permis d'environnement comprend des conditions particulières qu'il y a lieu de respecter dans le chef du maître d'ouvrage. Il y a notamment des impositions en termes de débit maximal à pomper, équivalant à 450 m³ par jour en moyenne dans ce cas spécifique ; il y a une hauteur maximale de rabattement au niveau de l'eau souterraine, il y a maximum 50cm sous le niveau d'excavation et des obligations en termes de suivi des constructions voisines. Toutes ces mesures sont obligatoirement consignées dans un registre de chantier disponible sur place et accessible aux agents de Bruxelles-Environnement. Toutes les conditions sont donc respectées dans le permis, il n'y a pas de problème de stabilité.

M. Cools comprend l'inquiétude des riverains de ce chantier, et prévient que, si des problèmes de stabilité surviennent suite à un pompage de nappe phréatique, cela se passe bien plus tard en général.

M. Cools invite le Collège à se demander si les prochains projets d'assèchement de nappe phréatique qui nécessitent un pompage pendant 6 mois, 24h sur 24, ne devraient pas être conçus autrement, c'est-à-dire avec moins d'ouvrage en profondeur, en souterrain.

Mme l'échevine De Brouwer comprend les inquiétudes des riverains.

Elle explique que le Collège est en contact avec le projet Open Sources, dont l'objectif

est de pouvoir récupérer les eaux issues du rabattement de ces nappes. Open Sources joue un peu le rôle d'intermédiaire entre la commune et les promoteurs, les entrepreneurs, etc. Des ateliers ont été organisés afin de définir les endroits où il serait pertinent que des services comme la Propreté, la Voirie ou le Service Vert puissent récupérer ces eaux. Une cartographie est en cours d'élaboration, dont l'objectif est de permettre une récupération d'eau dans un futur plutôt proche en cas de rabattement de la nappe phréatique.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : het oppompen van grondwater op de Coghewerf.

De h. Cools herinnert eraan dat de raad de bezorgdheid van de ouders van de school Centre en de buurtbewoners over het oppompen van het grondwater in het kader van het bouwproject aan de ingang van de Coghensquare reeds heeft weggenomen.

Dit pompen gaat al maandenlang 24 uur per dag door. Er worden aanzienlijke hoeveelheden water in de riolering geloosd.

Het is de vraag of een vergunning moet worden afgegeven wanneer de ondergrondse werken dit voortdurend pompen gedurende 6 maanden noodzakelijk hebben gemaakt.

Kan het college garanderen dat dit pompen geen stabiliteitsproblemen oplevert voor de omwonenden ?

Voldoet dit pompen aan de relevante vergunningen? Wordt de omvang van het pompen gecontroleerd door de overheid ?

Schepen De Brouwer legt uit dat de bouwheer van de Coghewerf sinds het begin van de verlaging van het grondwaterpeil een reeks maatregelen heeft genomen en met name een plaatsbeschrijving heeft gemaakt van de omliggende huizen. Bovendien onderzoekt een algemene aannemer regelmatig de omliggende gebouwen om na te gaan of er geen zettingen of stabiliteitsproblemen zijn, op basis van het advies van zijn bureau voor stabiliteitsstudies.

Voor het pompen geldt uiteraard een milieuvergunning, afgegeven door Leefmilieu Brussel. De vergunning is verlengd omdat de werken vertraging hebben opgelopen; Leefmilieu Brussel onderzoekt momenteel of het nodig is aanvullende maatregelen toe te voegen.

Deze milieuvergunning bevat specifieke voorwaarden die door de bouwheer moeten worden nageleefd. Er zijn met name eisen met betrekking tot het maximaal te verpompen debiet, in dit specifieke geval gemiddeld 450 m³ per dag; er is een maximale onttrekkingshoogte aan het grondwaterniveau, er is een maximum van 50 cm onder het ontgravingsniveau en verplichtingen met betrekking tot het toezicht op naburige constructies. Al deze maatregelen worden geregistreerd in een register dat ter plaatse beschikbaar en toegankelijk is voor de ambtenaren van Leefmilieu Brussel. Alle voorwaarden van de vergunning worden dus nageleefd en er is geen stabiliteitsprobleem.

De h. Cools begrijpt de bezorgdheid van de omwonenden van deze werf en waarschuwt dat, als er stabiliteitsproblemen ontstaan na het oppompen van het grondwater, dit meestal pas veel later gebeurt.

De h. Cools verzoekt het college te overwegen of toekomstige grondwaterbemaalingsprojecten waarbij 6 maanden lang, 24 uur per dag moet worden gepompt, niet anders moeten worden ontworpen, d.w.z. met minder werk op diepte, onder de grond.

Schepen De Brouwer heeft begrip voor de bezorgdheid van de omwonenden.

Zij legt uit dat het college in contact staat met het project Open Sources dat tot doel

heeft het water van de grondwaterverlaging terug te kunnen winnen. Open Sources treedt op als tussenpersoon tussen de gemeente en de ontwikkelaars, aannemers enz. Er zijn workshops georganiseerd om de plaatsen te bepalen waar het relevant zou zijn voor diensten Reinheid, Wegen of de Groendienst om dit water terug te winnen. Momenteel wordt een kaart opgesteld die het mogelijk moet maken om in de nabije toekomst water terug te winnen in geval van een verlaging van het grondwaterpeil.

De Raad neemt kennis.

23.03.2023/A/0043 **Question orale de M. Desmet : la réhabilitation des églises récemment désacralisées à Uccle.**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. Desmet : nieuwe bestemmingen voor de recent ontwijde kerken te Ukkel.

Het punt wordt verdaagd.

23.03.2023/A/0044 **Question orale de M. Norré : la situation de Delhaize.**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. Norré : de situatie van Delhaize.

Het punt wordt verdaagd.

23.03.2023/A/0045 **Question orale de M. De Bock : le bar "l'Exutoire".**

M. De Bock signale qu'un message diffusé sur Instagram annonce l'ouverture imminente du bar « L'Exutoire », nouveau « strip-club » à Uccle.

Cet établissement est situé à Drogenbos, chaussée d'Alsemberg 1404, à moins d'un mètre de la frontière ucquoise.

Vu l'émotion suscitée dans le quartier par cette nouvelle, évoquée d'ailleurs par le comité du quartier Bourdon, M. De Bock souhaiterait être informé des mesures prises par le Collège pour préserver la tranquillité des riverains ucquois.

Des agents de la commune de Drogenbos ont effectué une descente sur les lieux en collaboration avec la commune de Linkebeek.

Le Collège a-t-il été informé par ses homologues des autres communes de la localisation de cet établissement à la limite d'Uccle ?

Le Collège a-t-il pu s'enquérir de la légalité des activités annoncées et de leur adéquation sans incidence sur la tranquillité du quartier ?

En raison du caractère résidentiel de ce quartier, il est tout à fait inapproprié d'autoriser l'ouverture d'un tel établissement à proximité de logements, principalement situés à Drogenbos, et ce d'autant plus que les tenanciers comptent ouvrir jusqu'à 3 heures du matin le week-end.

M. le Bourgmestre relaie les informations dont le Collège a connaissance, grâce notamment aux renseignements urbanistiques donnés par M. l'échevin Biermann.

En matière de tranquillité publique, l'arrivée de l'Exutoire dans le quartier soulève pas mal de questionnements. Bien qu'il ne soit pas sur le territoire ucclóis, mais sur la commune de Drogenbos, l'impact potentiel est similaire puisque l'établissement se situe à 2 maisons de la frontière communale.

Lorsque les exploitants futurs ont annoncé l'ouverture imminente de leur établissement, leur publicité affirmait qu'ils se situaient sur Uccle; le Collège leur a tout de suite indiqué que cette information était mensongère.

Le Collège a dès lors eu de nombreux contacts avec la commune de Drogenbos par rapport à l'ouverture imminente de cet établissement car les riverains ont exprimé beaucoup d'inquiétude.

Concrètement, l'exploitant de l'Exutoire a déposé une demande pour obtenir un permis d'exploitation pour un établissement de restauration, conformément au règlement sur les permis d'exploitation de l'horeca approuvé par le Conseil communal de Drogenbos du 23 mai 2013; il a reçu un avis favorable provisoire de la part de la police et des pompiers. Le nombre de personnes autorisé dans le bâtiment a été fixé à 49 par les pompiers; ce nombre peut être augmenté avec des modifications de la porte d'entrée. Aucun permis supplémentaire, ni enquête publique ne sont nécessaires puisque le bâtiment est déjà autorisé pour la fonction de restauration, donc un changement de fonction n'est plus nécessaire; aucun travail de stabilité ou d'ajout n'est prévu. L'exploitant a déclaré qu'il limitera le niveau sonore à moins de 80 décibels. Après une visite du service Logement de la commune de Drogenbos, il semblerait que l'exploitant n'ait nullement le projet d'exploiter une discothèque ou un bar aux mœurs faciles. L'aménagement est une sorte de bar lounge avec possibilité de manger des tapas.

Les exploitants sont donc en ordre par rapport à ce qu'ils annoncent faire. Cependant, le Bourgmestre de Drogenbos assure que le Collège veillera à ce que ce bar ne cause aucune nuisance au voisinage.

M. De Bock remercie le Bourgmestre pour ces propos rassurants et partage le point de vue quant à la vigilance nécessaire qu'il faudra garder à l'encontre de cet établissement.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de bar "l'Exutoire".

De h. De Bock meldt dat een bericht op Instagram de aanstaande opening aankondigt van bar "l'Exutoire", een nieuwe stripclub in Ukkel.

Dit etablissement is gevestigd in Drogenbos (Alsebergsesteenweg 1404) op nog geen meter van de grens met Ukkel.

Gezien de commotie die in de buurt is ontstaan door dit nieuws, dat ook door het buurtcomité Horzel aan de orde is gesteld, wenst de h. De Bock op de hoogte te worden gesteld van de maatregelen die het college heeft genomen om de rust van de bewoners van Ukkel te bewaren.

Ambtenaren van de gemeente Drogenbos hadden in samenwerking met de gemeente Linkebeek een inval gedaan in het pand.

Is het college door zijn collega's van de andere gemeentes op de hoogte gebracht van de ligging van dit etablissement aan de rand van Ukkel ?

Heeft het college zich kunnen vergewissen van de wettelijkheid van de aangekondigde activiteiten en de geschiktheid ervan zonder de rust in de wijk aan te tasten?

Gezien het residentiële karakter van deze wijk is het volkomen ongepast om de opening van een dergelijke inrichting toe te staan in de nabijheid van woningen, voornamelijk gelegen in het Drogenbos, te meer daar de eigenaars van plan zijn in het weekend tot 3 uur 's nachts open te blijven.

De Burgemeester heeft de bij het college bekende informatie doorgegeven, met name dankzij de door schepen Biermann verstrekte stedenbouwkundige informatie.

Wat de openbare rust betreft, roept de komst van de Exutoire in de wijk een aantal vragen op. Hoewel het zich niet op het Ukkelse grondgebied maar in de gemeente Drogenbos bevindt, is de potentiële impact vergelijkbaar, aangezien de vestiging op 2 huizen afstand van de gemeentegrens ligt.

Toen de toekomstige exploitanten de op handen zijnde opening van hun zaak aankondigden, stond in hun advertentie dat zij in Ukkel gevestigd waren; het college heeft hen onmiddellijk meegedeeld dat deze informatie onjuist was.

Het college heeft sindsdien talrijke contacten gehad met de gemeente Drogenbos over de op handen zijnde opening van deze inrichting, aangezien de omwonenden grote bezorgdheid hebben geuit.

Concreet heeft de exploitant van de Exutoire een aanvraag ingediend voor een exploitatievergunning voor een horecagelegenheid, overeenkomstig de verordening exploitatievergunningen horeca die op 23 mei 2013 door de gemeenteraad van Drogenbos is goedgekeurd, en een voorlopig gunstig advies ontvangen van politie en brandweer. Het aantal toegestane personen in het gebouw is door de brandweer vastgesteld op 49; dit aantal kan met aanpassingen aan de toegangsdeur worden verhoogd. Er zijn geen aanvullende vergunningen of openbare onderzoeken nodig aangezien het gebouw reeds een vergunning heeft voor de horecafunctie, zodat een functiewijziging niet meer nodig is; er zijn geen stabiliteitswerkzaamheden of toevoegingen gepland. De exploitant heeft verklaard dat hij het geluidsniveau zal beperken tot minder dan 80 decibel.

Na een bezoek van de Huisvestingsdienst van de gemeente Drogenbos blijkt dat de exploitant geen plannen heeft voor de exploitatie van een discotheek of promiscue bar. De inrichting is een soort loungebar met de mogelijkheid om tapas te eten.

De exploitanten zijn dus in orde met wat ze zeggen te doen. De burgemeester van Drogenbos verzekert ons echter dat het college erop zal toezien dat deze bar geen overlast voor de buurt veroorzaakt.

De h. De Bock bedankt de burgemeester voor deze geruststellende woorden en is het eens met het standpunt over de noodzakelijke waakzaamheid die ten aanzien van dit etablissement moet worden gehouden.

De Raad neemt kennis.

23.03.2023/A/0046 **Question orale de M. De Bock : les aménagements des abords du Parc Brugmann.**

Le Conseil prend connaissance. Transformée en question écrite.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : aanleg van de omgeving van het Brugmannpark.

De Raad neemt kennis. Omgevormd tot schriftelijke vraag.

23.03.2023/A/0047 **Question orale de M. De Bock : "Meet my arts".**

Le Conseil prend connaissance. Transformée en question écrite.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : "Meet my arts".

De Raad neemt kennis. Omgevormd tot schriftelijke vraag.

Levée de la séance à 23:55
Opheffing van de zitting om 23:55

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj